

**Université de Montréal**

**La protection environnementale face au principe de spécialité de l'Organisation  
Mondiale du Commerce**

**par Geoffrey Marliac**

**Faculté de Droit**

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de maîtrise en droit international

Juin, 2020

© Geoffrey Marliac 2020

# Résumé

Le principe de spécialité des organisations internationales est-il un obstacle à la protection de l'environnement par le droit de l'OMC ? Dans ce mémoire, nous examinons l'impact du principe de spécialité sur les volontés de protection de l'environnement des Membres, via les textes de l'OMC et les décisions de l'Organe de Règlement des Différends.

Le postulat de base de cette recherche vient du constat de l'opposition *a priori* des sphères économiques et environnementales. Toutefois, l'OMC semble vouloir orienter son activité normative vers le développement durable. Tandis que le droit international de l'environnement se développe, l'OMC tente de plus en plus d'intégrer les valeurs non-marchandes à ses réflexions. Toutefois, les principes fondamentaux du droit de l'OMC recherchent la libéralisation des échanges alors que les mesures environnementales sont souvent des obstacles au commerce. De ce fait, le principe de spécialité semble s'opposer à une réelle intégration des considérations environnementales dans le droit de l'OMC. La prise de conscience scientifique, civile et politique sur les dangers du changement climatique, poussent alors les Membres à adopter de nouvelles façons d'aborder la question. La coopération internationale se renforce entre les organes de droit international et le droit de l'OMC. L'adoption de réglementations favorables à l'environnement semble alors envisageable.

Ce mémoire cherche donc à observer, dans les textes et la jurisprudence, l'évolution de la prise en compte de l'environnement au sein du droit de l'OMC sous le prisme du principe de spécialité.

**Mots-clés :** protection environnementale, Organisation Mondiale du Commerce, Principe de spécialité, libéralisation des échanges, Accords Environnementaux Multilatéraux.

# Abstact

Is the principle of specialty of international organizations an obstacle to the protection of the environment by WTO law? In this research, we observe the impact of the specialty principle on environmental protection wills, in both WTO texts and in decisions of the Dispute Settlement Body.

The first approach of this research comes from the observation of a priori opposition of the economic and environmental spheres. However, the WTO seems want to direct its standard-setting activity towards sustainable development. As the international environmental law develops, the WTO is trying to integrate non-economic values into its thinking. However, the fundamental principles of WTO law seek the liberalization of international trades while environmental measures are often barriers to trade. As a result, the principle of specialty seems to avoid a real integration of environmental considerations into WTO law. Scientific, civil and political awareness of the dangers of climate change is therefore pushing Members to adopt new ways of approaching the issue. International cooperation is strengthening between the bodies of international law and the law of the WTO seems able, thanks to negotiations, to adopt new regulations favorable to the environment.

This research therefore seeks to observe, in the texts and the jurisprudence, the evolution of the taking into account of the environment within the law of the WTO through the prism of the specialty principle.

**Keywords:** environmental protection, World Trade Organization, Principle of specialty, liberalization of trade, Multilateral Environmental Agreements.

<b>Résumé</b>	<b>2</b>
<b>Abstact</b>	<b>3</b>
<b>Liste des sigles</b>	<b>8</b>
<b>Liste des abréviations</b>	<b>9</b>
<b>Remerciements</b>	<b>10</b>
<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Partie I. La compatibilité entre les objectifs de développement du commerce de l'OMC et le principe de spécialité des organisations internationales</b>	<b>13</b>
<b>Chapitre 1. La libéralisation des échanges comme objectif principal de l'OMC</b>	<b>13</b>
A. L'application du principe spécialité	13
1. Le principe de spécialité	13
2. Le principe de spécialité de l'OMC	17
B. Les valeurs non commerciales face à la libéralisation des échanges	20
1. Une prise en compte indirecte	20
2. Les régimes spéciaux appliqués aux mesures environnementales	24
<b>Chapitre 2. L'orientation des décisions de l'ORD selon le principe de spécialité de l'OMC</b>	<b>31</b>
A. L'évolution de la méthode d'application de l'article XX du GATT	31

1. L'application et l'interprétation du sous-paragraphe b)	32
a) Le test de nécessité : première appréhension des valeurs non marchandes	33
b) Du test de nécessité au test de proportionnalité	36
2. L'application et l'interprétation du sous-paragraphe g)	38
a) L'objectif général de la politique	39
b) La notion de ressources naturelles épuisables	40
c) Les critères d'application de la mesure	42
3. Le chapeau introductif de l'article XX	43
a) Fonction et champ d'application du chapeau introductif	43
b) L'exclusion des mesures constituant un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable	45
c) L'exclusion des mesures constituant une restriction déguisée au commerce international	47
d) L'efficacité de l'article XX dans la protection environnementale	49
B. L'essor de l'utilisation de l'accord OTC	51
1. Le champ d'application de l'Accord OTC dans le cadre de la protection environnementale	51
2. Les conditions d'élaboration des règlements techniques	54
3. Le test de proportionnalité dans l'Accord OTC	56
C. Les mesures sanitaires et phytosanitaires comme moyen de protection de l'environnement face au principe de spécialité	59
1. Le test d'application de l'Accord SPS	59
2. La prise en compte du niveau de protection désiré par les Membres	63
3. Le principe de précaution via le prisme du principe de spécialité de l'OMC	64

## **Partie II. L'atténuation du principe de spécialité de l'OMC par la protection de l'environnement dans les sources formelles et**

**Chapitre 1. Les dispositions de protection de l'environnement des sources  
formelles du droit de l'OMC****68****A. Les dispositions du droit de l'OMC.****68****1. Les régimes spéciaux en faveur de l'environnement et de la libéralisation du  
commerce****68****a) Le rôle de l'article XX du GATT et ses limites****68****i) Le principe de spécialité et le rôle ambigu de l'article XX****68****ii) Les limites de l'article XX du GATT****71****b) L'Accord OTC et le changement de stratégie des Membres****75****c) Les conséquences de l'approche « science based » de l'Accord SPS****82****d) L'accord général sur le commerce des services****88****2. Les moyens de protection de l'environnement en accord avec le principe de  
spécialité de l'OMC****91****a) Des systèmes de subventions visant la protection de l'environnement****91****b) Les brevets à fonction environnementale****100****B. L'influence du droit international de la protection environnementale dans les  
décisions de l'ORD****102****1. L'évolution de l'interprétation sous le GATT de 1947 et l'OMC****102****a) L'interprétation par les groupes spéciaux sous le GATT de 1947****102****i) L'absence de codification.****103****ii) L'adoption d'une méthode textuelle****106****b) L'application de la Convention de Vienne****107****i) L'objectivité de l'article 31.1 de la Convention de Vienne.****107****ii) L'importance du contexte selon l'article 31.2****109**

2. Le principe de spécialité de l'OMC et l'appréhension des Accords multilatéraux environnementaux	111
--	-----

## **Chapitre 2. La protection de l'environnement dans les sources non formelles du droit de l'OMC**

**116**

A. L'évolution de la considération environnementale dans les Déclarations Ministérielles et son adaptation au principe de spécialité de l'OMC	117
---	-----

1. Le contexte avant la création de l'OMC	117
---	-----

2. L'évolution de la question environnementale dans les Conférences ministérielles de l'OMC	120
---	-----

B. L'évolution des débats au sein du CCE et la conciliation des enjeux environnementaux et du commerce	130
--	-----

1. Les progrès du CCE	130
-----------------------	-----

2. Les débats actuels	135
-----------------------	-----

a) Le développement durable	136
-----------------------------	-----

b) Les prescriptions environnementales et l'accès aux marchés	140
---	-----

c) L'étiquetage	141
-----------------	-----

## **Conclusion**

**144**

## **Bibliographie**

**1**

# Liste des sigles

ABE : Accord sur les Biens Environnementaux

Accord OTC : Accord sur les Obstacles Techniques au Commerce

Accord SMC : Accord sur les Subventions et les Mesures Compensatoires

Accord SPS : Accord sur les Mesures Sanitaires et Phytosanitaires

ADPIC : Accord sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce

AEM<sup>1</sup> : Accords Environnementaux Multilatéraux

BDE : Base de Donnée sur l'Environnement

CE : Communauté Européenne

CCE : Comité du Commerce et de l'Environnement

CCNUCC : Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

CIJ : Cour Internationale de Justice

CPIJ : Cour Permanente de Justice Internationale

CNUED : Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

GATT : General Agreement on Tariffs and trade

GATS : General Agreement on Trade and Services

GEO : Global Environment Outlook

GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

OA : Organe d'appel

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

ODD : Objectifs de Développement Durable

OGM : Organismes Génétiquement Modifiés

OIC : Organisation Internationale du Commerce

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ORD : Organe de Règlement des Différends

PEV : Petites économies vulnérables

PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement

PMP : Procédures et Méthodes de Production

RTAA : Reciprocal Trade Agreement Act

TSD : Traitement Spécial et Différencié

TNPF : Traitement de la Nation la Plus Favorisée

---

<sup>1</sup> L'expression, Accords Multilatéraux Environnementaux ou AME, est aussi largement utilisée. Nous utiliserons, AEM car c'est le sigle utilisé par l'OMC



# Liste des abréviations

Ibid : Ibidem

p. : Page

para : Paragraphe

# Remerciements

Je tiens à remercier tout d'abord mon directeur de recherche, le Professeur Hervé A. Prince, pour avoir accepté la direction de ce mémoire ainsi que sa supervision et ses conseils tout au long de la préparation de ce travail.

Mes pensées vont enfin à tous mes proches, famille et amis. Je songe avec reconnaissance à mes parents, Murielle et Cécil Marliac ainsi qu'à mon frère Pierrick, pour leur soutien inconditionnel dans mes projets universitaires et extra-universitaires, y compris celui de venir étudier à Montréal. Merci immensément aussi à Manon et Thibault pour leur soutien et encouragements tout au long de l'élaboration de ce travail de recherche. Merci enfin, à Paul et Audrey, pour leur encouragement.

# Introduction

*« L'environnement ne figurait pas à l'ordre du jour du Cycle d'Uruguay de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (gatt) lancé en 1986 à Punta del Este. Or, l'évidence est aujourd'hui criante : l'Organisation mondiale du commerce (omc) ne peut plus faire abstraction de l'environnement. Non seulement le développement soutenable compte parmi les objectifs fondamentaux inscrits à son préambule, mais un nombre toujours plus grand de différends commerciaux touchent de près ou de loin à l'environnement »<sup>2</sup>*

Michel Damian et Jean-Christophe Graz

Michel Damian et Jean-Christophe Graz soulignent ici que le développement commercial et la protection environnementale sont aujourd'hui au coeur du fonctionnement de l'OMC. L'Organisation mondiale du commerce maintient son rôle de table de négociation privilégiée des États dans le domaine commercial. Elle doit aussi faire face aux préoccupations environnementales. Cette affirmation démontre aussi l'importante croissance de deux domaines. Le commerce et la protection environnementale laissent envisager une possible synergie. L'OMC veut faire cohabiter en une seule politique, le commerce et l'environnement.

Ce mémoire traitera du droit de l'OMC, en considérant donc le droit formel et informel. Le droit formel est composé d'accords multilatéraux et des décisions de l'Organe de règlement des

---

<sup>2</sup> Damian, Michel et Jean-Christophe Graz. « L'Organisation mondiale du commerce, l'environnement et la contestation écologique » (2001) n° 170:4 Revue internationale des sciences sociales 657-670 p.657

différents. Ce droit sera principalement observé via le prisme du principe de spécialité. C'est la raison d'être d'une organisation internationale, son objectif principal. Dans le cadre de l'OMC, c'est la recherche de la libéralisation des échanges qui prime. Cet objectif sera mis en contraste avec les besoins de protection environnementale comme le soulignent Michel Damian et Jean-Christophe Graz. Nous étudions alors les liens entre ces notions pour comprendre l'intégration des valeurs non marchandes dans les activités de l'OMC.

Cette interaction peut se voir comme l'un des pans de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, qui sont des « cibles à atteindre d'ici à 2030 dans des domaines tels que la réduction de la pauvreté, la santé, l'éducation et l'environnement. »<sup>3</sup>. Le développement durable est défini, par l'Office québécois de la langue française, comme un « Développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementales, sociales et économiques des activités de développement. »<sup>4</sup>.

Il est aujourd'hui commun d'affirmer que les activités humaines détériorent l'environnement et qu'il persiste un besoin de protection des écosystèmes. L'environnement est l'habitat naturel de toutes les espèces présentes sur Terre. Nous pouvons le définir comme « l'ensemble des facteurs biotiques, physiques et chimiques déterminant la vie sur Terre »<sup>5</sup>. Cette ample définition comprend les écosystèmes, les climats, les températures et d'autres facteurs météorologiques. Cette détérioration générale est l'une des retombées de la surexploitation des ressources disponibles. Les

---

<sup>3</sup> OMC, *L'intégration du commerce en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable*, Genève, (2018), p. 2. En ligne < <https://www.wto.org> >

<sup>4</sup> Office québécois de la langue française, *Vocabulaire du développement durable*, (2011) Montréal, p. 17. En ligne < <http://numerique.banq.qc.ca> >

<sup>5</sup> Odendahl, Kerstin. « Nature, International Protection », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne : < <https://opil.ouplaw.com> > : « comprises all physical, chemical, and biotic factors that determine life on earth »

activités humaines utilisent plus d'énergie et de ressources que la Terre ne peut en créer ou absorber. Le récent rapport des Nations Unies, *Global Environment Outlook (GEO) : Healthy Planet, Healthy People* de 2019<sup>6</sup>, compile les données scientifiques qui démontrent les effets négatifs de l'activité humaine sur l'environnement dans de nombreux domaines comme l'air<sup>7</sup>, la biodiversité<sup>8</sup> ou l'eau<sup>9</sup>. La surexploitation recouvre plusieurs pratiques comme la pêche excessive des ressources océaniques, la déforestation au profit de l'agriculture, avec des conséquences graves comme l'augmentation de la température, la montée des eaux, la désertification, l'érosion et l'appauvrissement des sols. Ces nombreux changements poussent la communauté scientifique à déclarer l'avènement d'une nouvelle ère géologique, l'Anthropocène<sup>10</sup>. Ces changements ont lieu au profit du développement économique et l'intensification des échanges commerciaux. De plus, les conséquences pèsent aussi sur les populations humaines que ce soit sur leur santé ou leurs conditions de vie. En effet, le changement climatique est l'une des principales menaces pour la santé humaine, notamment pour les pays pauvres<sup>11</sup>, creusant encore plus les inégalités entre les populations<sup>12</sup>.

---

<sup>6</sup> United Nations, *Global Environment Outlook – GEO-6: Healthy Planet, Healthy People*, (2019), Cambridge: Cambridge University Press. En ligne < <https://www.cambridge.org> >

<sup>7</sup> Ibid p.107 à 134

<sup>8</sup> Ibid p.141 à 168

<sup>9</sup> Ibid p.175 à 195 concernant « Oceans and Coasts » et p.235 à 265 concernant « Freshwater »

<sup>10</sup> United Nations, *Global Environment Outlook : Environment for the future we want*, (2012), 5<sup>e</sup> éd, Nairobi, United Nations Environment Programme, p xviii. En ligne < <http://wedocs.unep.org> >

<sup>11</sup> Costello, Anthony, Mustafa Abbas, Adriana Allen, Sarah Ball, Sarah Bell, Richard Bellamy, Sharon Friel, Nora Groce, Anne Johnson, Maria Kett, Maria Lee, Caren Levy, Mark Maslin, David McCoy, Bill McGuire, Hugh Montgomery, David Napier, Christina Pagel, Jinesh Patel, Jose Antonio Puppim de Oliveira, Nanneke Redclift, Hannah Rees, Daniel Rogger, Joanne Scott, Judith Stephenson, John Twigg, Jonathan Wolff et Craig Patterson. « Managing the health effects of climate change: Lancet and University College London Institute for Global Health Commission » (2009) 373:9676 *The Lancet* 1693-1733 : « Climate change and its rapid emergence in the past decades are a major challenge to public health together with poverty, inequity, and infectious and non-communicable diseases. Furthermore, the poorest countries will suffer the greatest consequences of climate change even though they contributed the least for emissions. »

<sup>12</sup> United Nations, supra note 6 à la p. 576

Cette inertie économique est la conséquence du phénomène de mondialisation notamment depuis le XIXe siècle. Frédéric Mégret, définit la mondialisation comme « un processus plutôt qu'un résultat final. Dans le sens le plus abstrait, la mondialisation est l'idée que le monde entier est de plus en plus le cadre de référence de l'activité humaine. Elle est souvent associée à des notions de réduction du temps et de l'espace »<sup>13</sup>. Il y a donc un dilemme entre le développement économique et la protection environnementale. Or « l'homo economicus ne sait assurer seul la gestion des enjeux non-marchands »,<sup>14</sup> car « économiquement l'environnement est considéré comme une externalité »<sup>15</sup>. La libéralisation des échanges « catalyse » la dégradation de l'environnement, car elle induit la croissance économique donc l'amplification de l'utilisation de ressources et multiplie les relations de concurrence aveugle à l'environnement. Mais les océans, l'atmosphère, la faune, la flore ne connaissent pas de frontières donc poussent à la coopération internationale<sup>16</sup>.

L'opposition entre l'environnement et le libre-échange est avant tout idéologique. Les spécialistes de la protection environnementale et les acteurs du commerce mondial abordent la problématique du changement climatique depuis des points de vue et des intérêts diamétralement opposés<sup>17</sup>. Pour les environnementalistes, le libre-échange est un outil d'accélération de la détérioration des écosystèmes<sup>18</sup>. Pour les acteurs commerciaux, c'est l'efficacité du système qui prime sur les autres

---

<sup>13</sup> Notre traduction du passage suivant : « Globalization is, interestingly, a process rather than an end result. In the most abstract sense, globalization is the idea that the entire world is increasingly the frame of reference for human activity, and is often associated with notions of the reduction of time and space ». Dans Frédéric, Mégret. « Globalization », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (2009), para 8. En ligne < <https://opil.ouplaw.com> >.

<sup>14</sup> Prost, Mario. D'abord les moyens, les besoins viendront après : commerce et environnement dans la « jurisprudence » du GATT et de l'OMC, 1<sup>re</sup> éd, coll Mondialisation et droit international, n°8, Bruxelles, Bruylant, 2006

<sup>15</sup> Ibid

<sup>16</sup> Kiss, Alexandre Charles et Jean-Pierre Beurier. *Droit international de l'environnement*, 2<sup>e</sup> éd, coll Études internationales, n°3, Paris, Pédone, 2000.

<sup>17</sup> Esty, Daniel C. *Greening the GATT: Trade, Environment, and the Future*, 1<sup>re</sup> éd, Washington DC, Peterson Institute for International Economics, 1994

<sup>18</sup> Trebilcock, M. J., Robert Howse et Antonia Eliason. *The Regulation of International Trade*, Abingdon, Routledge, 2013, p 656

éléments en cause<sup>19</sup>. Ainsi, les valeurs non marchandes sont intrinsèquement des obstacles au commerce à éliminer.

Les analyses scientifiques du XXe siècle ont permis une prise de conscience mondiale. De nombreux rapports demandent des mesures de protection de l'environnement notamment ceux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ou les GEO du Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE). Suite à ces découvertes, le droit international de l'environnement répond au besoin de coopération étatique dans le domaine environnemental. Selon, Ulrich Beyerlin et Jenny Grote Stoutenburg, le droit international environnemental est un système qui se compose de trois couches. La première comprend les idéaux, la seconde est principalement composée de concepts moins abstraits et la troisième de l'abondance des mesures concrètes et d'application précise.<sup>20</sup>

Depuis les années 1960, de nombreux accords environnementaux multilatéraux (AEM ou MEA en anglais pour « multilateral environment agreements ») sont signés par les États<sup>21</sup>. Les chiffres diffèrent selon les sources, l'OMC en recense 250<sup>22</sup>, alors que certains auteurs dénombrent la conclusion de plus de 700 accords<sup>23</sup>. Ces accords concernent indépendamment des branches spécifiques de la protection environnementale. Mais certains abordent des points de contact avec

---

<sup>19</sup> Daniel Bodansky et Jessica C Lawrence, « Trade And Environment » dans Daniel Bethlehem et al, dir, *The Oxford Handbook of International Trade Law*, New York, Oxford University Press, 2009, 505, p. 506

<sup>20</sup> Beyerlin, Ulrich et Jenny Grote Stoutenburg. « Environment, International Protection », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2013, para 22, « can be imagined as a system of multifaceted concepts grouped into three layers, a thin first layer consisting of highly abstract ideals, a thicker second one with less abstract concepts, and a massive third one with concrete norms ». En ligne < <https://opil.ouplaw.com>>

<sup>21</sup> Haas, Peter M., dir. *Institutions for the Earth: Sources of Effective International Environmental Protection*, coll Global Environmental Accord: Strategies for Sustainability and Institutional Innovation, Cambridge, États-Unis, The MIT Press, 1993.

<sup>22</sup> OMC, *The Doha mandate on multilateral environmental agreements (MEAs)*, en ligne : < <https://www.wto.org> >

<sup>23</sup> Biermann, Frank, Philipp Pattberg, Harro van Asselt et Fariborz Zelli. « The Fragmentation of Global Governance Architectures: A Framework for Analysis » (2009) 9:4 *Global Environmental Politics* 14-40, p. 18

l'économie. Ainsi, plusieurs accords restent célèbres, parfois pour leur ambition comme le Protocole de Kyoto<sup>24</sup> signé en 1997 dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques<sup>25</sup> (CCNUCC) ou récemment l'Accord de Paris en 2015<sup>26</sup>. Mais aussi pour leur réussite comme l'Accord de Montréal<sup>27</sup> du 22 mars 1985 qui vise l'élimination des substances réduisant la couche d'ozone. En 2015, le Directeur du PNUE affirme que les Parties à l'Accord ont réussi à éliminer 98% des substances sources d'appauvrissement de la couche d'ozone<sup>28</sup>.

La multiplication des accords multilatéraux provoque alors une fragmentation de la protection environnementale par le droit<sup>29</sup>. Ainsi, c'est une protection à géométrie variable qui s'applique aujourd'hui. Le principal obstacle à l'uniformisation de la protection environnementale est la persistance des différences, notamment économiques et de développement entre les États dits du Nord et ceux du Sud<sup>30</sup>. En effet, la protection environnementale s'oppose à la surexploitation des ressources naturelles, moteur du développement économique des États au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècle.

Dans un environnement économique globalisé, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), fait office de lieu de rencontre privilégiée des États pour la gestion et la libéralisation des échanges commerciaux. Même si le fonctionnement de l'OMC est ralenti par de fortes oppositions entre les

---

<sup>24</sup> Nations-Unies, *Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques*, 10 Décembre 1997, 37 ILM 32 (entrée en vigueur : 16 Février 2005)

<sup>25</sup> Nations-Unies, *Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques*, 9 mai 1992, 1771 UNTS 107 (entrée en vigueur: 21 mars 1994)

<sup>26</sup> Nations Unies, *Accord de Paris*, 1/CP.2 13 Décembre 2015 (entrée en vigueur le 4 novembre 2016)

<sup>27</sup> UNEP, *Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone*, 22 mars 1985

<sup>28</sup> Vingt-sixième Réunion des Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, UNEP/OzL.Pro.26/10, aux paragraphes 4 et 9

<sup>29</sup> Frank Biermann, Phillip Pattberg et Harro van Asselt, *supra* note 23 p. 1

<sup>30</sup> Stoll, Peter-Tobias. « World Trade Organization (WTO) », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, para 4, en ligne < [opil.ouplaw.com](http://opil.ouplaw.com) >



Membres depuis l'ouverture du Cycle de Doha en 2001<sup>31</sup>, des négociations restent ouvertes pour poursuivre l'objectif de libéralisation de l'Organisation.

L'OMC tire son origine des négociations du General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), seul texte issu de l'échec de la Charte de la Havane. Signé en 1947<sup>32</sup>, ce texte visait la régulation du commerce dans un contexte post Seconde Guerre Mondiale en crise. Il s'intéresse donc majoritairement aux tarifs et droits de douanes imposés aux produits exportés. Le GATT est parfois vu comme un « sauvetage »<sup>33</sup> des objectifs fixés pour la Charte de la Havane, selon une partie de la doctrine. C'est aussi pour certains auteurs le premier échec de l'intégration commune des valeurs non marchandes et des valeurs commerciales<sup>34</sup>. En effet, le texte de la Charte de la Havane, en plus de vouloir créer l'Organisation internationale du Commerce (OIC)<sup>35</sup>, souhaitait intégrer les questions relatives au commerce dans un large panel de préoccupations internationales comme les politiques de plein-emploi<sup>36</sup>, les pratiques commerciales restrictives,<sup>37</sup> mais aussi la protection des espèces menacées<sup>38</sup>.

Cette prise en compte des valeurs non marchandes ne se retrouve pas dans les dispositions finales du GATT. Il faut attendre la rédaction de l'Accord instituant l'Organisation Mondiale du

---

<sup>31</sup> Ibid

<sup>32</sup> Ibid au para 2

<sup>33</sup> Guèvremont, Véronique. *Valeurs non marchandes et droit de l'OMC*, 1<sup>re</sup> éd, coll Mondialisation et droit international, Bruxelles, Bruylant, 2013.

<sup>34</sup> Tarullo, D.K. et R Quick. « The relationship of WTO obligations to other international arrangements » dans M Bronckers, dir, *New directions on International Economic Law. Essays in Honor of John H. Jackson*, 1, La Haye, Kluwer Law International, 2011., p. 155 à 159, cité par Guèvremont, Véronique. *Valeurs non marchandes et droit de l'OMC*, coll Mondialisation et droit international, Bruxelles, Bruylant, 2013

<sup>35</sup> Peter-Tobias Stoll, supra note 30, para 2

<sup>36</sup> Article 2:2 Charte de la Havane

<sup>37</sup> Article 46:1 Charte de la Havane

<sup>38</sup> Article 45:1 a) x) Charte de la Havane

Commerce<sup>39</sup> en 1994 ou Accord de Marrakech pour observer un changement. En effet, l'OMC reprend en le modifiant le GATT pour intégrer dans le Préambule une référence à la protection environnementale et l'utilisation raisonnable des ressources tout en rappelant l'objectif de libéralisation du commerce et le développement économique<sup>40</sup>. Ainsi l'objectif du GATT de 1947 était « un niveau élevé et toujours croissant du revenu réel et de la demande effective, la pleine utilisation des ressources mondiales et l'accroissement de la production et des échanges de produits »<sup>41</sup> pour s'orienter en 1994, « vers le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein-emploi et d'un niveau élevé et toujours croissant du revenu réel et de la demande effective, et l'accroissement de la production et du commerce de marchandises et de services, tout en permettant l'utilisation optimale des ressources mondiales conformément à l'objectif de développement durable, en vue à la fois de protéger et préserver l'environnement et de renforcer les moyens d'y parvenir d'une manière qui soit compatible avec leurs besoins et soucis respectifs à différents niveaux de développement économique »<sup>42</sup>. Rappelons que le Préambule n'a pas de valeur contraignante, mais reflète simplement l'esprit d'un texte, ce qui peut être utile lors de l'interprétation de ses dispositions. De plus, la création de l'OMC s'accompagne de la création du Comité du commerce et de l'environnement (CCE)<sup>43</sup> qui aura pour mission de concilier et reporter les mesures environnementales qui ont un attrait au commerce.

---

<sup>39</sup> OMC, *Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce*, 15 avril 1994, 1867 UNTS 154 (entrée en vigueur : 1 janvier 1995)

<sup>40</sup> Maljean-Dubois, Sandrine. *Droit de l'Organisation mondiale du commerce et protection de l'environnement*, 1<sup>re</sup> éd, coll Travaux du CERIC, n°2, Bruxelles, Bruylant, 2003.

<sup>41</sup> GATT, Préambule, *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*, 30 octobre 1947, 55 R.T.N.U. 187 (entrée en vigueur : 1er janvier 1948)

<sup>42</sup> OMC, Comité des négociations commerciales, *Décision sur le Commerce et Environnement*, LT/UR/D-6/2, 14 avril 1994

<sup>43</sup> Ibid

La globalisation économique qui s'ensuit porte une responsabilité évidente dans la dégradation des écosystèmes et l'épuisement des ressources disponibles<sup>44</sup> donc dans le changement climatique. L'OMC doit donc faire face à de nouvelles problématiques qui ne sont pas seulement d'ordre économique. Ainsi dans l'étendue de plus en plus large de ses compétences, l'OMC reste pertinente dans de nombreux domaines au-delà des relations économiques entre ses Membres. L'économie jouant un rôle grandissant dans plusieurs domaines, nous avons pu voir l'OMC s'intéresser aux points de contact entre la libéralisation du commerce et l'environnement, l'agriculture ou la santé, en ce qu'ils sont des sujets d'instruments de politique interne<sup>45</sup>.

Dans ce contexte, la première hypothèse lors de l'élaboration de ce mémoire fut l'existence d'une imperméabilité de l'OMC à la question environnementale au profit du développement économique. Ensuite, il apparaît que ceci serait lié au principe de spécialité de l'OMC. Ce dernier empêcherait l'élaboration de mesures de protection de l'environnement. Ce mémoire cherche à cerner comment le droit de l'OMC appréhende la protection de l'environnement. La problématique serait alors de déterminer si une synergie entre libéralisation des échanges et protection environnementale se dégage du droit de l'OMC ? Nous pourrions aussi nous demander si c'est le rôle de l'OMC de faire appliquer des règles commerciales en faveur de l'environnement.

Un changement est à observer dans la prise en compte des valeurs non marchandes au moment de la succession de l'OMC au GATT en 1994. L'insertion de l'utilisation raisonnée des ressources dans le Préambule en est un exemple<sup>46</sup>. De plus, il existe des textes dans le corpus juridique de l'OMC qui

---

<sup>44</sup> Arbour, Maurice. « Le principe de précaution dans le contexte du commerce international : une intégration difficile » (2002) 43:1 Les Cahiers de Droit 5-37 p. 8.

<sup>45</sup> Peter-Tobias Stoll, *supra* note 30 au para 98

<sup>46</sup> OMC, *Accord instituant l'Organisation Mondiale du Commerce*, Préambule. «[...] permettant l'utilisation optimale des ressources mondiales conformément à l'objectif de développement durable, en vue à la fois de protéger et préserver l'environnement [...] »

peuvent orienter vers des politiques restrictives du commerce en faveur de l'environnement<sup>47</sup>. L'Accord sur les obstacles techniques au commerce (l'Accord OTC), l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) ou l'article XX du GATT de 1994 sont à ce titre les plus souvent cités. Ces textes sont appliqués dans les relations commerciales entre les Membres. Lors d'un différend, c'est l'Organe de Règlement des Différends (ORD) qui est en charge de les faire appliquer et de les interpréter. La « jurisprudence » de l'ORD a donc aussi un effet sur les mesures prises par les Membres et influence les futures mesures de ces derniers. En effet, l'OMC affirme qu'il n'existe pas de règles de *stare decisis*, et que les Groupes Spéciaux ne sont pas légalement liés par les décisions précédentes<sup>48</sup>. Toutefois, ces derniers n'hésitent pas à citer des rapports rendus en amont notamment sur les questions environnementales. Il est donc possible d'observer que les décisions rendues ont des effets pratiques sur les décisions futures. Sans lier strictement les décisions des Groupes Spéciaux et l'Organe d'appel, nous pouvons observer un « rôle plus similaire à la doctrine de la jurisprudence constante de droit civil plutôt que la doctrine stricte de *stare decisis* en common law »<sup>49</sup>. Ainsi, une interprétation des textes en faveur de la protection environnementale permettrait une marge de manœuvre plus large aux Membres au profit de politiques écologiques.

---

<sup>47</sup> Tomkiewicz, Vincent. « L'interprétation téléologique au sein de l'OMC et la question de la protection environnementale » dans Hélène Ruiz Fabri et Lorenzo Gradoni, dir, *La circulation des concepts juridiques : le droit international de l'environnement entre mondialisation et fragmentation*, Société de législation comparée, 16, coll Unité mixte de recherche de droit comparé de Paris, Paris, 2009, p 248

<sup>48</sup> OMC, *Legal effect of panel and appellate body reports and DSB recommendations and rulings*. 7.2 Legal status of adopted/unadopted reports in other disputes : « As in other areas of international law, there is no rule of *stare decisis* in WTO dispute settlement according to which previous rulings bind panels and the Appellate Body in subsequent cases. This means that a panel is not obliged to follow previous Appellate Body reports even if they have developed a certain interpretation of exactly the provisions which are now at issue before the panel. Nor is the Appellate Body obliged to maintain the legal ». En ligne < <https://www.wto.org/> >

<sup>49</sup> Traduction du passage suivant : « This role is more similar to civil law jurisdiction's doctrine of jurisprudence constante than the stricter common law doctrine of *stare decisis* » extrait de Flowers, Zachary. « The Role of Precedent and *Stare Decisis* in the World Trade Organization's Dispute Settlement Body » (2019) 47:2 International Journal of Legal Information 90-104. En ligne < <https://www.cambridge.org/> >

Il faut donc se poser la question de la raison de l'inefficacité des dispositions et organes de l'OMC à assurer la protection et préservation de l'environnement, malgré des outils accessibles. La réponse que cherchera à développer ce mémoire réside dans le principe de spécialité des organisations internationales. En effet, chaque organisation internationale ne peut prétendre être compétente dans tous les domaines. Ainsi, les États ont dû créer des organisations intergouvernementales pour poursuivre différents objectifs communs<sup>50</sup>.

Bien que le GATT de 1947 devait s'intégrer dans un accord plus large prenant en compte des valeurs non marchandes, ce texte à l'origine de l'OMC est un texte spécialement économique. Son objectif est la libéralisation des échanges commerciaux par la suppression ou la réduction des taxes à l'importation. Prima facie, cet objectif n'intègre pas de considération environnementale et ce n'est que le développement du commerce et l'évolution des préoccupations des Membres qui ont permis l'intégration de dispositions en faveur des valeurs non marchandes. Depuis plus de vingt ans, l'OMC oeuvre pour une libéralisation des échanges, mais aujourd'hui de nouveaux défis s'imposent. Le commerce moderne se base sur l'exploitation des ressources et l'interdépendance accrue des territoires<sup>51</sup>. Cette quête du progrès technologique ne peut aveuglément continuer sans prendre la mesure des conséquences d'un appauvrissement environnemental sur le commerce. Ce sont donc, principalement des régimes d'exception qui permettent la protection de l'environnement. Comme le souligne Renaud Witmeur, « L'article XX constitue un élément cardinal. Il représente la seule garantie actuelle contre une vision absolutiste du commerce international »<sup>52</sup>.

Selon Charles Chaumont, « la spécialité, trait commun de toutes les organisations internationales, signifie donc l'affectation d'une structure à un but d'intérêt commun, affectation qui implique la

---

<sup>50</sup> Schmalenbach, Kirsten. « International Organizations or Institutions, General Aspects », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law* para 2. En ligne < <https://opil.ouplaw.com> >

<sup>51</sup> Frédéric Mégret, *supra* note 13, para 11

<sup>52</sup> Witmeur, Renaud. « L'article XX a) du GATT : l'exception de moralité publique dans le commerce international » (2012) t. XXVI:3 *Revue internationale de droit économique* 237-268. En ligne < <https://www.cairn.info> >

limitation de compétences. Cette limitation s'étend au point de vue des États membres de l'organisation »<sup>53</sup>. En l'occurrence, l'OMC est une structure dédiée à la libéralisation des échanges commerciaux et de développement économique dans un objectif de développement durable<sup>54</sup>. Mais dans l'application des textes, l'objectif économique prend le dessus sur le développement durable. Notons que la protection environnementale n'est qu'une facette du principe de développement durable. L'OMC n'étant pas une agence de protection environnementale, mais bien de développement commercial, les mesures de protection des écosystèmes adoptés par les Membres ne devraient pas entraver les échanges commerciaux<sup>55</sup>. Or, la réglementation est l'un des facteurs fondamentaux d'une protection environnementale efficace<sup>56</sup>.

Pour saisir les effets du dilemme entre le développement commercial et la protection de l'environnement sur le droit de l'OMC, il faut comprendre l'importance du principe de spécialité au sein de l'OMC, notamment dans les décisions de l'Organe de Règlement des Différends (Partie I). Cet état des lieux, permettra ensuite de souligner la considération grandissante pour les valeurs non marchandes par les textes composants le corpus du droit de l'OMC (Partie II).

---

<sup>53</sup> Chaumont, Charles. « La signification du principe de spécialité des organisations internationales » dans *Mélanges Henri Rolin. Problèmes de droit des gens*, Paris, Pédone, 1964, 55-66, p. 58.

<sup>54</sup> Maurice Arbour, *supra* note 44.

<sup>55</sup> Ibid.

<sup>56</sup> Rugman, Alan M, Kirton, John et Soloway, Julie, « *NAFTA, Environmental Regulations, and Canadian Competitiveness* » (1991) 31:4 J World Trade 129 p.142

# **Partie I. La compatibilité entre les objectifs de développement du commerce de l'OMC et le principe de spécialité des organisations internationales**

Toutes les organisations internationales sont régies par un objectif, une raison d'être, c'est le principe de spécialité. Le principe de spécialité de l'OMC vise la libéralisation des échanges (1). Tous les organes de l'OMC et leurs travaux seront alors orientés en ce sens et notamment l'Organe de Règlement des Différends qui doit faire face aux intérêts commerciaux des Membres, mais aussi de plus en plus à des valeurs non marchandes. (2)

---

## **Chapitre 1. La libéralisation des échanges comme objectif principal de l'OMC**

Toutes les organisations internationales sont créées autour d'intérêts communs à tous les Membres. La protection de ces intérêts orientera le travail des organes de l'organisation dans le cadre des pouvoirs accordés à l'organisation par les Membres. C'est le principe de spécialité (A). Dans le cas de l'OMC, la libéralisation des échanges commerciaux entre les Membres est l'objectif principal (B).

### **A. L'application du principe spécialité**

#### 1. Le principe de spécialité

Parmi les organisations internationales, certaines sont dites générales, car elles sont créées afin de donner un cadre à une coopération sans limites ou en excluant certains domaines sensibles<sup>57</sup> qui touchent souvent aux pouvoirs régaliens. Il faut alors trouver le point d'équilibre entre la coopération internationale et le respect de la souveraineté des États. C'est le cas du Conseil de l'Europe ou des Nations Unies. Toutefois, la plupart des organisations internationales ont un

---

<sup>57</sup> Virally, Michel. « Définition et classification : approche juridique » (1977) XXIX:1 Revue internationale des sciences sociales 61-77. En ligne < <https://books.openedition.org/iheid/4396> >

objectif défini. Cette fonction est sa raison d'être<sup>58</sup>, elle est insérée dans sa Charte, ou l'accord international à son fondement. Car l'accord qui fonde une organisation internationale est avant tout un accord multilatéral, les premières négociations sont primordiales en ce qu'elles vont fixer les objectifs de la coopération interétatique et les moyens d'y accéder. Le principe de spécialité est la conséquence de l'attribution par des États d'objectifs à une organisation internationale<sup>59</sup>. Il justifie à lui seul l'existence d'un cadre à la coopération des États Membres<sup>60</sup>. Souvent c'est une problématique internationale qui nécessite une action concertée entre les États pour apporter une solution efficace. C'est cette fonction qui va alors définir les compétences de l'organisation en ce que les Membres doivent créer des organes dotés des moyens nécessaires pour répondre à l'objectif défini. Nous pouvons notamment citer l'avis consultatif de la Cour Permanente de Justice Internationale (CPIJ) à ce sujet qui affirme « la Commission européenne n'est pas un État, mais une institution internationale pourvue d'un objet spécial, elle n'a que les attributions que lui confère le Statut définitif pour lui permettre de remplir cet objet »<sup>61</sup>. Cette position sera réaffirmée par la Cour Internationale de Justice (CIJ) en 1996 qui précisera que ces fonctions sont limitées par l'intérêt commun poursuivi par les États via la reconnaissance du principe de spécialité, en décidant que « Les organisations internationales sont des sujets de droit international qui ne jouissent pas, à l'instar des États, de compétences générales. Les organisations internationales sont régies par le « principe de spécialité", c'est-à-dire dotées par les États qui les créent de compétences d'attribution dont les limites sont en fonction des intérêts communs que ceux-ci leur donnent pour mission de

---

<sup>58</sup> Ibid « La raison d'être de l'organisation internationale est, incontestablement, la fonction dont elle est chargée par sa charte constitutive »

<sup>59</sup> Chaumont, Charles. « La signification du principe de spécialité des organisations internationales » dans *Mélanges Henri Rolin. Problèmes de droit des gens*, Paris, Pédone, 1964, 55-66. p. 58.

<sup>60</sup> Certains auteurs distinguent les organisations de coopération et les organisations d'intégration mais elles restent des sous-catégories d'organisations internationales. Voir Haas, Ernst B. « International Integration: The European and the Universal Process » (1961) 15:3 *International Organization* 366-392

<sup>61</sup> *Compétence de la Commission européenne du Danube*, avis consultatif, 1927 CPJI, série B n°14, p. 64. En ligne : <<http://www.icj-cij.org>>.



promouvoir »<sup>62</sup>. Donc par principe des valeurs opposées à l'objectif, source de création de l'organisation internationale, seront exclues des activités de cette dernière. En effet, la réalisation d'objectifs opposés est inenvisageable, car ne rentrera pas dans le cadre des compétences attribuées par les Membres ni dans le cadre des compétences implicites. Certaines compétences sont effectivement considérées comme implicites en ce qu'elles ne sont pas clairement énoncées, mais autorisées quand le besoin se fait sentir.

Le principe de spécialité est donc une source créatrice au service de la coopération internationale, mais devient aussi, une fois les textes en vigueur, un cadre strict des activités des Membres. La prise en compte de valeurs extérieures est un frein à la réalisation de l'objectif principal. Une particularité se dégage dans le cas de l'OMC, c'est l'élargissement de ses compétences. Le Cycle d'Uruguay a débouché sur la création d'une organisation internationale aux compétences plus larges que le GATT qu'elle remplace. Notamment, en s'intéressant à la propriété intellectuelle par exemple, au-delà de la simple gestion des droits de douane<sup>63</sup>. Le Cycle de Doha tente d'arriver à ce résultat en permettant d'intégrer plus profondément des thèmes comme l'environnement ou le commerce électronique dans le champ de compétence de l'organisation.<sup>64</sup> Le principe de spécialité est aussi une protection ou une garantie dans le fonctionnement de l'organisation internationale. Ce dernier, comme garde-fou des travaux, permet une certaine efficacité en maintenant les négociations des Membres dans un cadre. Il participe ainsi à la fragmentation de certaines branches du droit. Une organisation internationale puissante, de par ses compétences ou les Membres qui la composent, peut alors obtenir le monopole normatif d'un domaine. Dans le cas de l'OMC, ses compétences

---

<sup>62</sup> *Lécéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé, avis consultatif*, [1996] Recueil 1996 66 (CIJ), en ligne : Recueil 1996 <<http://www.icj-cij.org>>.

<sup>63</sup> OMC, *Histoire et avenir de l'organisation mondiale du commerce*, en ligne <[https://www.wto.org/french/res\\_f/booksp\\_f/historywto\\_15\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/historywto_15_f.pdf)>

<sup>64</sup> J Siroën, Jean-Marc. « Le multilatéralisme, l'organisation mondiale du commerce et l'Union européenne » (1995) 226:1 *Économie rurale* 11-17,

larges, ses organes influents comme l'ORD et l'important nombre de Membres, font d'elle, le centre de la normativité du commerce international. Les décisions de l'ORD auront aussi une influence sur les mesures adoptées par les Membres<sup>65</sup> notamment les interprétations<sup>66</sup>. De plus, ce monopole fait d'elle le lieu de rencontre majeur des acteurs du commerce international. De plus, l'OMC profite des nombreux points de contact du commerce avec d'autres domaines pour amplifier son influence. Ainsi nous pouvons observer une uniformisation des normes, effet logique de la mondialisation, car cela facilite les échanges entre les Membres et évite les blocages dans les transactions ou investissements. Toutefois, cette uniformisation des normes se fait souvent via un nivellement vers le bas dans la protection de certaines valeurs comme la protection des données privées ou la considération animale<sup>67</sup>. L'accès au marché d'un autre Membre sera plus évident si les produits respectent déjà des normes communes. Toutefois la qualité d'un produit tend à adopter un point de vue plus global et donc intégrer les méthodes de production (conditions de travail, exploitation des ressources, impact environnemental), ce qui remet en cause l'opposition classique du commerce international, entre le produit et le procédé<sup>68</sup>. Le mouvement d'uniformisation peut aussi avoir pour conséquence une meilleure considération pour les impacts du commerce international dans toute la chaîne de production.

---

<sup>65</sup> Thomas Cottier, « *Les tâches de l'OMC : Évolution et défis* », Revue internationale de droit économique 2004/3 (t. XVIII, 3), p. 273 - 291. En ligne <<https://www.cairn.info> >

<sup>66</sup> Zerhdoud, Badr. « Le régime juridique international des biotechnologies : entre libre-échange et protection de l'environnement » (2005) 2:5 EcoLomic Policy & Law 4-54, p. 22. En ligne <<http://www.ecolomics-international.org>>, cité par Andela, Jacques Joël. « L'article XX du GATT de 1994 dans la jurisprudence de l'Organe de règlement des différends de l'OMC : une analyse sous le prisme environnemental » (2012) 25:1 Revue québécoise de droit international 1-28.

<sup>67</sup> Lamy, Pascal et Isabelle Hausser. « Le nouveau monde du commerce » (2015) Numéro 151:3 Commentaire 491-498.

<sup>68</sup> Trépant, Inès. « L'Organisation mondiale du commerce » (2005) N° 63:1 Dossiers du CRISP 9-102. En ligne <<https://www.cairn.info> >

Ainsi pour comprendre la spécialité d'une organisation internationale, il faut connaître son contexte de création. En effet, la création d'une organisation est une réponse à une problématique transfrontalière ou la défense d'intérêts communs. Donc son objectif sera le témoin des considérations des acteurs politiques lors de la négociation de l'acte créateur. L'OMC est un cas particulier, car l'Accord de Marrakech est la succession d'un accord international, le GATT. Donc le principe de spécialité de l'OMC sera forcément influencé par les considérations majeures à l'époque de rédaction du GATT en 1947.

## 2. Le principe de spécialité de l'OMC

Le besoin de libéralisation des échanges internationaux prend sa source dans le traumatisme des événements du XX<sup>e</sup> siècle. Les deux guerres mondiales et le Krach boursier de 1929 incitent les États à réduire les exportations et appliquer des politiques protectionnistes. En effet, la Première Guerre mondiale vient mettre un coup d'arrêt à une période de croissance économique accrue. Malgré la reprise économique dans l'entre-deux-guerres, le Krach boursier de 1929 et la Grande Dépression qui s'ensuit, pousse la mise en place de restrictions à l'exportation et donc une réduction des échanges commerciaux internationaux que plusieurs États souhaitent réduire ou faire disparaître<sup>69</sup>. Ainsi va se créer un écart entre la production des États et leurs exportations<sup>70</sup>. Ce ralentissement des échanges incita les États-Unis à réduire les droits de douane dans le cadre de traités bilatéraux pour libéraliser les échanges vers son marché intérieur avec le vote du « Reciprocal Trade Agreement Act (RTAA) ». Ce texte permet alors aux États-Unis de conclure plus d'une vingtaine d'accords commerciaux dans les années 1930<sup>71</sup>. Les séquelles de la Guerre

---

<sup>69</sup> Kœnig, Ernest. « *Les leçons et les problèmes des négociations multilatérales du GATT* » (1979) 133:1 Économie rurale 38-43, p. 39

<sup>70</sup> Irwin, Douglas A., Petros C. Mavroidis et Alan O. Sykes. *The Genesis of the GATT*, 1<sup>re</sup> éd, coll The American Law Institute Reporters Studies on WTO Law, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, p. 7

<sup>71</sup> Ibid p. 8

Mondiale et de la Grande Dépression auront pour conséquence de souligner la nécessité d'une coopération internationale et de la liberté économique des États pour pérenniser la paix<sup>72</sup>. A la sortie de la Seconde Guerre Mondiale, plusieurs États s'entendent sur les termes du GATT qui voit le jour en 1947. Ce texte destiné à encadrer temporairement les échanges commerciaux avec des règles de libéralisation des échanges commerciaux sera effectif pendant cinquante ans. Il restera surtout le seul texte appliqué par les principales puissances commerciales pour réglementer le commerce international appliquant alors une vision libre-échangiste majoritairement partagée<sup>73</sup>. C'est aussi un développement important du multilatéralisme<sup>74</sup>. Cette période dominée par les règles du GATT voit l'une des plus fortes croissances de l'histoire du commerce multilatéral<sup>75</sup>. Les différents rounds de négociation s'intéressent quasi exclusivement aux tarifs douaniers jusqu'à l'Uruguay Round qui introduit des discussions sur l'agriculture ou la propriété intellectuelle<sup>76</sup>. Il est donc aisé de comprendre que le principe de spécialité de l'OMC oriente les travaux des Membres vers la croissance économique via la libéralisation des échanges commerciaux. Cet objectif est affiché dans le Préambule du GATT de 1947, qui indique dans son deuxième alinéa « Reconnaissant que leurs rapports dans le domaine commercial et économique doivent être orientés vers [...] la pleine utilisation des ressources mondiales et l'accroissement de la production et des échanges de

---

<sup>72</sup> Cordell Hull, Secrétaire d'État dans l'administration Roosevelt affirmera en 1937 « In my belief that enduring Peace and the welfare of nations are indissolubly connected with friendliness, fairness, equality and the maximum practicable degree of freedom in international trade » cité par Dam, Kenneth W. *The GATT: law and international economic organization*, 1<sup>re</sup> éd, Chicago, University of Chicago Press, 1977.

<sup>73</sup> Thomas Cottier, *supra* note 65.

<sup>74</sup> Siroën, Jean-Marc. « Le multilatéralisme, l'organisation mondiale du commerce et l'Union européenne » (1995) 226:1 *Économie rurale* 11-17

<sup>75</sup> OMC, *The GATT years: from Havana to Marrakes*. En ligne <<https://www.wto.org>>

<sup>76</sup> OMC, Acte Final reprenant les résultats des Négociations Commerciales Multilatérales du Cycle d'Uruguay. Tous les autres textes lui sont annexés. L'Accord instituant l'OMC (ou Accord sur l'OMC), qui constitue un accord global, auquel sont annexés les accords sur le commerce des marchandises, le commerce des services, la propriété intellectuelle, le règlement des différends et le mécanisme d'examen des politiques commerciales ainsi que les accords plurilatéraux

produits »<sup>77</sup>. Puis à l'alinéa suivant « la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce et à l'élimination des discriminations en matière de commerce international »<sup>78</sup>. Ces objectifs seront inscrits dans le fonctionnement du GATT et plus tard de l'OMC grâce à des dispositions fondamentales. Le texte pose des principes fondamentaux notamment le traitement de la nation la plus favorisée (TNPF)<sup>79</sup>, le principe de traitement national<sup>80</sup>, la liberté de transit<sup>81</sup> ou l'interdiction des restrictions quantitatives<sup>82</sup>. Ces dispositions sont l'ADN du fonctionnement du commerce multilatéral selon les Membres du GATT. Elles visent toutes un même objectif, empêcher l'adoption et la mise en œuvre de mesures protectionnistes. Lors de la création de l'OMC, d'autres textes viennent étayer le droit de l'OMC, mais toujours dans le respect de ces dispositions. Pour assurer leur application, le principe de « l'engagement unique » qui impose au Membre qui accède à l'organisation de respecter l'intégralité des textes qui composent le corpus du droit de l'OMC. De ce fait la cohérence dans l'application des textes est assurée, ce qui préserve aussi la prévisibilité et donc la sécurité juridique.

La libéralisation des échanges est donc le cœur des textes de l'OMC ce qui se reporte aussi sur le fonctionnement des organes de l'organisation. Le travail des comités de l'OMC, comme le comité sur le commerce et le développement ou le comité sur le commerce et l'environnement, se fera donc dans l'optique d'adapter une problématique particulière à l'objectif de libéralisation des échanges. Ainsi les États Membres s'accordent sur une façon de libéraliser le commerce en poursuivant des objectifs annexes comme le développement, la réduction des inégalités ou plus récemment la protection environnementale. La création d'un comité permet de lui donner un agenda ce qui assure

---

<sup>77</sup> Supra note 39, Préambule, alinéa 2

<sup>78</sup> Supra note 39, Préambule, alinéa 3

<sup>79</sup> Accord général sur les tarifs douanier et le commerce de 1947, article I

<sup>80</sup> Accord général sur les tarifs douanier et le commerce de 1947, article II

<sup>81</sup> Accord général sur les tarifs douanier et le commerce de 1947, article V

<sup>82</sup> Accord général sur les tarifs douanier et le commerce de 1947, article XI

une réflexion et parfois des négociations sur le sujet. Mais souvent les objectifs commerciaux prennent l'avantage sur les valeurs non marchandes. Ce déséquilibre vient aussi du principe de spécialité de l'OMC. En effet, les Membres de l'organisation accèdent à ce statut dans l'optique de profiter des avantages économiques qu'elle implique. Un État va convoiter le fait de profiter du TNPF ou de l'intégration économique que représente un siège à l'OMC. De plus faire partie des cercles de négociations multilatérales permet de défendre ses positions et intérêts souvent proches d'autres Membres dans une situation similaire que ce soit au niveau du développement<sup>83</sup>, géographique<sup>84</sup> ou de centre d'intérêt commun<sup>85</sup>. Par exemple, le Groupe de Cairns rassemble dix-neuf Membres exportateurs de produits agricoles et qui s'unissent dans les négociations sur le sujet<sup>86</sup>.

## **B. Les valeurs non commerciales face à la libéralisation des échanges**

### 1. Une prise en compte indirecte

En 1995 la création de l'OMC a manifestement étendu les compétences de l'organisation par rapport au GATT. Les fondations du GATT de 1947 sont élargies avec l'ajout de nouveaux

---

<sup>83</sup> Exemple du groupe des Petites économies vulnérables (PEV) : « Groupe de pays en développement qui cherchent à obtenir, dans le cadre des négociations, des flexibilités et un traitement spécial et différencié renforcé pour les petites économies vulnérables ». OMC, *Groupes dans les négociations*, en ligne < <https://www.wto.org> >

<sup>84</sup> Exemple du Groupe des pays asiatiques en développement, Formation du Groupe asiatiques des Membres en développement, WT/GC/COM/6, 27 mars 2012, p. 1 : « Le Groupe donnera aux Membres qui le constituent un cadre pour échanger des vues dans tous les domaines. Lorsqu'il y aura convergence, il travaillera avec d'autres Membres pour parvenir à des objectifs communs, comme l'avancement du processus d'accession des pays asiatiques en développement candidats à l'accession à l'OMC »

<sup>85</sup> OMC, *Groupes dans les négociations*, en ligne < <https://www.wto.org> >

<sup>86</sup> Ingco, Mélinda D. *Agriculture, trade, and the WTO : creating a trading environment for development*, 1<sup>re</sup> éd, coll Directions in development, Washington, DC, World Bank eLibrary, 2003, p. 10

accords et conventions<sup>87</sup>. Notamment, l'Accord Général sur le Commerce des Services (GATS)<sup>88</sup>, qui porte sur le secteur commercial. Ce dernier connaît une forte croissance au point de devenir le domaine le plus important dans les pays industrialisés. Ainsi que l'Accord sur les Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)<sup>89</sup>. Pourtant certains domaines ayant un effet sur le commerce ne sont pas intégrés au champ de compétence de l'OMC, c'est notamment le cas de l'environnement. On voit une intégration indirecte de la protection environnementale via le concept de développement durable<sup>90</sup>. Plusieurs Préambules des textes de l'OMC rappellent l'objectif de développement durable, mais aucune disposition ne se concentre exclusivement sur les mesures de protection de l'environnement. L'environnement est plutôt considéré comme un obstacle toléré au commerce. L'objectif de développement durable face au principe de spécialité de l'OMC implique de trouver un compromis. Ainsi, si le droit de l'OMC ne prévoit pas de mesure directement orientée vers une protection environnementale, les Membres peuvent adopter des mesures qui vont dans ce sens. Le droit de l'OMC n'interdit pas dans les textes la poursuite par les Membres d'objectifs légitimes reconnus par la communauté internationale<sup>91</sup>. Ainsi les Membres sont libres de prendre des mesures de limitation du commerce au profit de l'environnement. En effet, la protection des écosystèmes est un objectif reconnu par plusieurs textes de droit international notamment la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de 1992. Le principe 3 indique que, « Le droit au développement doit être réalisé de façon à satisfaire

---

<sup>87</sup> Thomas Cottier, *supra* note 65

<sup>88</sup> *Accord de Marrakech instituant l'Organisation Mondiale du Commerce*, Annexe 1B, Accord général sur le commerce des services (entrée en vigueur : 1 janvier 1995)

<sup>89</sup> *Accord de Marrakech instituant l'Organisation Mondiale du Commerce*, Annexe 1C, Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (entrée en vigueur : 1 janvier 1995)

<sup>90</sup> Chaumont, Anne-Claire et Thierry Garcia. *L'Objectif de développement durable de l'Organisation Mondiale du Commerce*, 1<sup>re</sup> éd, coll Logiques Juridiques, Paris, Editions L'Harmattan, 2008. p. 55

<sup>91</sup> Luff, David. *Le droit de l'Organisation mondiale du commerce: analyse critique*, 1<sup>re</sup> éd, coll Collection de la Faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles, Bruxelles : Paris, Bruylant ; LGDJ, 2004. p. 1049

équitablement les besoins relatifs au développement et à l'environnement des générations présentes et futures. »<sup>92</sup>.

Le droit de l'OMC se méfie des mesures de protection de l'environnement unilatéralement adoptées par un Membre, car elles risquent de cacher une volonté protectionniste. Le chapeau introductif de l'article XX du GATT se focalise sur ce point. Ainsi, en plus de garde-fous dans les textes, la notion de bonne foi joue aussi un rôle. L'application d'un droit doit se faire de bonne foi et ne pas cacher une volonté protectionniste<sup>93</sup>. Un manquement à la bonne foi peut alors induire un abus de droit de la part des Membres. Que ce soit le but initial ou le résultat final, si la mesure rentre en contrariété avec le droit international, il est possible de reconnaître un abus de droit<sup>94</sup>. La menace de « protectionnisme vert » est prise au sérieux par l'OMC, car il peut fortement endommager les économies des pays en développement ou récemment industrialisés. Ces derniers dépendent de l'accès au marché et de l'exploitation des ressources présentes sur leur territoire<sup>95</sup>. La lutte contre l'huile de palme en Europe a donc des conséquences économiques lourdes sur les principaux exportateurs que sont la Malaisie et l'Indonésie<sup>96</sup>. Nous voyons alors se dégager l'un des points de blocages principaux dans l'appréhension des valeurs non marchandes au sein de l'OMC, l'opposition des pays développés du Nord et les pays en voie de développement du Sud.

---

<sup>92</sup> *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de 1992*, Principe 3. Ce texte est une reconnaissance de principe mais ne possède aucune valeur contraignante.

<sup>93</sup> *États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS2/9, 20 mai 1996, para 158 : « La doctrine de l'abus de droit qui prescrit que « dès lors que la revendication d'un droit empiète sur le domaine couvert par une obligation conventionnelle, le droit doit être exercé de bonne foi, c'est à dire de façon raisonnable »

<sup>94</sup> Zoller, Elisabeth. « *Les normes américaines relatives à l'essence : le premier différend commerciale environnemental à l'épreuve de la nouvelle procédure de règlement des différends de l'OMC* » (1997) 101:1 RGDIP, p. 115 : « Il y aura abus de droit et donc manquement à la bonne foi chaque fois que le but, la finalité ou le résultat de la compétence exercée par l'État seront en contrariété avec ceux du droit international »

<sup>95</sup> Hoffmann, Christian. *Les périls du protectionnisme vert. À l'instar du combat contre l'huile de palme en Europe*, 1<sup>re</sup> éd, Genève, Institut Libéral, 2014. En ligne <<http://www.libinst.ch/publications/IL-Hoffmann-ProtectionnismeVert.pdf>>

<sup>96</sup> *Demande de consultations présentée par l'Indonésie, Union européenne - Certaines mesures visant l'huile de palme et les biocarburant dérivé du palmier à huile*, WT/DS593/1, G/L/1348 G/TBT/D/52, G/SCM/D128/1, 16 décembre 2019



L'opposition Nord/Sud influence la négociation de nouveaux accords et l'interprétation des textes applicables<sup>97</sup>. C'est peut-être l'une des explications de la lente progression de l'OMC concernant le Programme de Doha pour le développement<sup>98</sup>. Dans ce contexte, les Membres peuvent prendre deux types de mesures pour la protection de l'environnement. D'abord, les mesures « défensives » en réaction aux stimuli extérieurs comme les questions de portée territoriale d'une mesure. Ils peuvent aussi adopter des mesures « offensives », notamment des sanctions contre un État. Ces dernières ont de grandes chances de viser les règles du système multilatéral comme la règle du traitement spécial et différencié (TSD)<sup>99</sup> ou les règles concernant les restrictions des importations<sup>100</sup> et exportations <sup>101</sup>.

Les difficultés auxquelles font face les Membres dans la réalisation du Programme de Doha pour le développement soulignent aussi les limites du discours de protection de l'environnement par l'OMC. Une partie de la doctrine considère cette mission que se donne l'OMC comme une « utopie paresseuse »<sup>102</sup>. En ce sens qu'il existe deux types d'utopies, les bonnes et les mauvaises utopies. Les premières sont porteuses d'un projet visant une nouvelle réalité, même lointaine. Parfois perçues comme inachevables, elles sont l'impulsion d'un mouvement constructif, de changements et donc portent l'espoir d'un accomplissement ou au moins d'une amélioration. Les secondes, ne visent pas une nouvelle réalité, mais porte une vision faussée du monde actuel. En induisant la

---

<sup>97</sup> Andela, Jacques Joël. « L'article XX du GATT de 1994 dans la jurisprudence de l'Organe de règlement des différends de l'OMC : une analyse sous le prisme environnemental » (2012) 25:1 Revue québécoise de droit international 1-28

<sup>98</sup> OMC, Comité du commerce et du développement, *Aspects relatifs au développement du cycle de négociation de Doha*, WT/COMTD/W/143/Rev.4, 19 août 2010 para 33. Voir aussi, Comité de l'agriculture Groupe de négociation sur l'Agriculture, TN/AG/25, 22 mars 2010

<sup>99</sup> OMC, Comité du commerce et du développement, *Dispositions relatives au traitement spécial et différencié figurant dans les accords et décisions de l'OMC*, WT/COMTD/W/239, 12 octobre 2018

<sup>100</sup> GATT de 1947, supra note 81.

<sup>101</sup> Véronique Guèvremont supra note 33, p. 38

<sup>102</sup> Ibid p. 195

perception de la situation en erreur, elles ne permettent pas l'évaluation des besoins et l'élaboration de politiques efficaces. Les domaines économique et commercial, acceptent de telles utopies, et parfois les sacralisent comme celle de la Main invisible ou de l'efficience du marché. Les réflexions critiques sérieuses sont alors freinées. Ce sont des « utopies paresseuses » en ce qu'elles flouent l'anticipation du futur et donc les occasions de changer le cours des événements. Facteurs d'immobilisme politique, elles jouent un rôle important dans le maintien du *statu quo* du dilemme entre économie et environnement. La complémentarité entre libéralisation des échanges et protection de l'environnement semble appartenir à la seconde catégorie. Malgré le discours tenu par l'OMC et une prise en compte croissante des valeurs non marchandes, la protection de l'environnement ne peut se faire dans le cadre d'une croissance des économies de la façon dont elle est conçue aujourd'hui. En effet, les données scientifiques et les faits au quotidien, vont dans le sens inverse alors que les instances de l'OMC continuent d'affirmer l'espoir d'une libéralisation dans le sens de l'environnement.

## 2. Les régimes spéciaux appliqués aux mesures environnementales

La prise en compte de la protection environnementale est donc bien indirecte. Cela se vérifie notamment par la place accordée aux justifications des mesures environnementales en droit de l'OMC. Les textes qui intègrent certaines considérations non commerciales les mettent toujours en perspective de l'objectif de libéralisation des échanges. Deux types d'intégrations se distinguent alors dans les textes de l'OMC, la première est le régime d'exception aux obligations des Membres mis en place par l'article XX du GATT. La seconde est la justification des mesures environnementales dans le cadre d'une politique devant respecter des conditions strictes.

L'article XX du GATT se présente en deux parties, le chapeau introductif suivi de dix sous-paragraphes déterminant un motif autorisant une mesure prise par un Membre à restreindre le

commerce. Ils s'intéressent à des domaines précis des échanges commerciaux comme l'or et l'argent<sup>103</sup> qui sont des ressources sensibles, le commerce des objets historiques ou archéologiques,<sup>104</sup> car l'Histoire d'un État ne devrait pas souffrir des dérives du commerce ou encore les objets fabriqués en prison<sup>105</sup>. Les dispositions pouvant servir à la protection environnementale sont les sous-paragraphes b) et g), respectivement concernant la protection de la vie de la faune, de la flore et des êtres vivants ainsi que la protection des ressources naturelles. L'article XX du GATT ne cite donc pas « l'environnement », car ce n'était pas une des considérations majeures lors de la rédaction de l'OMC. Ces mesures forment le coeur de la protection environnementale en droit de l'OMC, car il n'existe pas encore de texte dédié. Pourtant, ce régime d'exception démontre la place des valeurs non marchandes au sein de l'OMC. En effet, le principe de l'exception implique l'idée que ces valeurs provoquent une rupture du fonctionnement habituel du système en limitant son champ de compétence<sup>106</sup>. L'exception est une « disposition visant à soustraire définitivement une catégorie de mesures poursuivant certains objectifs jugés légitimes et d'intérêt supérieur, de l'application des règles et principes généraux dictés par un ou plusieurs accords »<sup>107</sup>. La protection des écosystèmes et de l'environnement serait donc une anomalie dans le mouvement de libéralisation des échanges commerciaux. L'un des premiers rapports de l'Organe d'appel (OA) de l'ORD sur la question est l'affaire États-Unis - Crevettes<sup>108</sup>. Le Groupe spécial rend sa décision en 1998 et l'Organe d'appel en 2001. Ce dernier rapport est

---

<sup>103</sup> GATT de 1994, Article XX c) : « se rapportant à l'importation ou à l'exportation de l'or ou de l'argent »

<sup>104</sup> GATT de 1994, Article XX f) : « imposées pour la protection de trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique »

<sup>105</sup> GATT de 1994, Article XX e) : « se rapportant aux articles fabriqués dans les prisons »

<sup>106</sup> Guèvremont, Véronique. *Valeurs non marchandes et droit de l'OMC*, 1<sup>re</sup> éd, coll Mondialisation et droit international, Bruxelles, Bruylant, 2013. p. 23

<sup>107</sup> Ibid p.24

<sup>108</sup> *États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevette*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS58/23, 26 novembre 2001

contesté par les environmentalistes qui considèrent que les règles du système commercial multilatéral sont des obstacles à l'objectif de développement durable des États. La réflexion faite lors de ce différend donne une sensibilité à l'Organe d'appel concernant les préoccupations non commerciales et amorce une logique de conciliation et de complémentarité notamment sur l'intégration des considérations environnementales à l'OMC. Cette vision poussera à la reconnaissance du droit des Membres d'adopter des mesures unilatérales donc en droit interne dans l'objectif de protection de l'environnement<sup>109</sup>. La protection de l'environnement fondé sur un régime d'exception pose quelques questions notamment via le fonctionnement de système de règlement des différends. Le fonctionnement de l'ORD porte un danger. Par exemple, l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS) qui régit l'application des réglementations concernant l'innocuité des produits alimentaires, ainsi que la protection de la santé des animaux et la préservation des végétaux, autorise un Membre à porter réclamation contre une mesure sanitaire. Si le Membre défendeur refuse de changer sa législation, l'ORD autorisera le Membre demandeur à prendre des sanctions commerciales contre le Membre en cause. De telles mesures forceront alors un changement de politique même si l'objectif pouvait être la protection de la santé des êtres humains ou des écosystèmes. Cette réflexion est applicable à l'article XX et la protection environnementale<sup>110</sup>.

Cet article est fondamentalement lié à l'Accord SPS<sup>111</sup> et les ressemblances sont nombreuses dans le champ d'application ainsi que leur utilisation. Comme pour le GATT, le Préambule de cet accord

---

<sup>109</sup> *Communautés européennes – Mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque (Plainte du Canada)*, Rapport de l'Organe d'appel, 2014, WT/DS400, 401/AB/R aux paras 5.200 et 5.261

<sup>110</sup> Charnovitz, Steve. « Free Trade, Fair Trade, Green Trade: Defogging the Debate » (1994) 27:3 Cornell International Law Journal 459-525, p. 493

<sup>111</sup> Marceau, Gabrielle et Clément Marquet. « La jurisprudence de l'OMC et la recherche d'un équilibre entre développement économique et considérations non-commerciales : le cas de l'environnement » (2017) 30:2 Revue québécoise de droit international 119-149. p. 128

réaffirme « qu'aucun Membre ne devrait être empêché d'adopter ou d'appliquer des mesures nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux ». De plus, les Membres se voient reconnaître le droit de « prendre les mesures sanitaires et phytosanitaires qui sont nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et de la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux », <sup>112</sup> mais ces mesures « ne seront pas appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international » <sup>113</sup>. La protection des écosystèmes est donc placée au second plan derrière les principes fondamentaux de la libéralisation du commerce multilatéral. De plus, bien que les Membres soient libres d'adopter le « niveau de protection » <sup>114</sup> qu'ils souhaitent, sous l'égide de l'accord SPS, il faut le justifier avec des données scientifiques <sup>115</sup>. Nous étudierons plus tard le caractère particulier et l'importance de cette disposition notamment vis-à-vis du principe de précaution.

L'Accord sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC) qui codifie les règlements techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité dans l'objectif de ne pas créer d'obstacle non nécessaire au commerce, propose une vision légèrement différente de l'intégration des considérations environnementales. Encore une fois, le préambule affirme que « rien ne saurait empêcher un pays de prendre les mesures nécessaires [...] à la préservation des végétaux, à la protection de l'environnement <sup>116</sup> », mais qu'ils ne doivent pas créer « d'obstacles non nécessaires au commerce international <sup>117</sup> ». On retrouve donc une contradiction d'intention au sein

---

<sup>112</sup> Accord SPS, article 2.1

<sup>113</sup> Accord SPS, article 2.3

<sup>114</sup> Accord SPS, *Préambule* : « sans exiger d'aucun Membre qu'il modifie le niveau de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux qu'il juge approprié. »

<sup>115</sup> Accord SPS, article 2.2 et 5.2 concernant l'évaluation des risques et le besoin de preuves scientifiques.

<sup>116</sup> Accord OTC, Préambule

<sup>117</sup> Ibid.

même du Préambule, au profit de la libéralisation. Concernant l'élaboration, l'adoption et l'application de règlements techniques, tout en ne créant pas d'obstacle non nécessaire au commerce<sup>118</sup>, la politique dont fait partie la mesure doit poursuivre un objectif légitime parmi une liste présentée par l'article 2.2 dont font partie « la protection de la santé ou de la sécurité des personnes, de la vie ou de la santé des animaux, la préservation des végétaux ou la protection de l'environnement».

Il est intéressant de noter que les considérations environnementales intégrées dans ces accords qui datent de 1994 ne l'ont pas été dans le GATT de 1994. Les créateurs de l'OMC ont donc préféré élargir le champ de compétences par la création de nouveaux accords plutôt que de modifier le texte du GATT de 1947. Toutefois, cette ouverture aux valeurs non marchandes reste freinée par le principe de spécialité qui impose toujours le respect des règles du commerce multilatéral sans pouvoir y déroger hormis dans le cas de l'article XX du GATT. Le principe de spécialité permet donc au droit de reconnaître l'existence d'un besoin de protection de l'environnement, mais pas de mettre en place un régime juridique assez performant pour contrer les effets néfastes de la mondialisation.

Le Cycle d'Uruguay vient donc approfondir et élargir les compétences de l'OMC par rapport au GATT. Toutefois, les relations entre le commerce et les autres domaines restent un sujet de préoccupation. Aujourd'hui avec le développement du droit international environnemental, nous pouvons observer des points de tensions<sup>119</sup>. Depuis 2001 et la Déclaration de Doha, l'OMC a confirmé sa volonté de ne pas limiter son action au commerce au sens strict. De plus en plus de rapports de l'ORD font face à des considérations non commerciales. Cette tendance prend source dans les politiques nationales. Les gouvernements, poussés par l'opinion publique, insèrent des

---

<sup>118</sup> Accord OTC, article 2.2

<sup>119</sup> Mbengue, Makane Moïse et Urs P. Thomas. « Le codex Alimentarius, le protocole de Cartagena et l'OMC : une relation triangulaire en émergence ? » [2004] XLII-130 Revue européenne des sciences sociales European Journal of Social Sciences 229-248. En ligne <<https://journals.openedition.org/ress/482>>

dispositions environnementales pouvant compromettre l'équilibre des obligations et engagements des Membres. Donc plus les considérations non commerciales se multiplient, plus l'équilibre des obligations de l'OMC est sous pression<sup>120</sup>. Le recours à l'ORD semble alors inévitable pour résoudre les différends entre les Membres. De plus, le mécanisme de règlement des différends possède un caractère exclusif. Ce qui signifie que tous les différends qui concernent des dispositions de l'OMC ne peuvent être tranchés que par l'ORD. Ainsi cet organe doit arbitrer des litiges commerciaux donc forcément les conflits où s'opposent les intérêts commerciaux et non commerciaux.

Dans ce cadre et dans le sens du principe de spécialité, le droit de l'OMC possède des garanties pour assurer qu'il n'y ait pas de conflit constant dans les procédures de l'ORD. Il existe trois garanties, la juridiction de l'ORD, le droit applicable au règlement des différends et l'interprétation des accords. L'article 3.2 du *Mémoire d'accord sur le règlement des différends* (*Mémoire d'accord*) dispose d'ailleurs que « le système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. »<sup>121</sup>.

L'article 1.1 du *Mémoire d'accord* limite exclusivement la compétence de l'ORD aux différends fondés sur les accords de l'OMC, il en fait aussi le seul comptoir de plainte, cette exclusivité englobe aussi les réparations et la mise en conformité<sup>122</sup>. Concernant le droit applicable, malgré les nombreuses sources du droit international<sup>123</sup>, l'ORD est borné aux Accords visés par l'Appendice 1 du *Mémoire d'accord*, qui se limite aux textes de l'OMC. De ce fait, dans le cadre de la protection environnementale, seule la volonté des Membres peut avoir un impact direct sur le droit de l'OMC, ceci renforce le besoin d'un accord multilatéral sur le sujet. Véronique

---

<sup>120</sup> Prost, Mario, *supra* note 14 p.162

<sup>121</sup> OMC, *Mémoire d'accord sur le règlement des différends*, article 3.2

<sup>122</sup> OMC, *Mémoire d'accord sur le règlement des différends*, article 23:1

<sup>123</sup> Statut de la Cour International de Justice, Article 38:1

Guèvremont indique que «cette combinaison d'une juridiction limitée, exclusive et obligatoire élimine le risque que les droits et les obligations découlant des accords de l'OMC soient interprétés et appliqués par des juridictions éparses et hétéroclites non soucieuses de l'équilibre du système»<sup>124</sup>. Une question se pose alors concernant les accords signés par les Membres, mais n'étant pas visés par le Mémorandum d'accord et les normes coutumières internationales<sup>125</sup>. De plus, les interprétations faites par les Groupes Spéciaux et l'ORD garantissent le maintien de l'objectif de libéralisation. Les décisions de l'ORD utilisent peu les règles de droit international hors du système OMC pour interpréter les textes visés par l'Appendice 1 du Mémorandum d'accord, car ces règles doivent refléter l'intention commune des Membres de l'OMC<sup>126</sup>. Cette position semble impossible à maintenir tant les points de contact entre les branches du droit international et le droit de l'OMC sont nombreux<sup>127</sup>.

Ces garanties vont avoir pour résultat le maintien du système commercial donc la poursuite de la libéralisation commerciale. Ainsi, comme l'exception est une anomalie dans la marche normale du système, l'interprétation des cas d'exception sera orientée vers le rejet. Les groupes spéciaux et l'Organe d'appel auront alors plus à cœur de déceler et sanctionner l'abus de droit et le protectionnisme que de donner la possibilité aux Membres de suivre des politiques basées sur des valeurs non marchandes<sup>128</sup>. Cette habitude est une manifestation du principe de spécialité, d'autant

---

<sup>124</sup> Guèvremont, Véronique supra note 33, p. 167

<sup>125</sup> Voir notamment *Communauté Européennes - Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, Rapport de l'organe d'appel, WT/DS135/AB/R, 12 mars 2001

<sup>126</sup> Pauwelyn, Joost, Joel P. Trachtman et Debra P. Steger. « The Jurisdiction of the WTO is Limited to Trade » (2004) 98 Proceedings of the Annual Meeting (American Society of International Law) 135-146. p.137

<sup>127</sup> Trachtman, Joel P. « The Domain of WTO Dispute Resolution » (1999) 40:2 HILJ p.376

<sup>128</sup> Guèvremont, Véronique, supra note 33



plus que l'ORD est considéré comme l'organe d'excellence dans la mission de garanties des principes libre-échangistes<sup>129</sup>.

---

## **Chapitre 2. L'orientation des décisions de l'ORD selon le principe de spécialité de l'OMC**

L'Organe de Règlement des différends est soumis au principe de spécialité de l'OMC. Sur ce point étant le principal moyen d'interprétation du droit de l'OMC, il va devoir orienter sa réflexion dans le sens de la libéralisation des échanges. Ainsi, les méthodes de résolution des différends amèneront une solution qui visera à respecter le principe de spécialité. Ce rôle est notamment important au vu du nombre croissant de conflits entre droit de l'OMC et protection de l'environnement.

Depuis 1982 et le premier différend environnemental présenté au système de règlement des différends du GATT, les Groupes Spéciaux et plus tard l'Organe d'appel de l'ORD, ont adopté plusieurs rapports et développé une certaine « jurisprudence » notamment concernant l'article XX du GATT (A), mais aussi de plus en plus souvent concernant les dispositions de l'Accord OTC (B) et de l'Accord SPS en suivant les avancées scientifiques (C).

### **A. L'évolution de la méthode d'application de l'article XX du GATT**

L'article XX du GATT étant l'une des dispositions les plus importantes dans le cadre de la conciliation entre commerce et protection environnementale, son application revêt un enjeu majeur

---

<sup>129</sup> Andela, Jacques Joël. « L'article XX du GATT de 1994 dans la jurisprudence de l'Organe de règlement des différends de l'OMC : une analyse sous le prisme environnemental » (2012) 25:1 Revue québécoise de droit international 1-28. 1, p. 23

pour l'ORD. Le principe de spécialité va alors influencer la réflexion des « juges » de l'OMC, en minimisant les cas de dérogations aux principes fondamentaux du droit de l'OMC.

Dans le respect de la méthode aujourd'hui acceptée par l'ORD, ce mémoire s'intéressera d'abord aux conditions liées aux sous-paragraphes puis à celles du chapeau introductif<sup>130</sup>. Parmi les dix sous-paragraphes qui recensent les exceptions autorisées, les sous-paragraphes b) et g) sont ceux qui s'intéressent à l'environnement en autorisant les mesures qui protègent la vie et la santé des personnes, des plantes et des animaux ainsi que les ressources naturelles.

La définition de la vie des personnes, des plantes et des animaux paraît évidente, mais certaines décisions ont pris le temps d'apporter des précisions. Concernant la vie des humains, le texte englobe la santé des personnes en particulier, mais aussi la santé publique, en tant que « bien-être physique, mental et social »<sup>131</sup>. La santé des plantes se base sur la définition faite par la Convention internationale de la protection des végétaux<sup>132</sup>, qui englobe la plante, mais aussi les semences et le matériel génétique. Concernant, les animaux nous observons une interprétation stricte. En effet, la vie de la faune est protégée, mais par leur bien-être.

## 1. L'application et l'interprétation du sous-paragraphe b)

Le sous-paragraphe b) se lit comme suit « nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux ». La notion de « nécessité » est donc l'enjeu central de cette disposition. Pour définir ce qu'est une mesure nécessaire, l'ORD va

---

<sup>130</sup> *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules (Plaintes du Venezuela et du Brésil)* (1996), OMC, WT/DS2/R (Rapport du Groupe spécial) au para 6.20 repris notamment par *Brésil – Mesures visant l'importation de pneumatiques rechapés (Plainte des Communautés européennes)*, Rapport de l'Organe d'appel, 1997, WT/DS332/AB/R au para 139 et *Chine - Mesure relatives à l'exportation de terres rares, de tungstène et de molybdène*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS431/AB/R WT/DS432/AB/R WT/DS433/AB/R, 7 août 2014 para 5.86

<sup>131</sup> OMS, *Constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé*, Préambule. (entrée en vigueur le 7 avril 1948)

<sup>132</sup> *Convention internationale pour la protection des végétaux*, article II:I. (entrée en vigueur le 3 avril 1952)

devoir mettre en place une méthode qui évoluera à l'occasion de nouvelles décisions. Pour les animaux, l'Organe d'appel dans l'affaire États-Unis - Thon fait la différence entre la vie et le bien-être des animaux. La première rentre dans le champ d'application de l'article XX contrairement à la seconde<sup>133</sup>. Le terme vie n'inclue donc que les objets vivants et les personnes, excluant donc les matériaux qui sont du ressort du champ d'application du sous-paragraphe g).

a) Le test de nécessité : première appréhension des valeurs non marchandes

Il faut tout d'abord préciser que « la nécessité telle qu'elle apparaît dans le droit de l'OMC n'y est jamais définie ni qualifiée. C'est donc au juge qu'il est revenu de préciser ce qu'elle recouvrait »<sup>134</sup>. Lors de l'affaire Thaïlande - Cigarette<sup>135</sup> en 1990 (avant la création de l'OMC), un groupe spécial du GATT met en place une méthode pour apprécier l'applicabilité de l'article XX b) invoquée par la Thaïlande pour justifier les atteintes aux importations de cigarettes américaines. Bien qu'issu d'un différend non environnemental, le sous-paragraphe b) est invoqué dans le cadre de la protection de la santé des personnes. Ainsi, pour répondre aux critères de cette disposition le Groupe spécial affirme que la mesure doit être « nécessaire »<sup>136</sup>. Ainsi pour définir ce qui est nécessaire, le Groupe Spécial décide qu'une mesure est nécessaire s'il n'existe pas de mesure accessible plus compatible avec les dispositions du GATT pour atteindre l'objectif<sup>137</sup>. Cette

---

<sup>133</sup> *États - Unis - Thon (Mexique)*, Rapport de l'Organe d'appel, BISD 39S/155 para 5.24 - 5.29

<sup>134</sup> Ruiz Fabri, Hélène. *La nécessité devant le juge de l'OMC*, Paris, Pédone, 2007. p. 201

<sup>135</sup> *Thaïlande — Restrictions à l'importation et taxes intérieures touchant les cigarettes*, Rapport du Groupe Spécial, DS10/R, 7 novembre 1990.

<sup>136</sup> Ibid para 73

<sup>137</sup> Ibid para 75 : « The Panel concluded from the above that the import restrictions imposed by Thailand could be considered to be "necessary" in terms of Article XX(b) only if there were no alternative measure consistent with the General Agreement, or less inconsistent with it, which Thailand could reasonably be expected to employ to achieve its health policy objectives »

interprétation du terme « nécessaire » est reprise par les affaires Thon I<sup>138</sup>, Thons II<sup>139</sup> et Essence<sup>140</sup>. Pour être considérée comme nécessaire, la mesure doit être la méthode accessible avec le degré d'incompatibilité avec le GATT le plus faible possible. Cette interprétation pose à son origine une difficulté, la teneur de l'expression « raisonnablement disponible ». Le Groupe Spécial dans l'affaire États-Unis - Essence, avait affirmé qu'une autre mesure ne cessait pas d'être "raisonnablement" disponible simplement parce que sa mise en œuvre entraînait des difficultés administratives pour un Membre<sup>141</sup>. Mais cette technique n'a pas de fondement juridique et impose aux Membres d'examiner chacun des effets de chaque mesure sur toutes les dimensions de sa sphère commerciale<sup>142</sup>. Cette technique est objectivement très contraignante et donc onéreuse pour les Membres. Il faut attendre la décision Communauté Européenne (CE) - Amiante pour avoir un début de définition négative. Ainsi, la mesure ne doit pas imposer de difficulté administrative et doit atteindre le même niveau de protection<sup>143</sup>. Par cette décision, la Communauté Européenne est autorisée à interdire les produits comportant de l'amiante. Dans le cadre de la recherche de la solution la moins en désaccord avec les dispositions du GATT, le Groupe Spécial dans l'affaire Thon I utilise l'expression « *exhausted* » qui signifie que les Membres ne doivent pas seulement envisager les solutions alternatives, mais bien les « épuiser » et donc pouvoir prouver leur

---

<sup>138</sup> *État-Unis - restriction à l'importation de thon*, rapport du Groupe Spécial, DS21/R, 3 septembre 1991, rapport non adopté.

<sup>139</sup> *États-Unis — Restrictions à l'importation de thon*, Rapport du Groupe Spécial, DS29/R, 16 juin 1994, rapport non adopté.

<sup>140</sup> *États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, Rapport du Groupe Spécial, WT/DS2/R, 29 janvier 1996

<sup>141</sup> *États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, Rapport du Groupe spécial, WT/DS2/R, 20 mai 1996, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS2/AB/R, 1996, page 33

<sup>142</sup> Guèvremont, Véronique, *supra* note 33

<sup>143</sup> *Communauté Européenne - Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, Rapport du Groupe Spécial, WT/DS135/R, 18 septembre 2000, para 8.222 et 8.223 confirmé par le rapport de l'Organe d'appel au para 175

inefficacité<sup>144</sup>. Cette interprétation stricte de l'article XX GATT démontre la méfiance de l'ORD envers les mesures qui visent la protection de valeur non marchande et rend l'application du régime d'exception presque impossible. Ainsi, le respect des principes fondamentaux de la libéralisation du commerce surpasse les volontés écologistes des Membres. C'est l'illustration du rôle de l'ORD dans le maintien de l'OMC dans son objectif de libéralisation des échanges commerciaux. Il exerce donc son rôle d'organe de l'OMC et de gardien du principe de spécialité. Il est impératif que tous les organes de l'OMC poursuivent un objectif commun pour que l'Organisation puisse perdurer.

À noter que la nécessité d'une protection de la vie des personnes et des écosystèmes implique un risque<sup>145</sup>. Le risque peut être défini comme la « probabilité d'une naissance ou d'un dommage concernant un produit particulier comme résultat de certaines circonstances »<sup>146</sup>. Bien qu'une évaluation quantitative ne soit demandée<sup>147</sup>, il faut toutefois amener des preuves basées sur des sources scientifiques qualifiées et respectées<sup>148</sup>. En ce sens l'État peut se baser sur un avis qui n'est pas l'avis majoritaire dans la communauté scientifique.<sup>149</sup>

L'utilisation du concept de nécessité est un moyen pour l'ORD de protéger le principe de spécialité de l'OMC. En effet, la nécessité impose de justifier une mesure et ne laisse donc pas de place à une simple volonté politique d'un Membre.

---

<sup>144</sup> Prost, Mario, *supra* note 14

<sup>145</sup> *Communauté Européenne - Mesure affectant l'amiante et les produits en contenant*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS135/AB/R, 12 mars 2001 para 8.170

<sup>146</sup> Wolfrum, Rudiger, Peter-tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr. *WTO- Technical Barriers and SPS Measures*, 1<sup>re</sup> éd, coll Max Planck commentaries on world trade law, n°v3, Leiden ; Boston, BRILL, 2007. p.106

<sup>147</sup> *Communauté Européenne - Mesure affectant l'amiante et les produits en contenant*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS135/AB/R, 12 mars 2001 para 167 en référence à *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, Rapport du Groupe Spécial, WT/DS26/R/USA 18 août 1997 para 186

<sup>148</sup> *Communauté Européenne - Mesure affectant l'amiante et les produits en contenant*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS135/AB/R, 12 mars 2001 para 178

<sup>149</sup> *Ibid*

## b) Du test de nécessité au test de proportionnalité

La méthode des Groupes Spéciaux éloigne l'application de l'article XX de son rôle initial, la protection de l'environnement dans le cas des sous-paragraphes b) et g), au profit de la protection du principe de spécialité. En effet, appliquer un mode de réflexion basé sur les valeurs fondamentales du commerce multilatéral, à un régime d'exception revient à dénaturer l'objectif de la mesure. Le test de nécessité est alors révisé lors de l'affaire Corée - Viandes de bœuf en 2000<sup>150</sup>. L'Organe d'appel s'efforce alors d'appliquer une interprétation plus proche des recommandations de la Convention de Vienne sur le droit des traités<sup>151</sup>, notamment les dispositions sur l'interprétation des traités internationaux<sup>152</sup>. Ainsi, en interprétant le terme « nécessaire » dans un sens strictement sémantique, l'Organe d'appel va se rapprocher du sens de « favoriser » plutôt que « indispensable » sur les précisions des dictionnaires juridiques de référence<sup>153</sup>. Il va alors pouvoir dégager trois critères selon lesquels une mesure est nécessaire et non indispensable. Le rôle de la mesure au sein de la politique<sup>154</sup>, l'importance de l'intérêt commun protégé<sup>155</sup> et l'incidence de la mesure sur les échanges commerciaux<sup>156</sup>. Ce sont les premiers contours d'un test de proportionnalité qui respecterait le niveau de protection choisi par le Membre en cause<sup>157</sup>. Ainsi, seules les mesures permettent d'atteindre le même objectif que la mesure en cause et qui seraient moins restrictives ne

---

<sup>150</sup> Corée — *Diverses mesures affectant la viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée*, Rapport de l'Organe d'appel, WTDS161ABR, WT/DS169/AB/R, 11 décembre 2000

<sup>151</sup> Nations Unies, *Convention de Vienne sur le droit des traités*, 23 mai 1969 (entré en vigueur : 27 janvier 1980)

<sup>152</sup> Nations Unies, *Convention de Vienne sur le droit des traités*, section 3 notamment l'article 31

<sup>153</sup> *The New Shorter Oxford English Dictionary*, (1993), Clarendon Press, volume II, page 1895

<sup>154</sup> Supra note 150, para 39

<sup>155</sup> Supra note 150, para 40

<sup>156</sup> Ibid.

<sup>157</sup> Supra note 135, para 177

doivent être considérées comme raisonnablement disponibles<sup>158</sup>. De plus, l'Organe d'appel rappelle que pour qu'une mesure soit considérée comme une mesure de rechange, il faut se demander si elle « favorise la réalisation de l'objectif poursuivi »<sup>159</sup>. Ces objectifs font alors l'objet d'un sous-pesage<sup>160</sup> pour connaître la valeur de la mesure vis-à-vis de l'objectif et de son impact sur le commerce. L'affaire États-Unis - Mesures visant la fourniture transfrontière de services de jeux et paris, amorce un tournant dans l'application du régime d'exception. En reprenant les considérations de Corée - Viandes de bœuf et les trois critères d'appréciation de la conformité de la mesure, il renforce le besoin de prendre en compte l'importance de l'intérêt commun protégé pour comparer la mesure en cause et les mesures de rechange. Cette comparaison met en perspective des intérêts économiques et non économiques. Ainsi, si un objectif est vital pour un intérêt commun, la mesure qui le poursuit sera plus facilement autorisée à perturber le commerce. Donc plus l'objectif est important dans le sens vital plus il sera aisé d'admettre que la mesure est nécessaire. Une question est alors soulevée par la doctrine, qui peut apprécier ce qui est vital et qui est juge en cas de contestation ?<sup>161</sup> En l'espèce ce sont les Groupes Spéciaux et l'Organe d'appel qui donneront plus ou moins de poids à l'objectif poursuivi lors du sous-pesage des conditions. Ainsi, nous pouvons nous inquiéter d'une possible sous-évaluation de la protection environnementale dans les décisions de l'ORD qui garde comme objectif la libéralisation des échanges et le maintien du système commercial multilatéral. Nous pouvons considérer que ce n'est pas le rôle de l'OMC et de ses organes de juger l'opportunité et la légitimité des politiques des Membres. Notamment, car son évaluation sera orientée par le principe de spécialité.

---

<sup>158</sup> *CE - Mesure affectant l'amiante et les produits en contenant*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS135/AB/R, 12 mars 2001, para 172

<sup>159</sup> Supra note 135, para 172

<sup>160</sup> Supra note 135, para 164 « weighing and balancing »

<sup>161</sup> Ruiz Fabri, Hélène. « Chronique du règlement des différends 1996-1998 » (1999) 126:2 JDI 452-506. p. 932

Finalement, c'est l'Organe d'appel dans l'affaire Brésil - Pneus réchappés qui va établir les contours définitifs du test de proportionnalité. Il va scinder le test en deux mouvements. En considérant les facteurs pertinents comme l'importance des intérêts, la contribution de la mesure à cet objectif et l'étendue des restrictions au commerce, il va pouvoir déterminer si la mesure est nécessaire. Alors, dans un second temps, si la mesure est nécessaire, il faut la comparer aux mesures de rechange et établir si ces dernières peuvent apporter une contribution équivalente tout en étant moins restrictive au commerce<sup>162</sup>. Concernant la charge de la preuve, le Membre qui a recours à une exception n'a pas à prouver que sa mesure est la moins restrictive, car c'est le Membre demandeur, celui qui allègue qu'une autre mesure est moins restrictive qui doit le prouver. Toutefois, il doit prouver que la mesure en cause est bien respectueuse des conditions de l'article XX, car cet article est par nature une disposition de défense « affirmative »<sup>163</sup>.

Le passage d'un test de nécessité à un test de proportionnalité est un exemple de la synergie possible entre la volonté de libéralisation du commerce et de la protection environnementale. En effet, c'est la reconnaissance d'un certain niveau minimum de protection de l'environnement acceptée par l'ORD. Malheureusement, ce progrès ne permet pas dans les faits une plus large reconnaissance de l'applicabilité de l'article XX b) du GATT dans les différends proposés à l'ORD.

## 2. L'application et l'interprétation du sous-paragraphe g)

Il faut tout d'abord relever la différence sémantique entre les sous-paragraphe b) et g). Le premier exige une mesure « nécessaire » alors que le second impose une mesure « se rapportant ». Sur le plan pratique, le test de proportionnalité aura pour conséquence qu'une mesure appliquée en

---

<sup>162</sup> *Brésil – Mesures visant l'importation de pneumatiques rechapés (Plainte des Communautés européennes)*, Rapport de l'Organe d'appel, 1997, WT/DS332/AB/R au para 178

<sup>163</sup> OMC, Comité du commerce et de l'environnement, *Pratique du GATT/de l'OMC en matière de règlement des différends se rapportant à l'article XX, paragraphes B), D) et G) du GATT de 1994*, WT/CTE/W/203, 8 mars 2002, p. 7



vertu de l'article XX b) sera plus difficile à justifier qu'une mesure prise sous l'article XX g)<sup>164</sup>. L'expression « nécessaire » de l'article XX b) exprime un rapport strict entre la mesure et la politique. Ce traitement différent des sous-paragraphe ayant des objectifs proches révèle la difficulté de l'OMC à intégrer les considérations environnementales. La « protection » fait référence à un acte, des moyens mis en place par le Membre alors que la préservation fait davantage référence à un résultat. La protection vise donc la conservation. Un devoir de protection est une obligation de moyen; un devoir de conservation est une obligation de résultat<sup>165</sup>. La lecture du texte permet d'extraire deux conditions d'application du sous-paragraphe g), qui se lit ainsi, « se rapportant à la conservation des ressources naturelles épuisables, si de telles mesures sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationale ». La mesure doit donc faire partie d'une politique de protection de ressources naturelles épuisables, se rapporter à la protection des ressources naturelles et être lié à des mesures de restrictions de production ou de consommation domestique.

#### a) L'objectif général de la politique

L'objectif général d'une politique est le but commun qui englobe l'action de toutes les mesures qu'elle comprend. Dans les faits, cette condition n'est jamais débattue ou contestée devant les Groupes spéciaux. En effet, il est aisé pour un Membre de prendre des mesures pour la protection de l'environnement sans que son intention puisse être *prima facie* contestable. Seul un examen de son application semble pouvoir révéler une volonté protectionniste.

---

<sup>164</sup> Bartenstein, Kristin. « L'article XX du GATT : le principe de proportionnalité et la concordance concrète entre le commerce et l'environnement » (2002) 43:4 cd1 651-684, p. 682

<sup>165</sup> Salmon, Jean, « *Dictionnaire de droit international public* », 2001, Bruxelles, Bruylant, sub verbo « ressources naturelles épuisables » p.241

## b) La notion de ressources naturelles épuisables

Les « ressources naturelles » ne sont pas encore l'objet d'une définition dans une convention internationale à vocation universelle. On trouve des traces de pistes, mais jamais assez claires ou exhaustives<sup>166</sup>. Étonnamment, les Groupes Spéciaux et l'Organe d'appel admettent des interprétations larges de la notion de ressources naturelles. Ainsi il est possible d'observer une longue liste de ressources naturelles dans la « jurisprudence » de l'ORD. Il a notamment reconnu l'air pur comme une ressource naturelle dans l'affaire États-Unis - Essence<sup>167</sup>, ou encore des bancs de dauphins<sup>168</sup> au même titre que des ressources minières comme les terres rares<sup>169</sup>. La question de la définition reste primordiale dans le sens où elle aurait pu servir à l'ORD de faire une interprétation stricte de la notion et donc réduire la marge de manœuvre des Membres sur la question. Toute limitation à la notion économique des ressources naturelles risquerait finalement d'interdire la protection efficace de l'environnement puisque les ressources naturelles dont la préservation est devenue impérative sont justement celles qui n'ont pas été intégrées dans une logique économique d'un marché mondialisé<sup>170</sup>. Ainsi, en reconnaissant l'air pur comme une ressource naturelle, l'ORD éloigne la notion de la ressource économique comme élément l'activité de production, distribution et consommation. Cette interprétation large peut paraître étonnante du point de vue du principe de spécialité de l'OMC. En effet, dans la recherche de la libéralisation des

---

<sup>166</sup> *Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles*, article III.1, 15 septembre 1968, « ressources naturelles » signifie ressources naturelles renouvelables, c'est à dire les sols, les eaux, la flore et la faune »

<sup>167</sup> *États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS2/9, 20 mai 1996

<sup>168</sup> *États-Unis — Restrictions à l'importation de thon*, Rapport du Groupe Spécial, DS29/R, 16 juin 1994, rapport non adopté

<sup>169</sup> *Chine - Mesure relatives à l'exportation de terres rares, de tungstène et de molybdène*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS431/AB/R WT/DS432/AB/R WT/DS433/AB/R, 7 août 2014

<sup>170</sup> Prost, Mario, supra note 14 à la page 45.

échanges commerciaux, il paraît illogique d'accepter une liste d'éléments pouvant déroger aux règles fondamentales.

Le caractère épuisable de la ressource a aussi été débattu. Encore une fois, les Groupes Spéciaux et l'Organe d'appel appliquent une interprétation non restrictive et en prenant en compte les enjeux à long terme en évitant de limiter son champ d'application. Ainsi en 1994, l'affaire Thon-Dauphin II, est l'occasion d'affirmer que le caractère épuisable n'est pas lié à la notion de ressources menacées. Il faut donc prendre en compte la possibilité d'un épuisement de la ressource même si au moment de l'examen des stocks de cette ressource sont en assez grande quantité ou qu'il s'agisse d'une ressource renouvelable. Par exemple, les quantités de dauphins peuvent être épuisées. Elles sont aujourd'hui appauvries, mais une politique qui vise leur protection sans se baser sur le fait que les stocks s'amointrissent peut être considérée comme une politique de protection d'une ressource naturelle épuisable<sup>171</sup>.

Plus tard, un groupe de plaignants (Inde, Pakistan et Thaïlande) souhaitent faire reconnaître que les ressources renouvelables sont par essence inépuisables<sup>172</sup>. Mais dans le sens des interprétations précédentes et du respect des dispositions de la Convention de Vienne, le Groupe Spécial va affirmer que les ressources « épuisables » et « renouvelables » ne s'opposent pas<sup>173</sup>. De plus, aucune différence n'est faite sur la nature de la ressource qu'elle soit biologique (comme les animaux) ou non (comme le pétrole ou les minerais)<sup>174</sup>. L'expression ressource naturelle épuisable n'est donc pas statistique, mais bien « évolutive »<sup>175</sup>. Une ressource peut à tout moment être considérée comme épuisable même si aucun risque de disparition n'est observé lors d'un examen.

---

<sup>171</sup> *États-Unis - Restriction sur l'importation du thon*, DS29/R, 16 June 1994, p.51

<sup>172</sup> *États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, Rapport du Groupe Spécial, WT/DS58/R 15 mai 1998, para. 3.237

<sup>173</sup> Ibid para 128

<sup>174</sup> Ibid para 131

<sup>175</sup> *États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevette*, Rapport de l'Organe d'appel supra note 103 au para 130

### c) Les critères d'application de la mesure

Deux critères sont donc imposés, le fait de se « rapporter à » la protection des ressources naturelles et être appliquée « conjointement avec des restrictions à la production ou la consommation nationale ».

L'interprétation de l'expression « relative à » a fait débat et voit une évolution dans les solutions de l'ORD. Bien que le premier contentieux considéré comme environnemental par l'OMC date de 1982 avec l'affaire États-Unis - Thon<sup>176</sup>, la première interprétation de l'expression date de 1988. L'affaire Canada Hareng-Saumon<sup>177</sup>, va alors chercher à savoir si tout rapport avec la conservation est valable pour appliquer le sous-paragraphe g). Par effet de comparaison, l'expression « relative à » et moins contraignante que « nécessaire » des autres sous-paragraphe de l'article XX. Nous pouvons alors affirmer qu'il se destine à des mesures plus larges<sup>178</sup>. Pour l'Organe d'appel dans l'affaire États-Unis - Crevettes, il faut se concentrer sur la détermination d'un « lien substantiel » sans remettre en cause l'interprétation précédente. Il affirme que l'article doit établir une « relation étroite et réelle »<sup>179</sup> entre la mesure et l'objectif général de la politique. Il faut noter qu'un lien indirect n'est pas suffisant. Ainsi, il faut que la mesure ait un effet de protection par elle-même<sup>180</sup>. Ainsi, l'ORD cherche à ce que l'article XX g) ne servent pas de justification a posteriori, car la mesure protège « accidentellement » l'environnement.

Ces interprétations larges sans être permissives contrastent avec les critères stricts du droit de l'OMC quand il s'agit de valeurs non marchandes à cause du principe de spécialité. La différence

---

<sup>176</sup> *États-Unis: interdiction des importations de thon*, Rapport du Groupe Spécial, L/5198 - 29S/91, 22 février 1982.

<sup>177</sup> *Canada — Mesures affectant l'exportation de harengs et de saumons non préparés*, L/6268 - 35S/98, 20 novembre 1987

<sup>178</sup> Ibid au para 4.6 « This suggests that Article XX(g) does not only cover measures that are necessary or essential for the conservation of exhaustible natural resources but a wider range of measures »

<sup>179</sup> Supra note 108, Rapport de l'Organe d'appel, para 141.

<sup>180</sup> *États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS2/9, 20 mai 1996 « by itself »

vient souvent dans les justifications d'une application proche de la Convention de Vienne qui a mis du temps à s'imposer parmi les groupes spéciaux.

De plus, les mesures doivent être appliquées « conjointement avec des restrictions à la production ou la consommation nationale ». Ainsi, un Groupe Spécial peut reconnaître qu'une mesure est prise dans l'objectif de la protection des ressources, mais ne pas accepter l'application du sous-paragraphe b) au motif qu'aucune mesure de restriction nationale ne l'accompagne<sup>181</sup>. La restriction de la consommation ou production nationale peut aussi être un moyen de permettre l'ouverture d'une part de marché pour les entreprises issues d'autres Membres de l'OMC et donc favoriser les échanges commerciaux.

Ce sont donc des conditions complémentaires. En toute logique, pour une question de cohérence de la politique générale, il est rapidement reconnu que les restrictions nationales doivent porter sur les mêmes produits que les restrictions à l'importation<sup>182</sup>. Cette interprétation stricte pose alors une difficulté. Il devient impossible pour un Membre de protéger une ressource naturelle absente de son territoire via une interdiction de consommation sur son territoire. En effet, la théorie des biens communs indique que l'environnement n'appartient à aucun État, mais que tous peuvent le protéger. Une nouvelle lecture de l'article XX g) viendra adoucir l'interprétation, pour se rapprocher de l'expression « de concert avec ». Ce qui impose le même traitement aux produits étrangers et nationaux, respectant ainsi les principes du traitement national et de bonne foi.

### 3. Le chapeau introductif de l'article XX

#### a) Fonction et champ d'application du chapeau introductif

---

<sup>181</sup> Chine - Mesures relatives à l'exportation de diverses matières premières, Rapport du Groupe Spécial, WT/DS394/R, WT/DS395/R, WT/DS398/R 5 juillet 2011, para. 7.401

<sup>182</sup> États-Unis - interdiction des importations de thon, Rapport du Groupe Spécial, L/5198 - 29S/91, 22 février 1982, para 3.17

Il faut d'abord examiner comment les Groupes spéciaux vérifient si les mesures respectent les conditions des sous-paragraphes. Dans un souci d'économie, en appliquant la théorie du rasoir d'Ockham, les Groupes Spéciaux ou l'Organe d'appel préfèrent déterminer si la mesure représente une situation où le Membre peut être exonéré des principes fondamentaux du droit de l'OMC. Ce concept rationaliste est en adéquation avec le respect du principe de spécialité qui incombe à l'ORD. Ainsi, nous pouvons reconnaître que l'objectif général d'une mesure ne peut en constituer la raison d'être. La légitimité de l'objectif général est examinée au titre de l'art XX g), mais respecter les conditions du paragraphe g) n'implique pas forcément de respecter les dispositions du chapeau introductif<sup>183</sup>.

Peu consistant dans les décisions sous l'égide du GATT, le chapeau introductif trouve une réelle utilité dans le droit de l'OMC. On reconnaît depuis 1996<sup>184</sup> l'objectif de la disposition, qui est de prévenir l'abus dans l'utilisation des exceptions énumérées à l'article XX. Pour éviter tout abus ou toute mauvaise utilisation de ces exceptions, les mesures relevant des exceptions particulières doivent être appliquées de manière raisonnable. De plus, pour précision, le champ d'application du chapeau introductif se concentre sur l'application de la mesure, sur ses effets et non pas spécialement sur le texte en cause. L'objectif de l'article XX et notamment son chapeau introductif est le maintien de l'équilibre des droits et obligations des Membres. Car si l'un des Membres exerce abusivement son droit d'application des exceptions, il va automatiquement altérer les droits des autres Membres<sup>185</sup>. Dans ce cas, sans contrôle ou sanction, l'utilisation des exceptions devient trop large et vient attribuer un caractère facultatif et éroder le caractère juridique contraignant des

---

<sup>183</sup> *États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevette*, supra note 108.

<sup>184</sup> *États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevette*, supra note 93.

<sup>185</sup> *États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevette*, supra note 108 au para 158 « La doctrine de l'abus de droit qui prescrit que « dès lors que la revendication d'un droit empiète sur le domaine couvert par une obligation conventionnelle, le droit doit être exercé de bonne foi, c'est à dire de façon raisonnable. »

obligations du droit de l'OMC. Le chapeau de l'article XX est donc l'expression du principe de bonne foi pour assurer la cohérence du régime d'exception dans le droit de l'OMC. Cette notion doit aussi être interprétée avec justesse pour ne pas trop limiter la marge de manœuvre des Membres et ainsi réduire à néant les possibilités d'utilisation du régime d'exception<sup>186</sup>. L'insertion de ce garde-fou vient d'une volonté des rédacteurs lors de la préparation du GATT de 1947, de prévenir des abus<sup>187</sup>.

b) L'exclusion des mesures constituant un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable

La formulation « un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent » semble indiquer que toutes les discriminations ne sont pas interdites, mais seulement celles qui sont arbitraires ou injustifiables. C'est le rôle des sous-paragraphes de justifier une mesure qui peut créer une discrimination commerciale au profit de la protection d'une valeur non marchande. Le caractère discriminatoire de la mesure est le principal motif d'exclusion de la mesure, c'est sur ce point que le Groupe Spécial va se focaliser pour rendre ses décisions. Par exemple, dans l'affaire Thon de 1982, le Groupe spécial affirme le caractère non discriminatoire de l'interdiction d'importation de produits canadiens du simple fait que des mesures similaires sont prises contre le Costa Rica, l'Équateur, le Mexique et le Pérou qui sont des Membres « dans des conditions similaires et pour les mêmes raisons »<sup>188</sup>. Ce qui permet au Groupe spécial de dire que la discrimination n'est pas arbitraire ou injustifiée.

---

<sup>186</sup>Robert, E. « L'affaire des normes américaines relatives à l'essence : le premier différend commercial environnemental à l'épreuve de la nouvelle procédure de règlement des différends de l'OMC » (1999) 101:1 RGDIP. p.133 et 134

<sup>187</sup> *Commission préparatoire*, Londres 1946 - Pays-Bas, Belgique et Luxembourg « Il arrive fréquemment qu'on abuse des stipulations qui ont pour but de protéger la vie ou la santé des animaux ou des plantes à des fins de protection indirecte. Nous recommandons d'insérer une clause interdisant expressément d'ordonner pareille mesures qui consistent une protection indirecte »

<sup>188</sup> Supra note 133, para 4.8

Toutefois, pour l'Organe d'appel dans l'affaire Crevettes, il est évident que « discrimination injustifiable » revient à dire toutes discriminations<sup>189</sup>. Cette position vient contredire le texte du chapeau pour deux raisons. La première est textuelle, car l'article autorise clairement les discriminations à condition qu'elles ne soient pas arbitraires ou injustifiables. De plus, c'est aussi contraire à l'esprit du texte qui vise à ne laisser aucune place aux abus de droit. L'interprétation selon laquelle le chapeau interdit les mesures simplement discriminatoires annule les possibilités des Membres de prendre des mesures qui font exception aux règles générales du GATT et surtout au principe de non-discrimination. Cela revient à dénaturer l'existence de l'article XX. Ce qui est interdit par le paragraphe introductif de l'article XX est une forme particulière de discrimination Si la mesure n'est pas discriminatoire en général dans son application, elle ne peut *a fortiori* constituer une discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent<sup>190</sup>. Le caractère arbitraire peut aussi venir de la préparation de la mesure. Les États-Unis se sont vus reprocher de ne pas avoir négocié sérieusement avec tous les partenaires, mais seulement avec quelques-uns<sup>191</sup>. Dans l'esprit du maintien du système multilatéral, il est possible de sanctionner un Membre pour ne pas avoir cherché à dégager la meilleure solution concertée au profit des mesures unilatérales. Cette solution est issue de l'utilisation d'un certain test de nécessité. Or, ce n'est pas ce que préconise le Groupe Spécial et l'Organe d'appel. En effet, ces derniers se sont focalisés sur la nature de la mesure et non pas sur son application de la mesure.

Il existe plusieurs critères pour déterminer dans quelles conditions les mesures sont abusives. Le premier est l'obligation générale de transparence dans la mise en oeuvre des mesures environnementales. Ainsi des obligations administratives opaques ou des traitements différents sont

---

<sup>189</sup> Supra note 108, para 121

<sup>190</sup> Supra note 135, note de bas de page 191 à la page 497

<sup>191</sup> *États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS2/AB/R, page 28



des discriminations arbitraires. Il y a donc une obligation d'offrir une garantie procédurale (clause du « due process ») contre les comportements arbitraires. On voit ici, le champ d'application, car la décision se focalise sur l'application de la mesure, car elle vise l'administration et non le législateur. On observe aussi une obligation de flexibilité qui impose de s'adapter aux conditions qui s'appliquent chez d'autres Membres. Il n'est pas acceptable dans les relations commerciales internationales qu'un Membre impose un embargo économique afin de réaliser un objectif sans tenir compte des conditions différentes qui peuvent exister sur le territoire des autres Membres. La discrimination est injustifiable si l'application de la mesure en cause ne permet pas de s'assurer du bien fond du programme de réglementation au regard des conditions existant dans ces pays exportateurs. « Cette rigidité, cette inflexibilité constitue une discrimination arbitraire au sens du chapeau introductif »<sup>192</sup>. Cette obligation fait écho à la préférence exprimée par le système OMC des solutions multilatérales et concertée entre les Membres et l'adaptation aux Membres plus faibles économiquement. La volonté des organes de l'OMC à inciter les accords entre les Membres peut laisser penser qu'un accord sur la protection environnementale peut voir le jour notamment grâce au travail du CCE.

#### c) L'exclusion des mesures constituant une restriction déguisée au commerce international

La notion de restriction déguisée est au coeur du chapeau introductif de l'article XX. C'est l'expression de son but. Son exclusion représente parfaitement le principe de bonne foi. C'est aussi une illustration du principe de spécialité de l'OMC qui vient sanctionner les obstacles à la libéralisation des échanges commerciaux. La première interprétation faite venait à contre sens de l'esprit et de l'objectif du texte. Ainsi, le Groupe Spécial de l'affaire Thon, avait affirmé que l'annonce publique d'une mesure pouvait permettre d'affiner qu'une mesure n'est pas une restriction

---

<sup>192</sup> Supra note 108, para 186

déguisée<sup>193</sup>. Le Groupe Spécial vient donc appliquer une interprétation très libérale et assez permissive. En se concentrer sur le sens littéral du terme « déguisée » dans le sens où une annonce publique en est l'opposé, la décision vient retirer l'intérêt du texte. En effet, les mesures environnementales prises dans un contexte où cette interprétation est valable permettent de se servir de l'article XX comme une excuse a posteriori. De plus, cette interprétation ne porte pas sur l'application de la mesure.

Plus tard dans l'affaire Bœuf aux hormones, une évolution est à noter dans l'interprétation de la restriction déguisée au commerce. Ce qui importe n'est pas la restriction, car par nature toutes les mesures prises sous l'égide de l'article XX sont des restrictions au commerce., Elles bénéficient donc du régime d'exception à savoir une dérogation aux principes fondamentaux de l'OMC. Mais le terme « déguisée » est à interpréter correctement. Ainsi, il désigne pour le Groupe Spécial, la volonté de cacher sous des apparences trompeuses<sup>194</sup>. Dans le contexte de l'article XX, une volonté déguisée devient abusive.

L'ORD va aussi prendre en compte la conception de la mesure et son contexte d'adoption pour révéler l'intention déguisée d'un Membre. Ainsi, un décret pris dans l'urgence ne peut pas aux yeux de l'Organe d'appel constituer le fruit d'une intention préméditée de mettre en place des mesures protectionnistes<sup>195</sup>.

De plus, une obligation de notification semble se distinguer. En effet, en lien avec le principe de bonne foi, l'obligation de notification d'une mesure pouvant heurter les intérêts d'un Membre est

---

<sup>193</sup> *États-Unis - interdiction des importations de thon*, Rapport du Groupe Spécial, L/5198 - 29S/91, 22 février 1982, para 4.8 "It furthermore felt that the United States action should not be considered to be a disguised restriction on international trade, noting that the United States prohibition of imports of tuna and tuna products from Canada had been taken as a trade measures and publicly announced as such »

<sup>194</sup> *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, Rapport du Groupe Spécial, WT/DS26/R/USA 18 août 1997, para 8.182

<sup>195</sup> *CE - Mesure affectant l'amiante et les produits en contenant*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS135/AB/R, 12 mars 2001, para 8.254 : « Si tel était le cas, il semble difficile de concilier le fait que le Décret ait été adopté dans l'urgence avec l'idée qu'il ait résulté de l'intention préméditée de protéger l'industrie française »

une des conditions de conformité au droit de l'OMC<sup>196</sup>. La question de transparence envers les États exportateurs est en jeu. Une indication des conditions d'entrée sur le marché est primordiale, ainsi que la mention des fondements juridiques de la mesure. Cette précision permet aux Membres aisés de pouvoir entamer une procédure avec la demande de consultation, puis une procédure incluant un Groupe Spécial si nécessaire. Plus largement dans le droit de l'OMC plusieurs articles de l'Accord OTC<sup>197</sup> impose des notifications. En droit international général, la Convention de Vienne sur le droit des traités en fait aussi un point central des relations entre les États<sup>198</sup>.

#### d) L'efficacité de l'article XX dans la protection environnementale

La technique de l'exception implantée par les rédacteurs du GATT vise à concilier des intérêts d'apparence contradictoires. Ainsi même si l'OMC, via le principe de spécialité, est avant tout le cadre de promotion des échanges commerciaux internationaux libéralisés, elle ne peut pas rester aveugle aux préoccupations environnementales dans le contexte international actuel<sup>199</sup>. En effet, le principe de spécialité de l'OMC ne peut accorder carte blanche aux Membres dans l'élaboration des mesures environnementales. La création de régimes d'exception permet d'orienter ces mesures pour offrir au commerce de se développer dans les domaines environnementaux. Nous pouvons tout de même faire une critique sur le fait de fonder la protection environnementale sur un régime d'exception. La lecture des rapports des Groupes Spéciaux et de l'Organe d'appel donne un sentiment mitigé. Aujourd'hui, malgré la dizaine de litiges ayant usés de l'article XX, seule l'affaire

---

<sup>196</sup> Andela, Jacques Joël. « L'article XX du GATT de 1994 dans la jurisprudence de l'Organe de règlement des différends de l'OMC : une analyse sous le prisme environnemental » (2012) 25:1 Revue québécoise de droit international 1-28, p. 13

<sup>197</sup> Accord OTC, article 2.9.2, 2.10.1, 10.10

<sup>198</sup> Nations Unies, *Convention de Vienne sur le droit des traités*, 23 mai 1969 (entré en vigueur : 27 janvier 1980), articles 16 et 78.

<sup>199</sup> Andela, Jacques Joël, supra note 196, p. 27

CE - Amiante voit une mesure environnementale passer le test et être validée par l'ORD<sup>200</sup>. Parfois audacieux et ouvert aux considérations environnementales, notamment dans les interprétations sémantiques, le système de l'ORD reste biaisé en faveur de la promotion de l'accès au marché et la libéralisation des échanges<sup>201</sup>. Pour certains auteurs, c'est le développement d'un « activisme judiciaire »<sup>202</sup>. L'Organe d'appel démontre le fait que face à un régime d'exception l'interprétation ne doit pas être plus stricte que nécessaire. Par exemple, lors du rapport concernant l'affaire États-Unis - Crevettes, la recherche d'un équilibre entre les considérations économiques et non commerciales est claire. C'est l'application du principe d'interprétation évolutive qui doit prendre en compte l'évolution du droit international. L'OMC peine parfois à réellement intégrer les autres outils de droit international, notamment à cause du principe de spécialité qui les fait passer au second plan derrière la libéralisation des échanges commerciaux. En occultant les courants de droit international de l'environnement, l'ORD va alors marginaliser les préoccupations environnementales. Même si l'ORD affirme que le droit de l'OMC ne doit pas être lu avec une isolation clinique du droit international<sup>203</sup>, l'article 3.2 du Mémorandum d'accord cantonne l'ORD à des considérations issues du Cycle d'Uruguay. Le droit anglo-saxon tend à reconnaître un rôle plus large du juge que de simplement « dire le droit », mais cela sous-entend un pouvoir presque de « légiférer » et un rôle « politique » du juge. On observe alors, une volonté de l'ORD d'orienter la conception des mesures environnementales. Ainsi, l'interprétation de l'article XX lui a permis une meilleure efficacité. La condamnation d'un Membre qui privilégie des mesures unilatérales aux

---

<sup>200</sup> CCE, *GATT/WTO dispute settlement practice relating to GATT article XX, paragraphs (b), (d) and (g)* WT/CTE/203 §43 « Finally, in the EC – Asbestos case, for the first time, an "environmental" measure passed the necessity test »

<sup>201</sup> Cottier, Thomas. « Limits to International Trade: the Constitutional Challenge » (2000) 94 Proceedings of the ASIL Annual Meeting 220-222

<sup>202</sup> Guèvremont, Véronique. *Valeurs non marchandes et droit de l'OMC*, 1<sup>re</sup> éd, coll Mondialisation et droit international, Bruxelles, Bruylant, 2013

<sup>203</sup> *États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS2/9, 20 mai 1996, p. 20

actions concertées ou la prise en compte de l'intention d'un Membre est le fruit de la marge de manœuvre de l'Organe d'appel. Mais cet organe de l'OMC ne peut pas avoir une autre démarche que la protection du système multilatéral, car tel est son rôle et la source de sa création. Ainsi, intégrer des accords environnementaux multilatéraux au mandat de l'ORD rendrait son application complexe et participerait à la fragmentation de cette branche du droit. De plus, cela détournerait le rôle de l'OMC et de ses organes. Le principe de spécialité des organisations internationales s'oppose en tout point à une plus grande intégration du droit international de l'environnement et donc son application aux différends entre Membres de l'OMC devant l'ORD. Une accélération de la protection environnementale au sein de l'OMC ne peut venir de l'ORD seule, mais de la volonté des Membres. Actuellement, nous assistons à la protection du commerce plutôt que de l'environnement. Ceci a des avantages pour les Membres de l'OMC. Tout d'abord la stabilité des relations commerciales et une assurance de l'accès au marché, mais surtout une plus grande sécurité juridique. De plus, pour les Membres en développement, le fonctionnement actuel de l'OMC permet d'envisager une situation économique plus forte ou du moins un maintien de leur rythme de croissance. Pour autant, l'intégration des considérations environnementales peut être dans l'intérêt de l'OMC. Son influence n'en serait que plus grande et sa légitimité élargie à de nouveaux domaines notamment dans le contexte de remise en question du fonctionnement du système commercial multilatéral<sup>204</sup>.

## **B. L'essor de l'utilisation de l'accord OTC**

### 1. Le champ d'application de l'Accord OTC dans le cadre de la protection environnementale

---

<sup>204</sup> Supra note 97, p. 27 « Il n'est d'ailleurs pas exagéré d'affirmer qu'il est dans l'intérêt même de l'OMC et de ses membres d'intégrer davantage l'environnement dans ses motivations et décisions. « Cette intégration peut en effet lui conférer une légitimité plus évidente, et, partant, lui permettre une plus grande influence » dans un contexte où la contestation des règles du libre-échange se fait de plus en plus forte, notamment de la part des mouvements altermondialistes »

Tout d'abord, il faut préciser que l'Accord OTC ne s'applique qu'au règlement technique. La question de savoir si une mesure est un règlement technique est une question liminaire, car la réponse à cette question détermine l'applicabilité de l'Accord ou non. Ainsi, l'Annexe 1.1 détermine les caractéristiques d'un règlement technique<sup>205</sup>. L'Organe d'appel a interprété cette disposition en donnant trois caractéristiques d'un règlement technique<sup>206</sup>. Devenues jurisprudence constante<sup>207</sup>, ces caractéristiques sont, d'abord qu'une mesure doit s'appliquer à un produit ou un groupe de produits identifiables. Puis, énoncer une ou plusieurs caractéristiques du produit en question. Enfin, prescrire que le respect de ces caractéristiques soit obligatoire. Une fois que ce test est passé par la mesure on peut lui appliquer les dispositions de l'Accord OTC.

Aujourd'hui, parmi les mesures environnementales notifiées à l'OMC, la majorité soit 3727 d'entre elles sont des mesures techniques (32,6%)<sup>208</sup>. L'augmentation de ces mesures depuis les années 2010 est significative. L'utilisation croissante de l'Accord OTC rend la protection environnementale de plus en plus technique<sup>209</sup> et donc laborieuse. En effet, l'avantage du système d'exception de l'article XX du GATT est la prise en compte de politique plus large, mais les mesures sous l'égide de l'accord OTC sont plus précises donc plus facilement acceptables aux yeux de l'OMC. L'inefficacité de l'article XX à inclure des considérations environnementales dans les politiques

---

<sup>205</sup> Accord OTC, Annexe 1.1 : « Document qui énonce les caractéristiques d'un produit ou les procédés et méthodes de production s'y rapportant, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont le respect est obligatoire. Il peut aussi traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un procédé ou une méthode de production donnés. »

<sup>206</sup> Supra note 143 para 66-70

<sup>207</sup> *Communauté Européenne - Désignations commerciales des sardines*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS231/AB/R, 26 septembre 2002, para 176

<sup>208</sup> OMC, *Environmental Database, Data, Type of measures*, en ligne < <https://edb.wto.org/charts> > (consulté le 9 avril 2020)

<sup>209</sup> Nedumpara, J.J. « WTO, State and Legal Capacity Building » dans par Leïla Choukroune, *Judging the State in International Trade and Investment Law: Sovereignty Modern, the Law and the Economics*, New-York, Springer, 2016. « However, dispute settlement in WTO has become more complex especially in recent times with most of the disputes invoking the provisions of the specialized agreements such as the TBT, SPS, ASCM, Antidumping/Safeguard Agreements or even the GATS »

nationales a poussé les Membres à changer de méthode. Le régime d'exception du GATT n'est pas efficace donc les États se tournent vers une réglementation plus technique pour poursuivre certains objectifs de protection de l'environnement. Ce changement de stratégie peut aussi s'expliquer par les ressemblances entre les deux textes. Prima facie, il est possible de faire une comparaison des exceptions de l'article XX et les « objectifs légitimes » de l'article 2.2 de l'accord OTC. Mais l'ORD vient affirmer la différence de nature entre les deux régimes<sup>210</sup>. Ainsi, les exceptions prévues par l'article XX du GATT sont limitées par d'autres dispositions du GATT de 1944 et non des règles positives imposant des obligations en soit. Rappelons aussi que cet article est un moyen de défense affirmatif donc la charge de la preuve pèse sur la partie qui s'en prévaut. L'article 2.2 de l'Accord OTC se manifeste plutôt comme une règle positive qui donne les lignes directrices aux Membres dans la création, l'adoption et l'application de mesures techniques sous certaines conditions. Toutefois, les deux articles utilisent un vocabulaire similaire citant notamment « la protection de la santé ou de la sécurité des personnes, de la vie ou de la santé des animaux »<sup>211</sup>. On retrouve aussi la nuance sémantique entre protection et préservation dans les deux articles.

Tout comme pour le GATT, le principe de spécialité au sein de l'Accord OTC implique l'insertion de contre-poids aux valeurs non marchandes. Ainsi, bien que l'article 2.2 donne des pistes pour l'adoption de règlements techniques, il précise qu'ils « n'aient ni pour objet ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international » et qu'ils « ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime ». Encore une fois, l'interprétation de ce qui est un obstacle au commerce et sa nature nécessaire sera influencée par le principe de spécialité. Toutefois, l'Accord OTC vise des mesures plus précises que l'article XX du GATT, il est donc plus facile de les élaborer de façon à respecter les critères énoncés. Du fait que

---

<sup>210</sup> *États-Unis - Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses de laine tissés en provenance d'Inde*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS33/AB/R, 25 avril 1997 p. 18

<sup>211</sup> Article XX b) du GATT et article 2.2 de l'Accord OTC

les mesures portent sur des enjeux économiques moins grands leur proportionnalité et leur nécessité seront plus faciles à faire admettre par l'ORD.

## 2. Les conditions d'élaboration des règlements techniques

Trois décisions principales viennent affirmer que les règlements techniques, de par leur nature même, établissent des distinctions entre les produits en fonction de leurs caractéristiques<sup>212</sup>. L'article 2.1 de l'Accord OTC, impose que les règlements techniques concernant des produits importés d'autres Membres ne doivent pas subir un traitement « non moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires d'origine nationale et aux produits similaires originaires de tout autre pays ». C'est donc un rappel du Traitement de la Nation la plus favorisée et du Traitement national, piliers du système OMC. Pour ces règlements qui créent un traitement différencié pour poursuivre un objectif non commercial, comme la protection de l'environnement, la « jurisprudence » vient les appréhender comme des « distinctions réglementaires légitimes ».

L'Accord OTC permet donc la mise en place de « distinction légitime de régulation », donc des règlements techniques à contre-courant de la libéralisation du commerce sous certaines conditions. La première et plus importante est la poursuite d'un objectif légitime listé par l'article 2.2. Toutefois, l'Organe d'appel a affirmé que ces distinctions réglementaires ne soient pas directement axées sur le commerce, mais restent « légitimes »<sup>213</sup>. Cette ouverture aux politiques de développement durable n'est pas infaillible. En effet, même si un règlement technique vise un des

---

<sup>212</sup> Marceau, Gabrielle et Clément Marquet. « La jurisprudence de l'OMC et la recherche d'un équilibre entre développement économique et considérations non-commerciales : le cas de l'environnement » (2017) 30:2 Revue québécoise de droit international 119-149, p. 140.

<sup>213</sup> *États-Unis — Restrictions à l'importation de thon*, Rapport du Groupe Spécial, DS29/R, 16 juin 1994, para 215. Repris par *États-Unis — Mesures affectant la production et la vente des cigarettes aux clous de girofle* (Plainte de l'Indonésie), Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS406/AB/R, 2012, para 174



objectifs légitimes de l'Accord OTC, il peut ne pas répondre aux exigences des articles 2.1 et 2.2<sup>214</sup>. Il existe une obligation d'impartialité dans la création et l'application. Si une distinction réglementaire légitime cause un traitement défavorable à un Membre, il n'est pas possible de l'assimiler d'office à un traitement moins favorable. En effet, la plupart des règlements n'établissent évidemment pas de discrimination de jure flagrante contre les produits importés, c'est plutôt leur application qui crée une discrimination de facto<sup>215</sup>. Plusieurs critères sont annoncés pour déterminer si une mesure réglementaire respecte l'obligation d'impartialité et donc déterminer s'il existe une discrimination, « à savoir la conception, les principes de base, la structure révélatrice, le fonctionnement et l'application du règlement technique en cause »<sup>216</sup>. Cette obligation d'impartialité se retrouve donc aussi dans l'application du règlement technique. En effet si une mesure n'est pas impartiale dans sa mise en œuvre, donc ses effets créent des disparités de traitements entre les produits ou les Membres, une mesure ne peut pas être reconnue comme légitime<sup>217</sup>.

Nous retrouvons des similarités avec l'article XX du GATT notamment avec les concepts de « discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent » et « restriction déguisée au commerce »<sup>218</sup>. Mais l'Organe d'appel viendra relever la différence d'objectifs entre les deux dispositions. L'article XX du GATT vise à créer un équilibre entre les exceptions et les droits des Membres alors que l'accord OTC, est une règle de non-discrimination,

---

<sup>214</sup> Boisson de Chazournes, Laurence, « *Le rôle des organes de règlement des différends de l'OMC dans le développement du droit international de l'environnement : entre le marteau et l'enclume* » dans Sandrine Maljean-Dubois, *Droit de l'Organisation mondiale du commerce et protection de l'environnement*, (2003) Bruxelles, Bruylant, p.14

<sup>215</sup> Marceau, Gabrielle et Clément Marquet, Supra note 212

<sup>216</sup> *États-Unis – Mesures affectant la production et la vente des cigarettes aux clous de girofle (Plainte de l'Indonésie)*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS406/AB/R, 2012, para 182.

<sup>217</sup> *États-Unis - Certaines prescriptions en matière d'étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO)*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS384/AB/R WT/DS386/AB/R 29 juin 2012, para 271 .

<sup>218</sup> Accord OTC, Préambule.

soit une obligation positive<sup>219</sup>. Mais, l'Organe d'appel applique un revirement de jurisprudence<sup>220</sup> en liant l'analyse de l'article 2.1 de l'Accord OTC et celui du Chapeau introductif de l'article XX concernant le traitement préjudiciable qui découle d'une distinction réglementaire légitime. Il préconise une étude en deux temps d'abord à l'aube de l'article 2.1 puis, concernant les mêmes points selon l'article XX<sup>221</sup>. Il est possible de critiquer cette décision et de se soucier de l'impact d'une telle méthode en prenant en compte l'infime cas où l'article XX débouche sur la justification d'une mesure environnementale. Toutefois, l'article 2.2 semble plus ouvert à la protection des valeurs non marchandes en général. En effet, il a été précisé que la liste des objectifs légitimes n'est pas une liste exhaustive<sup>222</sup>. Donc les litiges qui naîtront dans le futur seront des occasions d'élargir les domaines qui justifient une restriction au commerce.

### 3. Le test de proportionnalité dans l'Accord OTC

L'une des similarités avec l'article XX est aussi son traitement par les Groupes Spéciaux. En effet, on retrouve un test de proportionnalité. Notons que les dispositions qui visent la protection de l'environnement et les valeurs non marchandes sont toujours mises en tension avec les intérêts commerciaux. Le principe de spécialité ne laisse pas d'autre options à l'ORD dans son approche des différends environnementaux. En effet, un mode d'examen qui chercherait à simplement valider une mesure environnementale viendrait automatiquement à enfreindre les principes fondamentaux du GATT. Seul un accord multilatéral sur le sujet pourrait, selon le régime qu'il crée, changer la conception du traitement des mesures environnementales de l'OMC. Notons que l'Accord OTC est

---

<sup>219</sup> *Communauté Européenne – Produits dérivés du phoque*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS400/AB/R WT/DS401/AB/R, 22 mai 2014

<sup>220</sup> *États-Unis — Restrictions à l'importation de thon*, Rapport du Groupe Spécial, DS29/R, 16 juin 1994, para 7.95

<sup>221</sup> Ibid, para 7.100

<sup>222</sup> Supra note 209, para 370

entré en vigueur en même temps de l'Accord de Marrakech. En 1995, une certaine expérience du traitement des mesures environnementales sous l'égide de l'article XX s'est déjà développée. Il est donc logique que les Groupes Spéciaux s'inspirent de cette expérience lors des premiers différends impliquant l'Accord OTC.

La première décision qui vient expliquer le mode d'examen d'une mesure technique sous l'égide de l'Accord OTC est l'affaire Thon II. L'utilisation de l'article 2.2 est l'occasion d'appliquer les critères d'une « analyse relationnelle » d'une série de facteurs<sup>223</sup>. Pour l'Organe d'appel, il faut définir à quel niveau la mesure en cause participe à la réalisation de l'objectif légitime<sup>224</sup>. Pour cela il faut se baser sur la conception du règlement technique, mais aussi sur son application<sup>225</sup>. Mais pour répondre à cette question, l'Organe d'appel a eu à préciser que le terme « réaliser » ne vise pas une réalisation complète de l'objectif. Nous pouvons alors faire le parallèle avec la décision Brésil - Pneus réchappés, qui appliquait lors de l'examen de l'article XX du GATT, une définition de « réaliser » proche de l'expression « apte à apporter une contribution »<sup>226</sup>. L'affaire États-Unis - EPO viendra préciser cette expression en l'interprétant comme désignant « contribue effectivement »<sup>227</sup>.

La décision Thon II continue son examen en donnant les résultats du test de sous-pesage sous l'article 2.2<sup>228</sup>. Pour apprécier si une mesure est plus restrictive au commerce que nécessaire, il faut sous-peser plusieurs facteurs. D'abord le degré de contribution de la mesure à l'objectif. Donc, évaluer si la mesure contribue effectivement à la poursuite d'un objectif légitime. Il faut ensuite

---

<sup>223</sup> *États-Unis - Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS381/AB/R, 2012 p. 144

<sup>224</sup> Supra note 162, para 317

<sup>225</sup> Supra note 162, paras 315-317

<sup>226</sup> Supra note 162, para 317

<sup>227</sup> Supra note 217, para 373

<sup>228</sup> Supra note 212, para 322

évaluer dans quelle proportion la mesure a un caractère restrictif du commerce. Logiquement, plus une mesure est néfaste pour le commerce plus il sera difficile de la valider. Cet élément est important, car le demandeur doit prouver que *prima facie* la mesure est plus restrictive que nécessaire pour la réalisation de l'objectif légitime<sup>229</sup>. Enfin, il faut connaître la nature des risques en cause et la gravité de la réalisation de l'objectif légitime. En ce sens, où plus le danger, le risque est grave plus il sera aisé d'admettre que la mesure est nécessaire. Ce dernier point est une prise en considération liée de toutes ces conditions. Désormais encré dans la méthode des Groupes Spéciaux<sup>230</sup> cette méthode s'apparente aux tests de proportionnalités effectués lors de la mise en jeu de l'article XX du GATT.

Une fois l'évaluation des coûts et avantages effectuée, il faut mettre la mesure en perspective d'autres mesures de rechange. Ces dernières doivent tout de même respecter certaines conditions. Elles seront préférées à la mesure en cause si elles sont moins restrictives au commerce, apporte une contribution équivalente à l'objectif légitime et si elles sont raisonnablement disponibles pour le Membre en cause. C'est donc une étude au cas par cas qui déterminera dans quelle mesure un Membre pourra modifier les dispositions qu'il a mis en place pour avoir un effet moins néfaste sur les échanges commerciaux.

Nous retrouvons également un fragment du principe de bonne foi, dans l'application des mesures techniques. En effet, pour assurer son application et donc emmener potentiellement un changement positif dans la réalisation d'un objectif légitime, comme la protection environnementale, l'article 2.12 implique de laisser un délai raisonnable aux exportateurs pour adapter leurs produits ou groupes de produits aux nouvelles réglementations techniques<sup>231</sup>.

---

<sup>229</sup> Supra note 217, para 379

<sup>230</sup> *Australie — Certaines mesures concernant les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques et autres prescriptions en matière d'emballage neutre applicables aux produits du tabac et à leur emballage (Plainte de Cuba)*, Rapport du Groupe Spécial, WT/DS435, 441, 458, 467/R, 28 juin 2018 (adopté le 27 août 2018 ), paras 7.27 à 7.33.

<sup>231</sup> Supra note 210, para 7.564

## **C. Les mesures sanitaires et phytosanitaires comme moyen de protection de l'environnement face au principe de spécialité**

### 1. Le test d'application de l'Accord SPS

Les développements jurisprudentiels de l'Accord SPS sont restreints, car peu de cas donnent lieu à des analyses approfondies de ce texte. On observe seulement quarante-neuf décisions en 2020<sup>232</sup>. Comme pour l'article XX du GATT et l'Accord OTC, l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) autorise les Membres à prendre des mesures « sanitaires et phytosanitaires qui sont nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux »<sup>233</sup>. Le principe de spécialité de l'OMC va donc tempérer également ce droit en appliquant des conditions. Le besoin de preuves scientifiques<sup>234</sup> et « de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, y compris entre leur propre territoire et celui des autres Membres »<sup>235</sup>. Toutefois, si les « preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes », les Membres seront autorisés à mettre en place des mesures provisoires le temps de rechercher les informations manquantes<sup>236</sup>.

La quantité de rapports permet de noter une évolution dans le traitement des mesures sanitaires et phytosanitaires, une évolution en deux temps.

---

<sup>232</sup> Dufour, Geneviève. « Les OGM à l'OMC : résumé critique du rapport du Groupe spécial dans l'affaire CE – Produits biotechnologiques » (2007) 1:1 Revue québécoise de droit international 281-311.

<sup>233</sup> Accord SPS, article 2.1

<sup>234</sup> Accord SPS, article 2.2

<sup>235</sup> Accord SPS, article 2.3

<sup>236</sup> Accord SPS, article 5.7

Tout d'abord le mode d'évaluation mis en place par les rapports, Japon - Produits agricoles<sup>237</sup> et Japon - Pommes<sup>238</sup>. Le test se composait de trois critères selon trois des articles de l'Accord SPS. La première condition est la présence d'une base scientifique qui justifie l'adoption de mesures SPS pour protéger la vie et santé des personnes ou écosystèmes. Cette première condition est la différence majeure par rapport aux autres Accords de l'OMC. Cette rigueur scientifique peut à première vue bénéficier à la protection de l'environnement. Toutefois, elle implique aussi des questionnements. Le premier est la différence de moyens entre les Membres, les économies développées auront plus facilement accès à des recherches scientifiques ou de meilleurs financements. De plus, selon le principe de spécialité, l'évaluation d'une base scientifique qui viendrait à recommander une restriction du commerce pourrait être biaisée dans les instances de l'OMC. Le second critère est l'exigence d'une évaluation des risques imposée par l'article 5.1. Cette étape permet d'évaluer quels sont les valeurs ou les intérêts mis en péril qui justifient les mesures SPS.

Ainsi, si les connaissances scientifiques sont insuffisantes, il est possible pour le Membre de mettre en place des mesures temporaires. Les solutions temporaires sont un pas vers la protection environnementale et le principe de précautions. Toutefois, le principe de spécialité impose une justification scientifique pour le maintien. En effet, les distorsions du commerce ne peuvent perdurer et faire de solution temporaire des états de fait. Le terme « insuffisantes » est un élément pivot en ce que l'évolution de la jurisprudence se base sur ce terme. Ainsi, l'Organe d'appel a été appelé à faire une précision sémantique dans l'affaire Japon - Produits agricoles. L'article 5.7 ne devrait pas être déclenché à cause de l'existence d'une incertitude scientifique, mais seulement en

---

<sup>237</sup> *Japon — Mesures visant les produits agricoles*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS76/AB/R, 22 février 1999

<sup>238</sup> *Japon - Mesures visant l'importation de pomme*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS245/AB/R, 26 novembre 2003

cas d'insuffisance scientifique<sup>239</sup>. Les deux notions sont proches, mais sont non interchangeables pour l'Organe d'appel. Cette différence est fondamentale, car l'insuffisance est une évaluation quantitative des données scientifiques alors que l'incertitude est une évaluation quantitative.

Le 21 novembre 2006, le Groupe Spécial voit son rapport adopté dans l'affaire CE - Produits biotechnologiques<sup>240</sup>, qui marque un nouveau mouvement dans l'application de l'Accord SPS. Ce rapport était attendu par la doctrine, car portait sur plusieurs points de contact entre les valeurs économiques et non marchandes<sup>241</sup>. C'est la première fois que la place de l'article 5:7 est abordée : Ainsi le Groupe spécial reconnaît cet article comme un droit et non comme une exception aux obligations des articles 2:2 et 5:1<sup>242</sup>. Cette première affirmation laisse entrevoir une évolution dans la considération des mesures de protection environnementale. La protection des écosystèmes reconnue comme un droit se présente comme l'opposé de la place attribuée à ce type de mesures par l'article XX du GATT. Se pose alors la question de la mise en tension de droit de valeur égale.

Le nouveau mode d'examen reprend l'obligation de respecter l'article 2.2, mais modifie l'articulation des articles 5.1 et 5.7. L'obligation de baser les mesures sur une évaluation des risques est maintenue. Mais si cette étape révèle que les dispositions en cause ne sont pas soutenues scientifiquement, les conditions de l'article 5.7 seront étudiées. Ainsi, si elles sont respectées, on considère qu'il n'y a pas de violation des articles 5.1 et 5.7. Sinon, on condamne une violation de

---

<sup>239</sup> Supra note 229, para. 184

<sup>240</sup> *Communautés européennes — Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, Rapport du Groupe Spécial, WT/DS291/R, WT/DS292/R, WT/DS293/R, 29 septembre 2006

<sup>241</sup> Thomas, Urs P. « Fonction et rôle du Codex alimentarius dans le débat sur le commerce international des OGM » dans Estelle Brosset et Ève Truilhé-Marengo, dir, *Les enjeux de la normalisation technique internationale. Entre environnement, santé et commerce international*, 199, coll La documentation Française, Paris, 2006 : « L'affaire pendante devant l'OMC [...] débouchera incontestablement sur une complexe et longue décision d'une importance historique eu égard aux enjeux juridiques, scientifiques, économiques, politiques et sociétaux ainsi que leurs ramifications »

<sup>242</sup> Supra note 237

l'article 5.1. Toutefois, l'article 5.7 demande désormais une « incertitude scientifique ». Ceci est un changement significatif, car il va modifier le rapport des États aux études déjà existantes. En effet, dans le déroulé des examens, si sous l'article 5.1 l'existence d'une évaluation des risques est reconnue, doit-on nécessairement conclure à l'existence d'une preuve suffisante dès lors qu'il en existe une ? Ou un État peut-il mettre en doute des données scientifiques potentiellement datées<sup>243</sup>.

Le débat autour de la différence entre « insuffisance » et « incertitude » prend tout son sens. Si le manque de preuve porte sur des variables non définies, mais que la nature physique du dommage est certaine. Alors en connaissance du dommage probable sans pouvoir déterminer le pourcentage de chance de réalisation, l'article 5.7 sera applicable. A contrario, si les scientifiques ne peuvent être certains du type de dommage ni du pourcentage de chance de réalisation, le risque est considéré comme hypothétique ou non avéré, ce qui justifie l'interdiction de prendre des mesures provisoires. Pourtant nous pouvons soutenir que le risque subsiste. Ainsi, c'est le principe de précaution qui entre en jeu. Dans les arguments de la Communauté Européenne on retrouve une volonté d'appliquer le principe de précaution. Mais, la réponse de l'ORD reflète une certaine prudence envers ces principes. Il est aussi possible d'y voir l'influence du principe de spécialité.

Dans l'hypothèse où les mesures provisoires sont acceptées, le droit de l'OMC s'intéresse aux conditions sous lesquelles un maintien est envisageable ou non. Ainsi l'affaire Japon - Produits agricoles rappelle deux conditions, pour valider un maintien des mesures, imposées par l'article 5.7<sup>244</sup>. S'efforcer d'obtenir des renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une nouvelle évaluation plus objective des risques. Puis faire examen de la mesure à la lumière de cette nouvelle évaluation dans un délai raisonnable. Ce sont des prescriptions cumulatives donc de valeur égale. Sans obligation de résultat, mais une obligation de moyen, car, le Membre doit s'efforcer de

---

<sup>243</sup> Supra note 237, p. 297

<sup>244</sup> Accord SPS, Article 5.7 : « les Membres s'efforceront d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque et examineront en conséquence la mesure sanitaire ou phytosanitaire dans un délai raisonnable. »



chercher des informations scientifiques. Nous pouvons nous réjouir de ces conditions objectives. En effet, imposer des nouvelles recherches scientifiques, mais sans imposer de délais, montre la capacité de l'OMC à prendre en considération les difficultés de certains États selon leur situation, mais aussi une objectivité face aux capacités du monde des sciences.

## 2. La prise en compte du niveau de protection désiré par les Membres

L'OMC permet plusieurs libertés dans l'élaboration des mesures SPS, que ce soit dans les textes ou les décisions de l'ORD. Tout d'abord, les Membres peuvent déterminer le niveau de protection approprié pour leurs populations<sup>245</sup>. Ce niveau peut être plus élevé que les standards internationaux. Il est même possible d'imposer un degré proche du risque zéro, car on reconnaît l'impossibilité d'un degré zéro absolu<sup>246</sup>.

Dans l'affaire CE - Produits biotechnologiques, les arguments de la Communauté Européenne soulevaient une question importante. La suffisance des preuves scientifiques doit-elle s'examiner selon un point de vue objectif ou selon le niveau de protection souhaité ? Le Groupe spécial reconnaît alors le besoin d'une évaluation au cas par cas, mais refuse que le niveau de protection choisi soit une variable pertinente<sup>247</sup>. Pour le Groupe Spécial il n'y a pas de lien entre le niveau de protection et la tâche d'évaluation des risques qui incombe aux Membres<sup>248</sup>. Ainsi les scientifiques n'ont pas besoin de connaître le niveau de protection souhaité pour réaliser une évaluation objective

---

<sup>245</sup> *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carné (hormones)*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS26/AB/R ; WT/DS48/AB/R, 16 janvier 1998

<sup>246</sup> *Australie - Mesures visant les importations de saumons*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS18/AB/R, 20 octobre 1998, para 125 : « Cela ne signifie pas, cependant, qu'un Membre ne peut déterminer que son niveau de protection approprié correspond à un « risque nul » »

<sup>247</sup> Supra note 240, para 7.3234

<sup>248</sup> Ibid, para 7.3238

des risques<sup>249</sup>. Car pour le Groupe Spécial, le niveau de protection sert à déterminer si une mesure est pertinente ou non, de façon objective. Cette position peut alors empêcher certains Membres de pouvoir prendre des mesures ne serait-ce que provisoires, sans pouvoir défendre que les preuves ponctuelles sont insuffisantes pour assurer le niveau de protection qu'ils ont choisi. Mais la position de la Communauté Européenne, est trop restrictive pour le commerce et n'offre en aucun cas une assurance d'une possible commercialisation des produits sous le coup des mesures préventives. L'OMC, via son objectif de libéralisation du commerce, soutenu par le travail de l'ORD, ne peut en aucun cas valider une telle approche.

### 3. Le principe de précaution via le prisme du principe de spécialité de l'OMC

Le débat autour de l'application de l'article 5.7 est aussi le débat de la reconnaissance par l'OMC du principe de précaution. Ce principe est l'idée que les activités écologiquement sensibles devraient être évitées et des mesures de précaution prises, même dans les situations où il existe un danger potentiel, mais une incertitude scientifique quant à l'impact de l'activité en cause<sup>250</sup>. Mais il n'existe pas encore de formulation unique du principe de précaution, reconnue par la doctrine et les juridictions<sup>251</sup>.

L'Organisation craint que les Membres se servent de la protection environnementale comme d'une licence pour des mesures protectionnistes. C'est d'ailleurs le rôle du Chapeau introductif de l'article XX du GATT de tempérer ces velléités. Le prisme du développement économique peut faire

---

<sup>249</sup> Ibid, para 7.3243

<sup>250</sup> Schröder, Meinhard. « Precautionary Approach/Principle », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, para 2. Traduction libre de « the idea that environmentally sensitive activities should be avoided and precautionary measures taken, even in situations where there is potential hazard but scientific uncertainty as to the impact of the environmentally sensitive activity »

<sup>251</sup> Ibid, para 4

craindre que le « principe de précaution soit le nouveau cheval de Troie qui pavera la voie au protectionnisme vert »<sup>252</sup>.

Ce refus est concrétisé dans l'affaire CE - Hormones<sup>253</sup>, en se basant sur une décision de la Cour internationale de justice (CIJ), l'affaire relative au Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)<sup>254</sup>, rendue cinq mois plus tôt. Relevant que le principe de précaution est reconnu comme principe général du droit international coutumier de l'environnement, il remet en doute son appartenance aux principes du droit international coutumier ou aux principes généraux du droit international. Citant nombreux universitaires et éléments de doctrine, l'Organe d'appel reconnaît son existence, mais que le principe évolue et prête encore à interprétation. Citant également des auteurs affirmant que le principe de précaution fait partie des principes de droit international coutumier, l'Organe d'appel préfère ne pas s'y conformer. En effet, l'Organe d'appel rappelle sa position de juridiction du droit de l'OMC et qu'il n'est pas son rôle d'établir de constatation définitive sur le statut du principe. Le fait est que la CIJ n'a pas nommé le principe de précaution dans sa liste de normes récemment apparues. Les juridictions refusaient en ce temps d'user de leur autorité pour statuer clairement sur le principe de précaution et l'OMC ne déroge pas à la règle<sup>255</sup>. Cette réponse détournée laisse penser à une reconnaissance future de la précaution comme principe général de droit reconnu par les nations civilisées au sens de l'article 38(1)(c) du Statut de la Cour

---

<sup>252</sup> Arbour, Maurice. « Le principe de précaution dans le contexte du commerce international : une intégration difficile » (2002) 43:1 Les Cahiers de Droit 5-37., p. 13

<sup>253</sup> *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, Rapport du Groupe Spécial, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, 16 janvier 1998, para 123

<sup>254</sup> *Affaire relative au Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)*, CIJ, 25 septembre 1997, para 140, 111 à 114

<sup>255</sup> Maljean-Dubois, Sandrine. « Le spectre de l'isolation clinique : quelle articulation entre les règles de l'OMC et les autres principes et instruments internationaux ? » (2008) 12:2 Revue Européenne de Droit de l'Environnement 159-169

Internationale de Justice<sup>256</sup>. Mais il est peu probable que l'OMC puisse, d'elle-même, reconnaître le principe de précaution. L'Organe d'appel se défend toutefois d'un aveuglement total au principe de précaution en affirmant qu'il est présent dans le sixième alinéa du Préambule de l'Accord SPS, l'article 5.7 et l'article 3.3<sup>257</sup>. Il ne s'agit donc pas d'un refus de principe, mais de l'illustration que l'OMC n'est pas le cadre pertinent d'une telle reconnaissance du principe de précaution. Nous pouvons y voir une application partielle du principe de précaution dans le but de protéger le principe de spécialité. En effet, le principe de précaution s'oppose par nature au principe de spécialité de l'OMC. Le principe de précaution dans le cadre de l'OMC impose de bloquer les échanges commerciaux avant l'obtention de la certitude d'un danger. Or, l'OMC vise à maintenir le commerce jusqu'à la preuve d'un dommage. C'est ce que prouve le test de nécessité puis de proportionnalité, mais aussi l'importance des preuves scientifiques dans les différends concernant l'Accord SPS. Ainsi, le principe de précaution tel que défendu par la Communauté Européenne ne peut trouver sa place dans le fonctionnement de l'OMC. Le principe de spécialité de l'OMC s'y oppose. On ne constate pas un refus militant de reconnaître le principe de précaution, mais une protection du principe de spécialité de l'OMC par l'ORD.

Le principe de spécialité semble parfois inflexible dans l'application des textes de l'OMC par l'ORD. Toutefois, il existe dans les textes de l'OMC des atténuations au principe de spécialité de l'OMC.

---

<sup>256</sup> Kerbrat, Yann et Sandrine Maljean-Dubois. « Les juridictions internationales face au principe de précaution, entre grande prudence et petites audaces » dans *Unity and diversity of international law, Essays in Honour of Professor Pierre-Marie Dupuy*, Amsterdam, Martinus Nijhoff, 2014, p. 929

<sup>257</sup> Supra note 253, para 124.

## **Partie II. L'atténuation du principe de spécialité de l'OMC par la protection de l'environnement dans les sources formelles et informelles du droit de l'OMC**

Malgré la forte influence du principe de spécialité de l'Organisation, il existe donc plusieurs dispositions dans les sources formelles du droit de l'OMC, notamment dans les accords multilatéraux (1). Ces dernières sont aussi favorisées par un mode d'interprétation issu du droit international général. De plus, les organes de l'Organisation et les Membres ont eux aussi conscience de l'importance des valeurs non marchandes dans la conduite du commerce international, nous pouvons le noter dans les sources informelles du droit de l'OMC (2).

---

## **Chapitre 1. Les dispositions de protection de l'environnement des sources formelles du droit de l'OMC**

Le système commercial multilatéral a dans un premier temps été organisé pour permettre la libéralisation des échanges commerciaux. Aujourd'hui, le principal défi qui s'impose est l'opposition des valeurs non marchandes et les intérêts économiques. Les accords multilatéraux rédigés sous l'égide de l'OMC semblent chercher l'équilibre (A) tout comme les décisions adoptées par les Groupes Spéciaux et l'Organe d'Appel, de l'ORD, en suivant les règles d'interprétation du droit international. (B)

### **A. Les dispositions du droit de l'OMC.**

#### 1. Les régimes spéciaux en faveur de l'environnement et de la libéralisation du commerce

a) Le rôle de l'article XX du GATT et ses limites

i) Le principe de spécialité et le rôle ambigu de l'article XX

Nous l'avons vu, le coeur des dispositions concernant la protection environnementale est l'article XX du GATT. Plusieurs constats sont possibles concernant l'application de cet article. Tout d'abord, son champ d'application est d'apparence large, mais soumis à des conditions strictes. Puis, il est possible de relever le risque d'un système fondé sur l'exception. Nous devons alors nous demander quelle est la valeur de l'article XX. Est-ce simplement une exception ou un droit de valeur égale aux autres dispositions du GATT ? Quelles sont ses limites ?

L'article XX reste une atténuation forte du principe de spécialité de l'OMC. Un régime d'exception implique de faire passer l'objectif de libéralisation des échanges au second plan. Ceci ne signifie pas que tout commerce est impossible, mais il sera plus strictement réglementé.

Dans le cadre de la protection environnementale, les sous-paragraphe b) et g) semblent bénéficier d'un large champ d'application, regroupant les plantes, les animaux et les ressources épuisables,

notamment les minéraux ou l'air pur. Concernant les animaux, les deux dispositions sont applicables en ce que l'Organe d'appel a reconnu les dauphins comme une ressource épuisable sans faire de distinction entre les objets biologiques et non biologiques. Ces dispositions sont donc de bons éléments de protection de l'environnement sans le citer directement. Il est appréciable de noter le large panel d'éléments des écosystèmes qui peuvent être couverts par ces sous-paragraphes. Nous pouvons, toutefois nous demander si les États, bien qu'autorisés à défendre de tels intérêts auront la volonté d'adopter des mesures de conservations. Pourtant, les textes de l'OMC adoptent souvent les objectifs de développement durable. Ainsi, les politiques des Membres devant respecter les règles de l'OMC devraient logiquement tendre à adopter elles aussi ces objectifs. Ainsi, il faudrait faire cohabiter ou coordonner les règles du commerce international, traditionnellement fondées sur la recherche d'un libre-échange, intrinsèquement efficace et des défis récents, issus du concept de développement durable<sup>258</sup>. Avec l'article XX du GATT, l'OMC admet que les principes fondamentaux du système commercial multilatéral comme le traitement de la nation la plus favorisée ou le traitement national puissent parfois être délaissés au profit de valeurs « supérieures »<sup>259</sup>. Toutefois, son application rare peut révéler une certaine méfiance envers cette procédure, risquant de cacher des mesures protectionnistes si l'interprétation est trop large. La réflexion inverse est possible, car l'OMC et une partie de la doctrine affirment que la totale libéralisation des échanges a un effet positif sur la protection de l'environnement<sup>260</sup>. Pourtant l'ORD semble avoir une réelle conscience de l'importance de la protection environnementale.

---

<sup>258</sup> Jouanneau, Daniel. *L'Organisation mondiale du commerce*, 4<sup>e</sup> éd, coll Que sais-je ?, Paris, Presses Universitaires de France, 2003, p. 93 en ligne : <<https://www.cairn.info/l-organisation-mondiale-du-commerce--9782130533405.htm>>

<sup>259</sup> *Communauté Européenne - Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, Rapport Groupe Spécial WT/DS135/R, WT/DS135/R/Add. 1 §8.281

<sup>260</sup> Kiss, Alexandre Charles et Jean-Pierre Beurier. *Droit international de l'environnement*, 2<sup>e</sup> éd, coll Études internationales, n°3, Paris, Pédone, 2000, p. 417

L'Organe d'appel vient affirmer ce point de vue dans certaines décisions notamment l'affaire Crevettes<sup>261</sup>.

Cette déclaration de conscience associée à des interprétations larges dans le domaine de la protection environnementale vient questionner la position de simple exception de l'article XX. En effet, en caractérisant cette disposition comme une exception, l'article XX étant nommé « Exceptions générales » et donnant une liste exhaustive de situation pouvant déroger aux règles de l'OMC, une série d'interprétations strictes est envisageable. La lecture de l'article XX revient à l'application de la locution « *Exceptiones strictissimae interpretationes sunt* » qui dispose que les exceptions sont d'interprétations strictes<sup>262</sup>. En effet, les interprétations strictes permettent de maintenir l'exception dans son rôle initial et maintenir des cas spéciaux hors d'un système légal. Les interprétations amples dans les rapports adoptés par l'ORD laissent entrevoir une volonté de changement en se basant sur le fait que le droit de l'OMC est un droit vivant, mais qui semble bloqué par la rigueur des textes. Nous assistons donc à des décisions cherchant à assouplir des conditions d'application imposées par le principe de spécialité. C'est pourquoi l'article XX voit un examen de la nécessité muter en un test de proportionnalité. Il est donc possible que les volontés environnementales des Membres doivent faire face à un plafond de verre. En effet, bien que les textes de l'OMC affirment souvent le droit des Membres à adopter un niveau de protection qui leur est propre, certains cas trop restrictifs pour le commerce ne trouveront pas de justification en droit de l'OMC. Il existe un décalage évident entre les préoccupations des rédacteurs du GATT en 1947 et celles des Membres de l'OMC aujourd'hui. Le régime d'exception du GATT est donc appliqué

---

<sup>261</sup> Supra note 170, para 185. « En formulant ces conclusions, nous tenons à insister sur ce que nous n'avons pas décidé dans cet appel. Nous n'avons pas décidé que la protection et la préservation de l'environnement n'ont pas d'importance pour les Membres de l'OMC. Il est évident qu'elles en ont. Nous n'avons pas décidé que les nations souveraines qui sont Membres de l'OMC ne peuvent pas adopter de mesures efficaces pour protéger les espèces menacées telles que les tortues marines. Il est évident qu'elles le peuvent et qu'elles le doivent... »

<sup>262</sup> R. Conrad, Christiane. « *Processes and Production Methods (PPMs)* » dans *WTO Law: Interfacing Trade and Social Goals*, 1<sup>re</sup> éd, coll Cambridge International Trade and Economic Law, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, p. 265



de la même manière qu'un droit classique. Depuis, la création de l'OMC et l'entrée en vigueur de nouveaux accords comme l'Accord SPS ou OTC, la question environnementale bénéficie d'une place plus importante dans le corpus de l'OMC, ce changement se ressent alors dans les décisions des organes quasi-judiciaires de l'OMC.

De plus, les expressions de l'article XX ne sont pas définies dans le GATT. Donc, les interprétations des groupes spéciaux et Organe d'appel sont primordiales pour définir les contours du régime d'exception. Ainsi, les termes utilisés dans le GATT et qui seront interprétés « à la lumière des préoccupations contemporaines de la communauté des nations concernant la protection et la conservation de l'environnement »<sup>263</sup> souffriront d'un décalage évident. L'apport d'autres textes de droit international est alors nécessaire. C'est le cas de la définition d'une « ressources naturelles épuisables ».

## ii) Les limites de l'article XX du GATT

Certains domaines restent des zones grises au vu de l'article XX. En effet, les discriminations arbitraires ou injustifiables portent sur les produits similaires. Cette expression fait référence aux produits finaux<sup>264</sup> et leurs utilisations selon les habitudes de consommation sur un marché donné. Une question se pose alors au regard de cette approche : la prise ne compte des modes de production différents pour des produits similaires. L'un peut être respectueux de l'environnement alors qu'un autre très polluant. Cette question s'intègre parfaitement dans le programme de développement durable en ce que les procédures et méthodes de production (PMP ou PPM pour Process and production method) peuvent être un changement qui imputerait peu la libéralisation des échanges et participerait à la poursuite de l'objectif de protection et préservation

---

<sup>263</sup> Supra note 108, para 129

<sup>264</sup> Perdakis, Nicholas et Robert Read, dir. *The Wto And The Regulation Of International Trade: Recent Trade Disputes Between The European Union And The United States*, 1<sup>re</sup> éd, Cheltenham, Edward Elgar Pub, 2005, p. 244

de l'environnement. Les Membres peuvent adopter des réglementations techniques différentes selon les PMP, mais pas adopter de restrictions à l'importation sur ce critère<sup>265</sup>. Vis-à-vis du principe de spécialité, il est nécessaire que l'article XX du GATT ne soit pas un outil utilisé pour déroger trop facilement aux règles fondamentales de l'OMC.

Toutefois, le Groupe Spécial manque l'occasion de statuer sur la question lors de l'affaire Communauté Européenne - Produits biotechnologiques. En effet, les conclusions du rapport ne répondent pas à la question de savoir si les organismes génétiquement modifiés (OGM) peuvent être considérés comme des produits similaires aux produits issus de culture traditionnelle<sup>266</sup>. C'est une occasion manquée, car la reconnaissance d'un traitement différent sur la base de PMP favorable à l'environnement et sans rapport avec le produit final avait été ouverte par la décision États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes. En effet, en considération de l'objectif de protection de la vie des personnes, plantes et animaux puis sur le fait que les tortues n'appartiennent à aucun État en vertu de la théorie des biens communs, les demandeurs lors de cette affaire ont estimé que la définition pouvait permettre la prise en compte des PMP qui ne changent pas l'apparence ou la forme définitive du produit. Par exemple les œufs de poules élevées en cage ressemblent exactement aux œufs de poules élevées en plein air<sup>267</sup>. Pourtant, il est aisé de remarquer l'impact important de la première méthode sur les animaux. La problématique du traitement animal saisissant de plus en plus l'opinion publique, il est possible qu'un différend naisse devant l'OMC sur cette question. En effet, les habitudes de consommation d'une population sont prises en compte dans la détermination de la similarité des produits. A noter

---

<sup>265</sup>Hudec, Robert E. « The Product-Process Doctrine in GATT/WTO Jurisprudence » dans M Bronckers et R Quick, dir, *New Directions in International Economic Law, Essays In Honour of John H. Jackson*, 1<sup>re</sup> éd, La Haye, Kluwer Law International, 2000, p. 187

<sup>266</sup> Dufour, Geneviève. « Les OGM à l'OMC : résumé critique du rapport du Groupe spécial dans l'affaire CE – Produits biotechnologiques » (2007) 1:1 *Revue québécoise de droit international* 281-311, p. 307

<sup>267</sup> Blattner, Charlotte E. « The Unanswered: Indirect Protection through the GATT » dans *Protecting Animals Within and Across Borders: Extraterritorial Jurisdiction and the Challenges of Globalization*, Oxford, Oxford University Press, 2019 p. 100. En ligne <<https://www.oxfordscholarship.com>>

que si la protection de la vie des animaux n'est pas invoquée, il est possible de voir le sous-paragraphe a) de l'article XX, concernant la moralité publique, à l'instar des débats lors de l'affaire CE - Phoques<sup>268</sup>. Notamment, car, les analyses au titre du paragraphe g) peuvent être pertinentes pour une application des sous-paragraphe a) ou b) selon les Groupes Spéciaux<sup>269</sup>. De plus, l'Organe d'appel a reconnu la dangerosité comme critère pour la similarité des produits. En tenant compte des interprétations extensives des Groupes Spéciaux, il est possible que la protection de la vie des plantes et des animaux prévue par le sous-paragraphe b) prenne une place plus importante à l'avenir. Toutefois, le développement d'une jurisprudence pour la protection de la vie des plantes et des animaux, ne se fera pas au détriment de la libéralisation des échanges commerciaux. Le principe de spécialité de l'OMC laisse envisager que l'article XX soit une source de protection des espèces en voie de disparition ou de leurs écosystèmes.

La question de l'extraterritorialité a aussi créé un questionnement jurisprudentiel au sein de l'OMC. En effet la question de l'extraterritorialité peut jouer sur l'acceptation de la mesure par le droit du GATT. Deux types d'extraterritorialité sont observables<sup>270</sup>. Celle qui cherche à influencer un comportement extraterritorial comme la régulation de la pêche en haute mer. Le second type cherche la protection de ressource sur le territoire d'un autre État comme une espèce en voie de disparition à l'étranger. La réglementation des comportements extraterritoriaux crée un risque de conflit avec les compétences d'un autre Membre qui voudrait légiférer dans le même domaine. La protection des ressources extraterritoriales soulève la question de savoir si un État a un intérêt

---

<sup>268</sup> *Communautés Européennes - Mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque*, rapport du Groupe Spécial, WT/DS400/R, WT/DS401/R, 25 novembre 2013, para 7.625

<sup>269</sup> Ibid, para 7.621 : « Bien que l'analyse ci-dessus ait été effectuée dans le contexte de l'alinéa g), et non de l'alinéa a) ou b), de l'article XX, nous ne voyons aucune raison pour laquelle elle ne serait pas pertinente pour notre examen du régime de l'UE applicable aux produits dérivés du phoque au titre des alinéas a) et b) de l'article XX. Spécifiquement, nous trouvons des indications dans la façon dont l'Organe d'appel a soupesé et examiné l'interdépendance des différents éléments de la mesure aux fins d'un alinéa de l'article XX »

<sup>270</sup> Bodansky, Daniel et Jessica C. Lawrence. « Trade and Environment » dans *The Oxford Handbook of International Trade Law*, coll Oxford Handbooks, Oxford, New York, Oxford University Press, 2009. En ligne <[10.1093/oxfordhb/9780199231928.013.0018](https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199231928.013.0018)>.

suffisant pour la réglementation<sup>271</sup>. Les décisions de l'ORD se sont concentrées sur le deuxième cas de figure. Dans l'affaire Thon I, le Groupe Spécial affirme que la mesure d'interdiction totale d'importation n'est pas justifiée sous l'article XX GATT, car elle visait une protection des ressources hors des États-Unis. Inversement, dans son rapport concernant l'affaire Crevettes, l'interdiction d'importation est justifiée dans la protection des tortues, car ces animaux opéraient leur migration via le territoire des États-Unis<sup>272</sup>.

Il fallait déterminer si un Membre pouvait adopter des dispositions qui auraient des conséquences sur le territoire d'autres Membres au motif de la protection environnementale. À l'occasion de l'affaire États-Unis - Crevettes, en affirmant que les tortues marines, que la mesure américaine visait à protéger, sont des animaux extrêmement migrateurs, « il existe un lien suffisant entre les populations marines migratrices et menacées d'extinction considérées et les États-Unis aux fins de l'article XX g) »<sup>273</sup>. Ainsi, on assiste à la reconnaissance de l'admissibilité des mesures ayant des effets extra-territoriaux en droit de l'OMC<sup>274</sup>. Cette reconnaissance est une interprétation très ample. Bien que la mesure soit finalement considérée comme ne respectant pas les conditions de l'article XX, l'ouverture aux mesures unilatérales avec des conséquences extraterritoriales est étonnante. En effet, la jurisprudence a tendance à orienter les Membres vers des solutions concertées.

---

<sup>271</sup> Bartels, Lorand. « Article XX of GATT and the Problem of Extraterritorial Jurisdiction The Case of Trade Measures for the Protection of Human Rights » 36:2 Journal of World Trade, en ligne : Journal of World Trade <<https://www.academia.edu>>

<sup>272</sup> Supra note 108, para 133

<sup>273</sup> Supra note 108, para 133.

<sup>274</sup> Espa, Ilaria. « Action pour le climat et mesures commerciales unilatérales : les initiatives les plus récentes de l'union européenne », (2012) t. XXVI:3 Revue internationale de droit économique 295-320.

## b) L'Accord OTC et le changement de stratégie des Membres

En 1996, le Comité du Commerce et de l'Environnement demande la centralisation et la veille des notifications relatives à l'environnement faites au Secrétariat<sup>275</sup>. La Base de données sur l'Environnement (BDE) de l'OMC est donc mise en place et regroupe les informations sur les mesures environnementales adoptées par les Membres entre 1997 et 2018. Grâce à ces statistiques, il est possible de noter l'augmentation significative des notifications concernant l'environnement. Ces dernières ont quadruplé en nombre de notifications par année entre 1997 et 2018, passant de 165 notifications à 663<sup>276</sup>.

Il est intéressant de noter que parmi toutes les notifications environnementales faites au Secrétariat, 73% sont liées directement à l'Accord OTC<sup>277</sup>, les régulations techniques représentent alors 38,50% de ces mesures<sup>278</sup>. Nous pouvons aussi relever que les secteurs les plus concernés sont ceux à la base du système commercial multilatéral, à savoir l'agriculture (30%), les manufactures (26%) et les produits chimiques (19%)<sup>279</sup>.

Nous pouvons nous réjouir de l'augmentation significative des notifications des mesures environnementales, mais le fort pourcentage de mesures en lien avec l'Accord OTC souligne par contraste la très faible efficacité de l'article XX du GATT, la disposition phare de la protection environnementale.

---

<sup>275</sup> Comité du Commerce et de l'Environnement, *Rapport du Comité du Commerce et de l'Environnement*, 12 novembre 1996, WT/CTE/1, para 89

<sup>276</sup> Secrétariat de l'OMC, *Environmental Database for 2018*, WT/CTE/EDB/18, 12 novembre 2019

<sup>277</sup> Ibid, graphique 1.3 - Environment-related Notifications by Agreement (2018)

<sup>278</sup> Ibid, graphique 1.5 - Type of Measures identified in the EDB (2018)

<sup>279</sup> Ibid, graphique 1.6 - Type of Sectors identified in the EDB (2018)

Si la mesure est bien un règlement technique au sens de l'Annexe 1 alors l'accord OTC est applicable. L'article 4.1 concernant l'élaboration des règlements techniques indique qu'il faut suivre les dispositions du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes, qui se trouve à l'Annexe 3 de l'Accord OTC. Ce dernier impose quatorze règles encadrant l'élaboration, l'adoption et l'application des normes.

Les outils mis en place par l'Accord OTC, permettent une plus grande liberté, mais surtout une grande collaboration entre les Membres. L'article 2.4 indique qu'un Membre qui veut mettre en place un règlement technique va devoir utiliser les « normes internationales ou leurs éléments pertinents comme base de leurs règlements techniques » à l'exception des cas où ces « normes internationales ou ces éléments seraient inefficaces ou inappropriés pour réaliser les objectifs légitimes recherchés, par exemple en raison de facteurs climatiques ou géographiques fondamentaux ou de problèmes technologiques fondamentaux ». Cette disposition facilite le travail de conception des mesures dans le sens où le travail de fond est déjà fait. Il ne reste qu'une étape d'évaluation de la possibilité d'application directe à l'environnement juridique et technique. De plus, si un État adopte des mesures différentes du fait de conditions locales différentes, il peut à son tour devenir une référence pour les États géographiquement proches. Cette coopération des Membres et l'uniformisation des réglementations sont des outils efficaces d'ouverture des marchés et de libéralisation des échanges. C'est la fonction utilitariste des normes nationales et leur pouvoir de soft law intégré dans le droit de l'OMC<sup>280</sup>. De plus, l'Organe d'appel réaffirme la reconnaissance de l'importance de ces normes pour renforcer l'efficacité de la production et faciliter la conduite du commerce international. D'ailleurs le huitième considérant du Préambule de l'Accord OTC reconnaît le rôle de normalisation que peut avoir le transfert des technologies et des connaissances

---

<sup>280</sup> Boisson de Chazournes, Laurence. « Standards et normes techniques dans l'ordre juridiques contemporains : quelques réflexions » dans Boisson de Chazournes, Laurence, Kohen Marcelo Gustavo, *International Law and the Quest for Its Implementation*, (2010) BRILL, p. 354

vers les pays en développement<sup>281</sup>. Le revers de la médaille de cette uniformisation s'observe dans le cas inverse à l'uniformisation. Le refus d'un Membre à adopter une norme internationale aura pour conséquence d'isoler son marché intérieur, mais aussi possiblement pénaliser les sociétés exportatrices de son territoire, car elles vont devoir s'adapter aux normes locales pour être sur le marché national, mais aussi aux normes internationales pour continuer les exportations. Il est alors possible d'observer la création d'un réseau normatif plus uniforme. Ceci permet d'imaginer qu'une norme environnementale puisse se répandre rapidement parmi les Membres de l'OMC dans les mêmes situations géographiques ou au même niveau de développement technique.

Le fait que la liste des objectifs légitimes de l'article 2.2, ne soit pas une liste fermée est aussi une raison du plébiscite de l'Accord OTC par les Membres. En effet, la problématique environnementale étant une question récente, elle a suivi le développement de l'OMC. Donc les questions qui ne sont pas dans les champs d'application des textes de l'OMC pouvaient trouver une place grâce l'article 2.2 dans la limite de ne pas créer de restriction trop importante au commerce. Nonobstant, les objectifs listés qui reprennent dans un sens les exceptions de l'article XX du GATT, les interprétations des Groupes Spéciaux peuvent ouvrir des domaines de compétences pour l'Accord OTC. Toutefois, une question reste en suspend. L'ORD va-t-il élargir la liste, comme il a pu le faire avec la notion de ressources naturelles ou clôturera la liste. Le concept de principe de spécialité pourra influencer sur certaines décisions. Malgré l'importance croissante accordée à la protection environnementale, l'ORD ne pourra surement pas accorder à toutes les mesures présentées comme écologiques, un régime particulier.

---

<sup>281</sup> *Communautés Européennes - Désignation commerciale des sardines*, rapport de l'organe d'appel, WTDS231/AB/R, 26 septembre 2002, para 214-215

La présomption de « ne pas créer d'obstacle non nécessaire au commerce international » mise en place par l'article 2.5, possède aussi un rôle protecteur des mesures visant les objectifs légitimes notamment la protection de l'environnement. L'article pose deux conditions pour bénéficier de cette présomption : viser l'un des objectifs légitimes de l'article 2.2 et respecter les normes internationales pertinentes. Ces conditions ont des définitions larges. En effet, la « jurisprudence » de l'OMC permet d'élargir ce qui est compris comme objectif légitime de l'article 2.2. Toutefois, cette condition s'applique à toutes les étapes de vie de la norme à savoir l'élaboration, l'adoption et l'application. La condition concernant les normes internationales pertinentes dépend évidemment du domaine visé par la mesure en question, que ce soit l'agriculture ou les industries manufacturières, des normes différentes vont s'appliquer. La présomption permet aussi un renversement de la charge de la preuve en ce que c'est l'État demandeur qui va devoir prouver la faute commise par le Membre défendeur. Ainsi, les mesures de protection de l'environnement peuvent y voir une légère protection.

Il est donc possible de se demander si les mesures techniques sont les meilleurs moyens de lutter contre les effets néfastes du commerce sur l'environnement ? Face à l'inefficacité et la difficulté de faire appliquer l'article XX, la mise en place de règlements techniques permet aux Membres de retrouver une forme de souveraineté. En effet, plus facilement adaptés aux règles du droit de l'OMC, les règlements techniques forment les contours d'une certaine limitation aux importations en forçant les pays exportateurs à s'adapter. Pour autant, les mesures techniques seules ne permettent une réelle protection de l'environnement. Souvent trop précises pour avoir un impact conséquent, les mesures techniques servent majoritairement à interdire des importations, mais aussi à influencer le choix des consommateurs, notamment via les questions d'étiquetages. Mais aussi elles influent sur les pratiques des agents de l'industrie. Dans l'affaire États-Unis - EPO, l'Organe d'appel a reconnu que des prescriptions en matière de tenue de registres et de vérification de la



mesure incitent les transformateurs de viande à utiliser exclusivement du bétail national et dissuadent contre l'utilisation comme du bétail importé<sup>282</sup>. Ceci a un impact sur les conditions de concurrence du marché intérieur, ce qui modifie aussi le traitement des produits étrangers et nationaux.

La question des PMP s'intègre aussi dans le cadre de l'application de l'Accord OTC. Mais pour cela il faut comprendre les critères pour savoir si un produit est favorable à l'environnement. On en distingue trois types. Les premiers sont les critères de production directs, liés aux caractéristiques du produit au moment de sa consommation. Puis, les critères en rapport direct avec le produit "product - related", qui prennent en compte la façon dont le bien est produit (notamment les substances toxiques dans les matériaux de production). Enfin, les critères qui ne sont pas en rapport direct avec le produit "non- product- related", c'est-à-dire qui ne sont pas en relation avec les caractéristiques matérielles du produit (pollution des eaux locales)<sup>283</sup>. Nous pouvons observer un traitement différent entre les mesures liées aux produits et celles relatives à la fabrication du produit ou traitées c'est-à-dire aux procédés et méthodes de production<sup>284</sup>. Le paragraphe I du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes impose aux organismes normatifs de définir les normes « basées sur les prescriptions relatives au produit en fonction des propriétés d'emploi du produit plutôt que de sa conception ou de ses caractéristiques descriptives »<sup>285</sup>.

Si l'amélioration de l'impact commercial s'impose lors de la consommation du produit, les normes sont relatives au produit, mais si elles s'imposent au moment de la production elles sont relatives

---

<sup>282</sup> Supra note 217

<sup>283</sup> Nsasa Makamona, Didier. « Les procédés et méthodes de production (PMP) dans le commerce international » (2005) 2:7 EcoLomic Policy & Law, p. 09

<sup>284</sup> Sandrine Maljean-Dubois, supra note 38 p. 262

<sup>285</sup> Accord OTC, Annexe 3.I.

aux PMP<sup>286</sup>. Cette distinction est directement liée au concept de produit similaire et le principe de nation la plus favorisée de l'article I du GATT et le traitement national de l'article III. Les Groupes Spéciaux des Affaires Thon et Thon II, n'avaient pas jugé pertinent de baser leur réflexion sur les différences dans « les politiques et pratiques » des pays importateurs et exportateurs.

Cette approche se justifie par le fait que si les produits sont similaires, intégrer les différences de production selon le pays d'origine revient à introduire une discrimination selon le droit de l'OMC.

Il est établi que certains PMP sont susceptibles d'entraîner une pollution de l'air, de l'eau ou du sol d'un pays riverain ou provoquer la disparition des espèces migratoires et de ressources biologiques.

Dans cette situation sans pouvoir imposer des mesures directement sur les PMP, la question de l'étiquetage se pose et notamment l'écoétiquetage (ecolabelling). La question de l'étiquetage et notamment de l'écoétiquetage est un débat actuel de l'OMC notamment par manque de clarté dans les dispositions. En effet, elle fait le lien avec la notion de produits similaires qui implique le respect des principes fondamentaux de l'OMC. Ainsi, le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes, contient des dispositions qui font écho à la question de l'écolabeling<sup>287</sup>. Tout d'abord, le paragraphe D qui impose logiquement le respect du principe de la Nation la plus favorisée et de celui du Traitement national. Si l'écolabeling porte sur les PMP non-product- related, il est possible que ce soit le GATT qui soit applicable plus que l'Accord SPS.

Le paragraphe E, rappelle l'interdiction des obstacles non nécessaires au commerce international. Il faut alors se référer aux objectifs légitimes de l'article 2.2. N'oublions pas qu'une mesure qui poursuit un de ces objectifs ne constitue pas forcément une mesure qui n'est pas un obstacle non nécessaire. Une partie de la doctrine affirme que l'écolabeling n'entre pas le champ de compétence de l'article 2.2, car son objectif est de favoriser la protection de l'environnement et non de répondre

---

<sup>286</sup> Ibid p. 373

<sup>287</sup> Bartenstein, Kristin et Sophie Lavallée. « L'écolabel est-il un outil du protectionnisme « vert » ? » (2003) 44:3 cd1 361-393, p. 16

à un risque pour l'environnement<sup>288</sup>. D'autre part, il est possible de considérer que la protection de l'environnement au sens large est un objectif légitime au titre de l'article 2.2 dans une interprétation stricte du texte. De plus, la pratique de l'écolabeling n'est pas imposée aux entreprises, mais reste une pratique basée sur le volontariat. Ce n'est en rien une obligation pour pouvoir commercialiser un produit sur le marché intérieur d'un État. La différence ne se fait donc pas de jure, mais sûrement de facto selon la volonté des consommateurs et les habitudes ou préférences selon les labels.

Enfin, le paragraphe F, incite à l'utilisation de normes internationales. Elles ne sont pas absolument obligatoires, car doivent convenir aux conditions des Membres selon les conjonctures climatiques ou géographiques fondamentaux ou de problèmes technologiques fondamentaux, mais aussi selon le niveau de protection souhaité par les Membres. Dans le cas de l'écolabeling, la norme de l'Organisation internationale de normalisation est un exemple de telles normes internationales pertinentes. Toutefois, le but premier de ces labels n'est pas de garantir un niveau de protection précis, mais de s'en rapprocher, car leur efficacité dépend du choix des consommateurs. De ce fait, il est difficile d'anticiper comment un Groupe Spécial pourrait évaluer et justifier de s'écarter d'une norme internationale existante et dans quelle mesure. Il serait donc préférable que cette question soit clarifiée par des négociations entre les Membres plutôt qu'à l'occasion du règlement d'un différend sous l'ORD.

La « jurisprudence » de l'OMC et le droit de l'OMC « opèrent un alignement de facto et non de jure des systèmes de régulation nationaux et régionaux des produits OGM aux seuls standards de l'Accord SPS, et partant, diffuse une version « taillée sur mesure » du principe de précaution pour répondre aux intérêts du commerce international et aux besoins des marchés internationaux. » <sup>289</sup>.

---

<sup>288</sup> Tietje, Christian. « Voluntary Eco-Labeling Programmes and Questions of State Responsibility in the WTO/GATT Legal System » (1999) 29:5 Journal of World Trade 123-134.

<sup>289</sup> Abdelgawad, W., Jourdain-Fortier, C. & Moine-Dupuis, I. (2008). Chronique de jurisprudence: Chronique du règlement des différends de l'OMC (2006-2008). Revue internationale de droit économique, t. xxii, 3(3), 357-393

L'incertitude de l'application de l'Accord OTC vient notamment de l'ambiguïté des termes utilisés dans les Annexes 1.1 et 1.2. Par exemple, la première phrase de l'annexe 1.1, qui définit le règlement technique, utilise l'expression «caractéristiques du produit ou leurs processus et méthodes de production connexes». Cependant, la deuxième phrase indique simplement «produit, procédé ou méthode de produit». Cela semble à première vue exclure les critères fondés sur les PMP qui ne sont pas liés au produit lui-même, et semble suggérer que l'Accord OTC ne s'applique pas aux PMP<sup>290</sup>. Il est possible de considérer que le fait d'intégrer les méthodes de productions dans le champ d'application de l'Accord OTC, pourrait faire partie de la recherche de l'accomplissement des objectifs légitimes de l'article 2.2.

Le principal avantage de l'Accord OTC sur l'article XX du GATT est sa capacité d'adaptation rapide. Ceci permet de ne pas freiner le commerce. L'application de règlement technique suit parfaitement la logique du principe de spécialité de l'OMC, tout en permettant une certaine protection écologique. En effet, les échanges commerciaux sont maintenus dans le cadre des règles fondamentales de l'OMC.

L'augmentation de l'utilisation de l'Accord OTC par les Membres est aussi sûrement lié au fait qu'il est très difficile de faire appliquer l'article XX du GATT par l'ORD.

### c) Les conséquences de l'approche « science based » de l'Accord SPS

Après le Kennedy Round, les parties s'inquiètent des nombreux et hétéroclites nouveaux standards. Ces divergences sont vues comme de potentiels obstacles au commerce. Les Membres en déduisent le besoin de vérifier que ces standards ne sont pas utilisés comme des moyens de discrimination tout en poursuivant le besoin d'harmonisation et de coopération dans la création des standards. Pour

---

<sup>290</sup> Soyoung, Lee. « Compatibility of Eco-Labeling Scheme with WTO and Its Potentially Conflicting Impacts » dans par Deok-Young Park, *Legal Issues on Climate Change and International Trade Law*, New-York, Springer, 2016.

les Membres, la définition des standards doit être élaborée dans le but de ne pas empiéter sur « la responsabilité des gouvernements en matière de sécurité, de santé et de bien-être de leurs populations ou de protection de l'environnement dans lequel ils vivent. Il vise simplement à minimiser l'effet de telles actions sur le commerce international »<sup>291</sup>.

Il faut donc noter que l'Accord SPS, comme l'accord OTC, sont des constructions juridiques en complément du GATT. En effet, le texte original du GATT et ses principales dispositions (art I, III, XI et XX) et le mode de règlement des différends étaient vus comme insuffisants pour s'occuper de problèmes sanitaires et phytosanitaires comme la restriction de l'utilisation des hormones dans l'élevage de bœufs. Comme il était impossible au sein de l'Uruguay Round d'amender l'article XX, la solution fut la création des accords interprétatifs ou extension du GATT spécifiques à ces questions sur les mesures SPS<sup>292</sup>.

Les dispositions de l'Accord SPS sont pour certaine des outils de protection de l'environnement. La lecture des dispositions de l'Accord permet de repérer une approche particulière de la protection environnementale. Tout d'abord, il est reconnu que les Membres peuvent « prendre les mesures sanitaires et phytosanitaires qui sont nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux à condition que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord »<sup>293</sup>. Toutefois, ils sont soumis à une condition de nécessité et de fondement scientifiques<sup>294</sup>. Le principe de spécialité ne laisse pas une liberté complète pour la protection de l'environnement. Comme dans tous les accords de l'OMC,

---

<sup>291</sup> Spec (71) 143, section III, Article 1(c : Drafting Group on Standards - Proposed GATT Code of Conduct for Preventing Technical Barriers to Trade - Contents of Revised Draft Prepared for Consideration by the Drafting Group on 11 January 1972

<sup>292</sup> Marceau, Gabrielle Zoe et Joel P. Trachtman. « A Map of the World Trade Organization Law of Domestic Regulation of Goods: The Technical Barriers to Trade Agreement, the Sanitary and Phytosanitary Measures Agreement, and the General Agreement on Tariffs and Trade » (2014) 48:2 Journal of World Trade 351-432.

<sup>293</sup> Accord SPS, article 2.1

<sup>294</sup> Ibid, article 2.2

les mesures environnementales sont conditionnées, notamment au respect des dispositions fondamentales du droit de l'OMC, visant la libéralisation du commerce.

Ainsi, le Membre doit se plier à une évaluation des risques en tenant compte « des preuves scientifiques disponibles; des procédés et méthodes de production pertinents; des méthodes d'inspection, d'échantillonnage et d'essai pertinentes; de la prévalence de maladies ou de parasites spécifiques; de l'existence de zones exemptes de parasites ou de maladies; des conditions écologiques et environnementales pertinentes; et des régimes de quarantaine ou autres. »<sup>295</sup>. Mais aussi les dommages potentiels sur la production ou des ventes de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie ainsi que le rapport coût-efficacité d'autres approches qui permettraient de limiter les risques<sup>296</sup>. Concernant le niveau de protection déterminé par le Membre dans l'élaboration de la mesure, il devra tenir compte de l'objectif général de réduction au minimum des effets négatifs sur le commerce<sup>297</sup>. Car les Membres doivent s'assurer que ces mesures ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire qu'ils jugent approprié, compte tenu de la faisabilité technique et économique<sup>298</sup>.

Toutefois, en faisant preuve d'objectivité, l'OMC admet que certaines situations ne permettent pas d'avoir les preuves scientifiques nécessaires. Ainsi, le Membre pourra prendre des mesures provisoires, mais sera lié par une obligation de recherche de nouvelles informations scientifiques nécessaires afin de faire une nouvelle évaluation des risques dans un délai raisonnable<sup>299</sup>. L'article 5.7 permet de mettre en œuvre un moratoire, ce qui constitue la forme la plus extrême du principe de

---

<sup>295</sup> Ibid, article 5.2

<sup>296</sup> Ibid, article 5.3

<sup>297</sup> Ibid, article 5.4

<sup>298</sup> Ibid, article 5.6

<sup>299</sup> Accord SPS, article 5.7

précaution<sup>300</sup>. De plus, la définition de ce qu'est un « délai raisonnable » se fait au cas par cas va aussi dans le sens du principe de précaution. En effet, « La philosophie de la précaution préfère en effet une évaluation individuelle des situations à l'application d'une norme qui ne permettrait pas de saisir la singularité de chaque situation. »<sup>301</sup>. Cet aspect du cas par cas, s'immisce aussi dans les détails de la situation en cause. Il est important de noter que les obligations d'évaluation des risques diffèrent selon qu'il s'agisse de la vie et santé des humains ou des plantes et animaux. Dans le cas d'un risque de dommage à la vie des personnes humaines, l'évaluation des risques n'a pas à déboucher sur une évaluation quantitative d'une probabilité de réalisation d'un dommage pour la santé humaine<sup>302</sup>. Alors que, dans le cas d'une possible atteinte à la santé animale ou végétale, l'évaluation quantitative est imposée. C'est une contrainte supplémentaire pour la partie souhaitant appliquer une mesure SPS.

La possibilité de maintenir provisoirement une mesure sans preuves scientifiques est une ouverture vers le principe de précaution. Nous avons noté plus haut que l'ORD, a refusé de reconnaître le principe de précaution par un raisonnement détourné. Nous pouvons alors nous demander si c'est le rôle de l'OMC et s'il serait souhaitable de le faire.

En ce qui concerne la question de savoir si c'est le rôle de l'OMC de reconnaître le principe de précaution, il faut se rappeler que l'ORD n'a pas la capacité de déterminer des droits et des devoirs hors des règles de l'OMC. Ainsi le principe de précaution ne peut pas s'appliquer dans les différends des Membres de l'OMC, car l'ORD n'a pas cristallisé ce principe comme principe général du droit international<sup>303</sup>. Ainsi, si on peut déceler, une certaine logique de précaution dans les dispositions de

---

<sup>300</sup> Boy, Laurence, Christophe Charlier, Michel Rainelli et Patrice Reis. « La mise en œuvre du principe de précaution dans l'accord SPS de l'OMC » (2003) Vol. 54:6 *Revue économique* 1291-1306.

<sup>301</sup> Ibid

<sup>302</sup> *Communautés européennes - Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, Rapport de l'organe d'appel, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, 16 janvier 1998

<sup>303</sup> Marceau, Gabrielle Zoe et Joel P. Trachtman, *supra* note 292

l'Accord SPS, elle fonctionne néanmoins dans le cadre des obligations qu'il pose<sup>304</sup>. D'autant plus qu'un manque de consensus sur la question se ressent parmi les Membres. Donc son influence serait alors moindre dans le cadre du droit international bien que cette reconnaissance pourrait être considérée comme un premier pas vers la reconnaissance commune d'une obligation à la précaution.

L'opportunité même de sa reconnaissance fait débat malgré l'avancée majeure que cela représenterait pour la protection de l'environnement. Vern Walker affirme qu'il existe des risques si les États continuent à prendre des mesures fondées sur un principe de précaution ad hoc sans adopter puis suivre un véritable principe de précaution clairement défini<sup>305</sup>. En effet, une multiplication de mesures temporaires causerait une instabilité juridique et donc une insécurité pour les échanges commerciaux. Toutefois, l'Accord SPS est l'accord le plus exigeant en termes de justifications notamment scientifiques donc on peut penser que ce qui est admis dans son cadre jouerait a fortiori pour les systèmes moins exigeants comme l'accord OTC<sup>306</sup>.

Le débat sur le principe de précaution implique de se questionner sur la logique de « science based » du fonctionnement de l'Accord SPS. Pour une partie de la doctrine, la science n'est pas tout et ne peut pas tout justifier ou interdire. Pourtant, l'Organe d'appel a affirmé que « une interprétation trop large et trop souple » de l'obligation de ne pas maintenir de mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes « priverait de sens l'article 5.7 »<sup>307</sup>. Nous pouvons observer que le

---

<sup>304</sup> Ruiz-Fabri Hélène. « La prise en compte du principe de précaution par l'OMC », dans Revue Juridique de l'Environnement, numéro spécial, 2000, . p. 65

<sup>305</sup> Walker, Vern. « Some Dangers of Taking Precautions Without Adopting the Precautionary Principle: A Critique of Food Safety Regulation in the United States » (2001) 31 ELR

<sup>306</sup> Ruiz-Fabri Hélène. « La prise en compte du principe de précaution par l'OMC », dans Revue Juridique de l'Environnement, numéro spécial, 2000, p. 61

<sup>307</sup> Japon - Mesures visant les produits agricoles, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS76/AB/R, 22 février 1999, para 80



débat autour du principe de précaution cristallise l'opposition du principe de spécialité de l'OMC et la protection environnementale. La science est utilisée comme « arbitre » dont les failles ou les connaissances peuvent faire pencher la balance de l'un ou l'autre des côtés. C'est ce qui ressort de l'article 5.5 qui préconise que le « Membre évitera de faire des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux qu'il considère appropriés dans des situations différentes, si de telles distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international. ».

L'exigence de proportionnalité vaut aussi pour les mesures provisoires. Toutefois, une difficulté est à relever celle du fait que les risques sont impossibles à évaluer précisément. Il existe donc un risque de sous-évaluer ou inversement surévaluer le risque et donc la réponse appropriée. Cette obligation ne cherche pas une réponse mesurée au risque, mais plutôt de déceler les intentions protectionnistes<sup>308</sup>. Ainsi, il faut vérifier s'il n'existe pas de mesure de remplacement qui soit à la fois, raisonnablement applicable en fonction de la faisabilité technique et économique dépendant du Membre en cause. Puis qui permet d'obtenir le même niveau de protection approprié déterminé par le Membre. Enfin, qui soit sensiblement moins restrictive pour le commerce. L'article 5.6 impose aussi l'examen de mesures moins restrictives avant même l'exécution de la mesure, car cette obligation ne s'applique pas à la manière dont les mesures sont exécutées, mais aux mesures elles-mêmes. D'autant que la jurisprudence a déterminé qu'une mesure pouvait violer les règles de l'OMC avant son application<sup>309</sup>.

Les mesures SPS contrairement aux mesures OTC, font automatiquement référence à des notions scientifiques. Il est donc logique pour l'OMC de se raccrocher à un avis scientifique pour interpréter le bien-fondé d'une mesure. C'est un moyen de protéger le principe de spécialité en

---

<sup>308</sup> Marceau, Gabrielle Zoe et Joel P. Trachtman, *supra* note 292

<sup>309</sup> *États-Unis - Sections 301-310 of the Trade Act of 1974*, WT/DS152/R, 22 décembre 1999 et *États-Unis - Anti-dumping act of 1916*, WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, 28 août 2000

utilisant des conditions indépendantes d'une volonté politique. La science permet une réelle objectivité et peut servir à mettre en lumière des volontés de protectionnisme.

Il faut noter que l'OMC n'est pas la seule organisation qui insiste sur les justifications scientifiques, notamment dans la justification des mesures de protection environnementale. L'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) affirme que les gouvernements sont libres de restreindre les échanges commerciaux dans le but de protéger la santé des personnes et des animaux et de préserver les végétaux. Une condition persiste, car ces restrictions doivent être appliquées de façon transparente et reposer sur des données et évaluations scientifiques concernant les risques. L'OCDE rappelle aussi la nécessité de respecter les règles fondamentales du commerce multilatéral<sup>310</sup>. La précision scientifique doit aussi influencer le niveau de protection choisi par les Membres selon l'OCDE. En droit de l'OMC, il faut souligner que le niveau de protection déterminé par le Membre et le niveau de protection effectivement atteint par la mesure sont deux éléments séparés. C'est la notion de risque qui fait le lien entre les deux. En effet, dans les cas où un standard national est différent des standards internationaux, le Membre doit pouvoir le relier à un risque selon les articles 5.1 à 5.4<sup>311</sup>.

#### d) L'accord général sur le commerce des services

L'accord général sur le commerce des services (GATS) régule donc les règles commerciales des services entre les Membres. Cet accord adopte un point de vue particulier vis-à-vis de

---

<sup>310</sup> OCDE, « 2000a. *Environmental Goods and Services : An Assessment of the Environmental, Economic and Development Benefits of Further Global Trade Liberalisation.* » COM/TD/ENV/(2000)86/Final. Joint Working Party on Trade and Environment.

<sup>311</sup> *Communautés européennes - Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, organe d'appel, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, 16 janvier 1998, *Australie - Mesures visant les importations de saumons*, rapport de l'Organe d'Appel, WT/DS18/AB/R, 20 octobre 1998, *Japon - Mesures visant les produits agricoles*, rapport de l'Organe d'appel, WT/DS76/AB/R, 22 février 1999, *Australie - Mesures affectant l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS367/AB/R, 29 novembre 2010, *Communautés européennes - Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques* - Rapports du Groupe spécial, WT/DS291/R / WT/DS292/R / WT/DS293/R, 29 septembre 2006, *États-Unis - Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE - Hormones*, WT/DS320/AB/R, 16 octobre 2008

l'environnement. En effet, bien que négocié en même temps que les accords SPS et OTC, son préambule ne fait aucune mention de la protection environnementale. Conçu comme le miroir du GATT, mais destiné au commerce des services, il est logique qu'il mette en place lui aussi un régime d'exception générale. On retrouve ce régime à l'article XIV. À l'instar de l'article XX du GATT, il se compose d'un chapeau introductif puis d'une série de cas justifiant un régime d'exception<sup>312</sup>.

Le chapeau introductif des deux textes sont parfaitement similaires<sup>313</sup>. Les régimes juridiques mis en place par les deux dispositions seront alors nécessairement identiques. Ils visent donc tous les deux à éviter que les mesures prises soient des « moyens de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où des conditions similaires existent, soit une restriction déguisée au commerce des services ». Le rôle de garde-fou contre le protectionnisme est maintenu dans le cadre du GATS.

Concernant les sous-paragraphes, nous pouvons relever une différence. Si le GATS reprend le sous-paragraphes b) concernant « la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux », il n'y a pas de disposition « se rapportant à la conservation des ressources naturelles épuisables, si de telles mesures sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationale ». Cette différence est logique, car le commerce de services n'a pas vocation à intégrer dans ses opérations

---

<sup>312</sup> *États-unis - Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS285/AB/R, para 291 « Article XIV of the GATS sets out the general exceptions from obligations under that Agreement in the same manner as does Article XX of the GATT 1994. Both of these provisions affirm the right of Members to pursue objectives identified in the paragraphs of these provisions even if, in doing so, Members act inconsistently with obligations set out in other provisions of the respective agreements, provided that all of the conditions set out therein are satisfied. Similar language is used in both provisions, notably the term 'necessary' and the requirements set out in their respective chapeaux. Accordingly, like the Panel, we find previous decisions under Article XX of the GATT 1994 relevant for our analysis under Article XIV of the GATS. »

<sup>313</sup> OMC, *WTO Analytical index - Article XIV (Jurisprudence)*, en ligne <[https://www.wto.org/english/res\\_e/publications\\_e/ai17\\_e/gats\\_art14\\_jur.pdf](https://www.wto.org/english/res_e/publications_e/ai17_e/gats_art14_jur.pdf)>

des matières premières ou des ressources épuisables comme peuvent l'être les nombreux exemples compris dans le champ de compétence de l'article XX.

Malgré l'absence de différend concernant le sous-paragraphe b) dans les rapports de l'ORD, il est possible de déduire de la similarité des deux textes, une évaluation semblable de leurs applications. C'est ce qu'affirme l'Organe d'appel dans la décision États-Unis - Jeux<sup>314</sup> puis repris dans le rapport du Groupe Spécial dans l'affaire Argentine - Services Financiers<sup>315</sup>. En effet, un test de proportionnalité serait sûrement aujourd'hui appliqué pour déterminer si la mesure dans un premier temps respecte les conditions du sous-paragraphe b) puis les conditions du chapeau introductif. Il faudrait donc prouver la nécessité de la mesure pour la « protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux »<sup>316</sup>. Le concept de nécessité relèvera sûrement de nombreuses interprétations déjà faites sous l'égide du GATT. Nous pouvons nous référer à l'interprétation du terme nécessaire concernant le sous-paragraphe a). La réflexion de l'ORD se base sur celle faite pour l'article XX du GATT. Il impose donc un test de sous-pesage tout comme pour l'article XX<sup>317</sup>, ainsi que le besoin d'épuiser les solutions possibles<sup>318</sup>.

Puis il faudra prouver que la mesure ne constitue pas un « moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où des conditions similaires existent, soit une restriction déguisée au commerce des services » pour pouvoir passer le test du Chapeau introductif.

---

<sup>314</sup> Ibid.

<sup>315</sup> *Argentine - Mesures concernant le commerce des marchandises et des services*, Rapport du Groupe Spécial, WT/DS453/R, para 7.586

<sup>316</sup> GATS, article XIV b)

<sup>317</sup> Supra note 138, paras. 306 et 307

<sup>318</sup> Supra note 138, para. 315

Si la méthode est similaire, il est possible de penser que les résultats le seront également. Ainsi, peu de mesures trouveront une justification dans le régime d'exception du GATS. Encore une fois, la méfiance envers le protectionnisme vert pourrait porter préjudice à la protection environnementale. De ce fait, on retrouve l'influence du principe de spécialité de l'OMC qui vient protéger au même niveau le commerce des biens et celui des services. Il est important de noter que le marché des services engendre aussi des pollutions importantes notamment avec la concurrence accrue dans ce secteur et son développement rapide.

## 2. Les moyens de protection de l'environnement en accord avec le principe de spécialité de l'OMC

### a) Des systèmes de subventions visant la protection de l'environnement

L'agriculture est l'un des points centraux lors de la création de l'OMC. Le GATT originel s'appliquait au commerce des produits agricoles. Mais sa couverture du sujet était incomplète. Il était possible pour les Membres d'appliquer certaines mesures non tarifaires telles que des contingents d'importation et d'accorder des subventions. Ceci a provoqué un dérèglement du commerce des produits agricoles, notamment à cause des subventions à l'exportation. Le Cycle d'Uruguay a donc permis l'adoption d'un accord multilatéral consacré à l'agriculture et la régulation des échanges et subvention<sup>319</sup>.

L'agriculture est toujours un enjeu actuel majeur, selon les prévisions ce domaine de l'économie devra pouvoir nourrir 13,2 milliards de personnes dans le monde d'ici 2100<sup>320</sup>.

---

<sup>319</sup> OMC, *Agriculture: des marchés plus équitables pour les agriculteurs*, en ligne <[https://www.wto.org/french/thewto\\_f/whatis\\_f/tif\\_f/agrm3\\_f.htm](https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/agrm3_f.htm)>

<sup>320</sup> Nation Unies, « *World Population Prospects* », Volume I 2017 Revision, p. xxi. En ligne <[https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017\\_Volume-I\\_Comprehensive-Tables.pdf](https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_Volume-I_Comprehensive-Tables.pdf)>

Aujourd'hui, l'agriculture est une source importante de pollution que ce soit les rejets de gaz à effet de serre notamment dans l'élevage de bétail ou lié aux transports de matériaux, l'emploi de produits chimiques filtrés par les sols ou rejetés dans les eaux ou l'agrandissement des terres agricoles qui accélèrent la déforestation. L'évolution des techniques de production pour augmenter le rendement s'est accompagnée comme dans de nombreux domaines d'une augmentation de la pollution. Pour autant, on ne peut pas affirmer que la libéralisation des échanges dans le domaine agricole soit de fait source d'impact environnemental négatif. En effet, il est possible de considérer que si la libéralisation se manifeste par d'importants soutiens de la production dans certains pays, les impacts environnementaux des politiques publiques peuvent aussi être efficaces pour la protection de l'environnement<sup>321</sup>.

De plus, l'agriculture est un domaine qui a fait naître de nombreux différents importants comme les affaires concernant la viande aux hormones<sup>322</sup> ou les OGM<sup>323</sup>. Toutefois, l'Accord sur l'agriculture ne possède pas de mesures de protection directes de l'environnement, car il encadre les subventions agricoles, notamment les subventions internes et les aides à l'exportation. Toutefois, certaines mesures peuvent avoir un impact de préservation environnementale. Donc, une aide indirecte à la conservation. D'une façon générale, l'Accord sur l'agriculture vise plutôt à la réduction des aides aux agriculteurs pour ne pas perturber le marché des produits agricoles.

Dans le droit de l'OMC, les subventions sont séparées en trois catégories. Tout d'abord, les subventions dites « rouges » qui sont interdites, les « oranges » qui doivent être réduites, et les « vertes » qui sont autorisées.

---

<sup>321</sup> Fontagné, Lionel et Mondher Mimouni. « L'environnement, nouvel obstacle au commerce de produits agricoles et alimentaires » (2001) no 87:3 Economie internationale 63-87.

<sup>322</sup> Supra note 311

<sup>323</sup> Supra note 240

Mais dans le domaine agricole, les subventions suivent une autre nomenclature. D'abord les « oranges », qui englobent les subventions internes qui pour la plupart, ont des effets de distorsion sur la production et les échanges. Ce sont notamment des mesures de soutien des prix ou des subventions directement liées aux quantités de production. Puis, les subventions « bleues » qui sont des subventions oranges soumises à conditions<sup>324</sup>. Tout soutien qui relèverait normalement de la catégorie orange entre dans la catégorie bleue, s'il oblige les agriculteurs à limiter leur production<sup>325</sup>. Enfin, les subventions dites « vertes » sont intégralement autorisées. Elles sont encadrées par l'Annexe 2 de l'Accord. Pour entrer dans cette catégorie, les mesures doivent avoir des effets de distorsions du marché nuls ou minimes<sup>326</sup>. Elles doivent aussi être émises depuis des fonds publics sans augmentation de prix pour le consommateur et ne pas apporter de soutien aux prix<sup>327</sup>. Si les subventions en cause ne respectent pas les conditions de l'Annexe 2 alors, elles ne devront pas dépasser un niveau *de minimis* car intègrent la catégorie orange. Ce niveau *de minimis* est généralement 5% de la production agricole pour les pays développés ou 10% pour les pays en développement. Les trente-deux Membres de l'OMC qui accordaient des subventions excédant les niveaux *de minimis* au début de la période de réforme consécutive au Cycle d'Uruguay se sont engagés à réduire ces subventions.

Dans la catégorie verte nous retrouvons des subventions issues de programmes des services publics, notamment des services généraux<sup>328</sup>. Ainsi, les dépenses liées à des programmes de fourniture de services ou des avantages à l'agriculture ou la communauté rurale dans son ensemble et qui

---

<sup>324</sup> Accord sur l'agriculture, article 6.5

<sup>325</sup> Supra note 310

<sup>326</sup> Accord sur l'agriculture, Annexe 2.1

<sup>327</sup> Accord sur l'agriculture, Annexe 2.1 a)

<sup>328</sup> Accord sur l'agriculture, Annexe 2.2

n'impliquent pas de versement direct aux producteurs, ni transformateurs, sont de catégories vertes selon leurs objectifs<sup>329</sup>.

L'Annexe 2.2 a) prévoit alors le cas de la « recherche, y compris la recherche de caractère général, la recherche liée aux programmes de protection de l'environnement, et les programmes de recherche se rapportant à des produits particuliers »<sup>330</sup>. C'est donc, le financement d'une politique publique plus qu'une subvention aux agriculteurs.

De plus, le paragraphe 12 de l'Annexe 12 prévoit la possibilité « Versements au titre de programmes de protection de l'environnement ». Ces versements sont possibles dans un cadre particulier, celui « d'un programme public clairement défini de protection de l'environnement ou de conservation ». Ces versements seront limités à la perte de revenu ou les coûts supplémentaires engendrés par le respect d'un programme public.

Nous pouvons mettre cette disposition avec l'objectif de remplacement « cultures de plantes narcotiques illicites »<sup>331</sup>. En effet, ces terrains cultivables peuvent être l'occasion du développement d'une agriculture raisonnée. L'intégration économique serait alors un vecteur de protection de l'environnement. Cette démarche serait parfaitement intégrée dans l'objectif de développement durable de l'OMC. En même temps, financer les moyens de protection de l'environnement va pouvoir impliquer une transition écologique dans les modes de productions et donc de consommation. Cette approche est parfaitement intégrée à l'objectif de développement durable. Toutefois, les agricultures environnementales semblent freiner les acteurs du monde agricole, car plus contraignantes, avec des rendements parfois moins élevés.

---

<sup>329</sup> Ibid.

<sup>330</sup> Accord sur l'agriculture, Annexe 2.2 a)

<sup>331</sup> Accord sur l'Agriculture, article 6.2



Il faut donc se demander si les subventions sont de bons moyens de protection de l'environnement. Les subventions sont donc en accord avec les objectifs de développement durable. En effet, elles peuvent dans un sens, soutenir la production et la consommation de produits locaux. C'est un avantage écologique dans le sens où les transports sont une source importante d'émission de gaz à effet de serre. Toutefois, on peut parfois douter de l'efficacité de cette méthode. En effet, ces politiques financées par les fonds publics peuvent faire face à des oppositions politiques internes. Donc même si le droit de l'OMC laisse l'espace pour prendre des mesures commerciales en faveur de l'environnement, la responsabilité de le faire ou non reste à la charge des Membres<sup>332</sup>.

Toutes les subventions émises par un Membre peuvent être contestées devant l'ORD, peu importe si son objectif est légitime ou non. Cette ouverture au différend répond de la logique OMC qui veut qu'aucune mesure notamment unilatérale ne puisse venir amoindrir les droits d'un Membre<sup>333</sup>.

Trois effets indésirables d'une mesure sont observables. Un dommage à la branche de production nationale du membre importateur causé par des importations subventionnées, un préjudice grave généralement sur le marché du membre subventionnaire ou dans celle d'un pays tiers et l'annulation ou la réduction des avantages résultant du GATT de 1994, qui survient généralement lorsque l'amélioration attendue de l'accès aux marchés résultant d'une réduction tarifaire consolidée est compromise par des subventions.

Même si la protection de l'environnement ou la sécurité alimentaire sont reconnues comme des objectifs légitimes par le droit de l'OMC, les mesures en ce sens peuvent se voir critiquées par

---

<sup>332</sup> Kask, Ulla. « Subsidies and the Environment » dans Tony Allan, Brendan Bromwich, Martin Keulertz et Anthony Colman, dir, *The Oxford Handbook of Food, Water and Society*, 1<sup>re</sup> éd, Oxford, Oxford University Press, 2019

<sup>333</sup> Ibid.

d'autres Membres sur des fondements économiques. L'Accord sur l'Agriculture reste un outil de libéralisation des échanges comme tous les accords de l'OMC.

Nous pouvons quand même affirmer que l'OMC a un rôle dans l'impact des politiques de subvention et la protection de l'environnement. En effet, lors de négociation, si la volonté de réduire les subventions qui perturbent le commerce des produits agricoles et dégradent l'environnement est majoritaire. Cela permettrait de dégager des ressources financières conséquentes pour les investir dans les domaines du développement durable.

En ce sens, les États Membres devraient demander des restrictions plus strictes concernant ces subventions, notamment dans les négociations de nouveaux accords comme celui concernant les pêcheries.

Finalement, la question des subventions est aussi abordée par un autre Accord de l'OMC, l'Accord sur les Accords sur les subventions et les mesures compensatoires. Toutefois, l'article 21.1 de l'Accord sur l'agriculture affirme que ses dispositions s'appliqueront au détriment des autres accords en cas de conflit. Dans le cadre d'une subvention du domaine agricole, c'est une application du principe *specialia generalibus derogant*, les lois spéciales dérogent aux lois générales.

L'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) traite de deux points liés dans la pratique. L'octroi de subvention par les Membres et les mesures compensatoires qui cherchent à neutraliser les dommages provoqués par des importations subventionnées. Toutefois, seule la partie concernant les subventions contient des dispositions pouvant jouer un rôle dans la protection de l'environnement.

L'accord SMC donne la définition d'une subvention à l'article premier. Elle énonce trois critères principaux. Une définition existe s'il y a une contribution financière<sup>334</sup>, faite par des pouvoirs

---

<sup>334</sup> Accord SMC, Article 1.1a) 1)

publics ou de tout organisme public du ressort territorial d'un Membre<sup>335</sup> et accorde donc un avantage<sup>336</sup>. Comme dit plus haut, il existe trois types de subventions dans le droit de l'OMC, séparés dans trois parties distinctes de l'Accord SMC.

La première catégorie de subvention concerne les subventions prohibées<sup>337</sup>, dite subvention rouge. Ce sont les subventions à l'exportation<sup>338</sup>, celles qui sont donc accordées en fonction des résultats à l'exportation. Elles sont interdites, car elles permettent de faire entrer sur les marchés étrangers des biens de prix moins élevés et donc viendraient fausser la concurrence. Ce sont aussi les subventions liées à la teneur en éléments d'origine nationale<sup>339</sup>. Celles-ci incitent à utiliser des produits nationaux plutôt que des produits importés dans les méthodes de fabrication. C'est une atteinte directe à la règle du traitement national. Dans les deux cas, elles provoquent des atteintes directes aux intérêts des autres Membres et sont donc interdites et ne peuvent être maintenues<sup>340</sup>.

La deuxième catégorie est celle des subventions pouvant donner lieu à une action<sup>341</sup> ou les subventions oranges. Elles ne sont pas prohibées, mais peuvent être contestées devant le mécanisme de règlement de différends ou donner lieu à des mesures compensatoires, si elles causent des effets défavorables pour les intérêts d'autres Membres. Ces dommages sont de trois types. Le premier peut donner lieu à des mesures compensatoires, c'est le dommage causé à une branche de

---

<sup>335</sup> Ibid.

<sup>336</sup> Accord SMC, article 1.1 b)

<sup>337</sup> Accord SMC, Partie II

<sup>338</sup> Accord SMC, article 3.1 a)

<sup>339</sup> Accord SMC, article 3.1 b)

<sup>340</sup> Accord SMC, article 3.2

<sup>341</sup> Accord SMC, Partie III

production par les exportations subventionnées<sup>342</sup>. Le second est le préjudice grave sur le marché du Membre qui accorde la subvention ou sur celui d'un pays tiers<sup>343</sup>. C'est une cause de plainte devant le mécanisme de règlement des différends. Enfin, l'annulation ou la réduction d'avantages admis par le GATT, notamment un accès au marché suite aux réductions tarifaires consolidées compromises par des subventions en cause<sup>344</sup>.

Enfin les subventions qui ne peuvent pas donner lieu à des actions dites vertes<sup>345</sup>. Ce sont donc celles qui ne sont pas prévues par les articles cités à l'article 2, celles de la catégorie des subventions prohibées. Cette catégorie est pertinente pour la protection environnementale. L'article

8.2 c) prévoit qu'une « aide visant à promouvoir l'adaptation d'installations existantes à de nouvelles prescriptions environnementales imposées par la législation et/ou la réglementation qui se traduisent pour les entreprises par des contraintes plus importantes et une charge financière plus lourde » ne pourra pas donner lieu à une action. Cette immunité porte le risque d'une contestation devant l'ORD ou une mesure compensatoire. Cette protection de la subvention est tout de même conditionnée. La subvention doit être ponctuelle, limitée à 20% des coûts d'adaptation, ne pas couvrir les frais de remplacement et d'exploitation des entreprises. La subvention doit être liée et proportionnée à la réduction des nuisances et de la pollution et être offerte à toutes les entreprises qui pourraient adopter ce nouveau matériel ou procédé de production<sup>346</sup>.

---

<sup>342</sup> Accord SMC, article 5 a)

<sup>343</sup> Accord SMC, article 5 c)

<sup>344</sup> Accord SMC, article 5 b)

<sup>345</sup> Accord SMC, Partie IV

<sup>346</sup> Accord SMS, article 8.2 c)

Cette disposition de l'accord SMC est une ouverture pour les Membres qui voudraient développer l'économie verte donc le développement durable. C'est la reconnaissance implicite de la part de l'OMC, qu'il est légitime pour des objectifs socialement acceptables comme la protection de l'environnement, que l'État puisse participer au financement d'une modification du commerce. Toutefois, en respect du principe de spécialité, la liste des conditions est longue pour pouvoir bénéficier d'une subvention sans actions possibles et vient donc atténuer la portée de cette disposition. Cette accumulation peut donc rendre cette catégorie difficile à appliquer. Ceci poussa certains États à argumenter contre cette catégorie lors des négociations sur l'accord SMC, car ne sera pas utilisable.

De plus, une formalité administrative supplémentaire est destinée aux programmes de subventions ne donnant pas lieu à des actions. En effet, comme pour toutes subventions, les programmes doivent être notifiés au Comité sur les subventions et les mesures. Seulement selon l'article 8.3 elle doit être notifiée avant sa mise en œuvre pour que le Comité puisse « évaluer la compatibilité du programme avec les conditions et critères prévus ». Cette procédure permettra de déterminer si la mesure respecte les conditions de la catégorie verte. Ainsi, en cas de non-respect des conditions, les mesures en questions pourront donner lieu à des décisions contraignantes notamment par arbitrage. Cette rigueur formaliste n'est pas absolue, car, si une subvention n'est pas notifiée dans ces conditions, mais que lors d'un examen ultérieur, il s'avère que les conditions de la catégorie verte sont remplies alors le programme de subvention en question sera traité comme tel<sup>347</sup>.

Finalement, nonobstant l'apparente protection donnée par le titre « ne donnant pas lieu à une action », certains cas de figure peuvent donner lieu à des réclamations auprès de l'OMC. En effet, si un Membre affirme qu'une subvention de catégorie verte, provoque « un tort qui serait difficilement

---

<sup>347</sup> Accord SMC Article 8.3, note explicative 35

réparable »<sup>348</sup>. Dans les soixante jours, les Membres pourront tenter de trouver une solution concertée. Si ce délai n'aboutit pas à un consensus, le Comité examinera le litige afin de présenter des recommandations. Le Membre en cause aura six mois pour mettre sa politique nationale en conformité, sous peine de voir le Membre demandeur autorisé à adopter des contre-mesures proportionnelles.

#### b) Les brevets à fonction environnementale

Un seul domaine du droit de la propriété intellectuelle dans le droit de l'OMC, touche à la protection de l'environnement, les brevets. Au sein de la section 5 de l'Accord sur les aspects de droit de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), l'article 27 donne la possibilité aux Membres d'exclure de la brevetabilité deux catégories d'éléments.

En effet, le brevet permet d'assurer à son titulaire à titre exclusif de « fabriquer, utiliser, offrir à la vente, vendre ou importer » dans le cas des produits<sup>349</sup>. Pour les procédés, il assure l'exclusivité de son utilisation au titulaire, mais aussi d'en faire commerce donc la vente<sup>350</sup>. Il peut tout de même offrir des contrats de licence qui permet l'utilisation de procédés sous certaines conditions<sup>351</sup>.

L'article 27.2 permet d'exclure « de la brevetabilité les inventions dont il est nécessaire d'empêcher l'exploitation commerciale sur leur territoire pour protéger [...] la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, ou pour éviter de graves atteintes à l'environnement, à

---

<sup>348</sup> Accord SMC, article 9.1

<sup>349</sup> Accord ADPIC, article 28.1 a)

<sup>350</sup> Accord ADPIC, article 28.1 b)

<sup>351</sup> Accord ADPIC, article 28.2

condition que cette exclusion ne tienne pas uniquement au fait que l'exploitation est interdite par leur législation ».

L'exclusion à la brevetabilité peut aussi concerner « les végétaux et les animaux autres que les micro-organismes, et les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux »<sup>352</sup>. Les Membres se voient tout de même imposer une protection active des « variétés végétales par des brevets, par un système sui generis efficace, ou par une combinaison de ces deux moyens »

L'interdiction rendue possible par l'article 27.2 peut représenter un acte fort de la part d'un Membre. En effet, en refusant d'attribuer un brevet, il refuse l'utilisation d'un produit ou procédé sur son territoire. Il fermera donc la porte au développement économique au profit de la protection environnementale. Cette situation peut aussi être une leçon pour l'ensemble du système multilatéral. En refusant l'économie au profit de l'environnement, l'État protégera son écosystème et donc les ressources qui servent à son commerce actuel.

Aujourd'hui la grande majorité des différends concernant les brevets porte sur des produits pharmaceutiques. Toutefois, les brevets peuvent avoir un impact sur la protection environnementale. Dans le cas de l'article 27.3, le fait d'apposer un brevet sur une plante empêche son exploitation commerciale et dans certains cas la surexploitation. Les brevets pourraient avoir un effet inverse. Un procédé ou un produit favorable à l'environnement pourrait se voir attribuer un régime spécial facilitant l'obtention d'un brevet et laissant place à des licences d'exploitation pour développer le procédé et ainsi enclencher un changement dans les modes de fabrication ou de consommation. Bien que cette solution paraisse utopique, car économiquement moins rentable pour le titulaire du brevet, il peut servir à créer une économie plus respectueuse de l'environnement, une économie

---

<sup>352</sup> Accord ADPIC, article 27.2

verte. L'objectif n'est donc pas ici d'interdire un comportement néfaste pour les écosystèmes, mais bien de donner la possibilité au plus grand nombre de profiter des effets positifs ou peut-être moins négatifs, d'un produit ou procédé.

## **B. L'influence du droit international de la protection environnementale dans les décisions de l'ORD**

Il y a théoriquement deux façons dans le droit de l'OMC d'aborder la question de l'environnement, le règlement des différends par l'OMC ou la négociation entre les Membres<sup>353</sup>. Pour l'instant les Membres semblent incapables de définir des règles communes pour se saisir pleinement de la problématique et préfèrent se tourner vers un arbitre, à savoir l'ORD. Les décisions des Groupes Spéciaux et de l'Organe d'appel appliquent donc le droit de l'OMC, mais restent influencées par le reste du droit international. Tout d'abord, la Convention de Vienne sur le droit des Traités (1), mais aussi les Accords environnementaux multilatéraux (AEM) (2).

### 1. L'évolution de l'interprétation sous le GATT de 1947 et l'OMC

#### a) L'interprétation par les groupes spéciaux sous le GATT de 1947

La question de l'interprétation du droit par les Groupes Spéciaux sous le GATT permet d'observer une forte évolution, mais il est plus simple de distinguer deux périodes, donc deux

---

<sup>353</sup> Supra note 270



méthodes qui ont chacune un impact particulier<sup>354</sup>. Le développement hésitant d'une réelle méthode d'interprétation de la part des membres des Groupes Spéciaux est l'une des conséquences, voir des séquelles de l'échec de la Charte de la Havane.

i) L'absence de codification.

La première période s'étend de 1947, date d'entrée en vigueur du GATT à 1980, date d'entrée en vigueur de la Convention de Vienne sur le droit des traités<sup>355</sup>. Elle se caractérise par une absence de codification des règles d'interprétation par le GATT.

De plus, les Groupes Spéciaux ne laissaient pas de place, dans les rapports, à l'explication de leurs méthodes d'interprétation des traités<sup>356</sup>. Le premier rapport qui donne une explication succincte de sa méthode concerne l'affaire Discrimination italienne c. Machines agricoles importées de 1958<sup>357</sup> qui indique que le langage utilisé par les rédacteurs du GATT est le meilleur moyen de s'assurer de l'intention des rédacteurs.

Se développe alors l'utilisation d'une méthode qui consistait à se baser sur les comptes-rendus des négociations pour déterminer si une mesure en cause respectait les volontés des rédacteurs.

Toutefois, il subsiste des approximations notamment, car les références historiques sont faites en

---

<sup>354</sup> Seron, Isabelle. *L'application des règles d'interprétation de la Convention de Vienne sur le droit des traités dans le cadre de l'ALE, de l'ALENA, du GATT, de l'OMC et de l'Union européenne*, Institut de droit comparé, Université McGill, 1999

<sup>355</sup> Nations Unies, *Convention de Vienne sur le droit des traités*, conclue le 23 mai 1969 (entrée en vigueur le 27 janvier 1980)

<sup>356</sup> Petersmann, Ernst-Ulrich. *The GATT/WTO Dispute Settlement System International Law, International Organizations and Dispute Settlement*, 23, coll Nijhoff Law Specials, La Haye, Kluwer Law international, 1997. p. 112

<sup>357</sup> *Discrimination italienne c. Machines Agricoles importées*, Rapport du Groupe Spécial, L/833 - 7S/64, 1958, para 13

termes généraux, car les membres des Groupes Spéciaux pouvaient parfois avoir des souvenirs personnels de ces négociations<sup>358</sup>. Les travaux préparatoires font évidemment autorité, car ils sont à la source des textes à interpréter. Les groupes spéciaux ont donc donné beaucoup d'importance aux travaux préparatoires alors que les règles coutumières internationales d'interprétation les considèrent comme des moyens complémentaires d'interprétation notamment, car la plupart des parties du GATT n'avaient pas participé à la rédaction du GATT<sup>359</sup>. Ces travaux préparatoires sont la source du principe de spécialité dans les textes de l'OMC. Une application proche des textes et des volontés des rédacteurs vont donc automatiquement refléter une protection de la libéralisation des échanges.

Cette méthode pose plusieurs problèmes. Le premier est le manque de transparence dans l'application du droit et le caractère partial de la méthode d'interprétation. De plus, elle enferme le droit du GATT sur lui-même. Ainsi, le contexte juridique et donc les problématiques évoluant, certains domaines jugés comme secondaires le resteront malgré l'importance qu'ils peuvent développer dans d'autres sphères du droit international. La protection environnementale n'était pas un sujet important pour les rédacteurs du GATT, il ne le sera donc pas pour les membres des Groupes Spéciaux qui adopteront cette méthode. Ces membres avaient d'ailleurs parfois participé aux négociations, il est donc imaginable qu'il y ait eu des interprétations politiques dans certains différends.

---

<sup>358</sup> Hallström, Pär et Richard Senti. *The GATT panels and the formation of international trade law*, 1<sup>re</sup> éd, Stockholm, Juristforlaget, 1994. note 20 p. 179

<sup>359</sup> Croley, Steven P. et John H. Jackson. « WTO Dispute Procedures, Standard of Review, and Deference to National Governments » (1996) 90:2 *The American Journal of International Law* 193-213 p. 1205

Pour pallier à ces biais d'interprétation, les Membres adoptent en 1979 un « Mémoire d'accord relatif à la notification, la consultation, le règlement des différends et la surveillance » qui codifia la pratique coutumière du GATT dans le domaine du règlement des différends<sup>360</sup>.

La seconde période commence en 1980 et va jusqu'à la création de l'OMC où plusieurs méthodes se succèdent notamment influencées par l'entrée en vigueur de la Convention de Vienne en 1980.

Durant les années 80, la méthode de l'utilisation des rapports existants comme « précédents » lors des procédures de règlement des différends se développe. Ainsi, le principe de primauté du droit permet d'effacer les hésitations notamment causées par un système de justice de diplomates au sein du GATT. Toutefois, ces méthodes ne s'intègrent pas dans le droit international général et notamment ne suivent pas les règles de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Sa méconnaissance était d'ailleurs considérée comme « blâmable », encore en 1986<sup>361</sup>.

De 1986 à 1993, plusieurs méthodes vont se succéder pour approcher une bonne interprétation du GATT. Les Groupes Spéciaux appliquent d'abord la méthode historique en se référant quasi exclusivement aux travaux préparatoires de la charte de la Havane et de la Conférence de Londres. Malgré la logique de la méthode, ceci contrevient aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne. Selon ces articles, les travaux préparatoires sont des « moyens complémentaires d'interprétations » et doivent donc être utilisés en dernier ressort<sup>362</sup>. Nous retrouvons alors la problématique d'imprévisibilité et de manque de sécurité juridique<sup>363</sup>.

---

<sup>360</sup> OMC, *Mémoire d'accord relatif à la notification, la consultation, le règlement des différends et la surveillance*, adopté le 28 novembre 1979, L/4907. En ligne <[https://www.wto.org/french/docs\\_f/legal\\_f/tokyo\\_notif\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/tokyo_notif_f.pdf)>

<sup>361</sup> MCGovern, E. « Dispute Settlement in the GATT - Adjudication or Négociation ? » dans M Hilf, Francis G Jacobs et Ernst-Ulrich Petersmann, dir, *The European Community and Gatt*, Deventer, the Netherlands ; Boston, Kluwer Law International, 1986. §73 p. 80

<sup>362</sup> *États-Unis - Restriction à l'importation de sucre*, Rapport du Groupe Spécial, L/6514 - 36S/372, 22 juin 1989

<sup>363</sup> Kuyper, P. J. « The law of GATT as a special field of international law : Ignorance, further refinement or self-contained system of international law ? » (1994) 25 *Netherlands Yearbook of International Law* 227-257, p.230

## ii) L'adoption d'une méthode textuelle

Les Groupes Spéciaux vont ensuite se tourner vers la méthode textuelle et notamment l'étude du langage pour interpréter le GATT. En se concentrant sur les termes utilisés et donc en se rapprochant des dispositions de la Convention de Vienne, les Groupes Spéciaux prendront plusieurs critères en considération. Pour éviter les interprétations trop littérales, le contexte est utilisé et les Rapports font référence aux notes interprétatives incorporées dans l'Accord Général. De plus, une logique se dégage dans la recherche d'interprétation uniforme. Ainsi, les membres des Groupes Spéciaux refusent l'interprétation d'une disposition qui en rendrait une autre superflue, redondante ou imprévisible<sup>364</sup>. Nous retrouvons aujourd'hui cette logique d'interprétation uniforme dans le droit de l'OMC avec l'article 3.2 du Mémoire d'accord qui rappelle que « Le système de règlement des différends de l'OMC est un élément essentiel pour assurer la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral ».

Les interprétations se fondent également sur les principes et l'objectif du GATT<sup>365</sup>. Ce sont les premières esquisses du principe de spécialité des organisations internationales que nous retrouvons sous l'OMC. Le fait que cette précision soit faite dans l'un des premiers différends impliquant des mesures environnementales est intéressant. Pour la première fois, le Groupe Spécial se voit confronté à des valeurs écologiques non marchandes. Il a pour réflexe de protéger le système commercial multilatéral.

En suivant l'objectif d'interprétations uniformes, les Groupes Spéciaux font aussi référence aux Rapports précédemment rendus<sup>366</sup>. Sous le GATT comme sous l'OMC, les différends déjà tranchés

---

<sup>364</sup> Nichols, Philip M. « GATT Doctrine » (1995) 36:2 Va J Int'l L 379-466, p.425. Cite l'affaire *États-Unis - Customs user fee*, Rapport du Groupe Spécial, L/6264 - 35S/245, 2 février 1988

<sup>365</sup> *État-Unis - restriction à l'importation de thon*, rapport du Groupe Spécial, DS21/R, 3 septembre 1991, rapport non adopté, para 194 et 195

<sup>366</sup> MCGovern E. Supra note 361, para. 73 à la p.79

n'ont pas valeurs de précédents. Le Rapport dans l'affaire Canada - Restriction à l'importation de crème glacée et de yoghourt, soutient que ces Rapports précédents « sont pertinents, mais ne règlent pas la question pour l'avenir ». Les Groupes Spéciaux font donc référence à « une pratique de longue date » ou « une pratique établie du GATT ».

Ainsi, entre les années 70 et les années 80, se forme un modèle d'interprétation approuvé. Dans l'ordre, les Groupes Spéciaux, vont considérer les termes utilisés, le but de l'Accord puis l'intention des rédacteurs du GATT.

#### b) L'application de la Convention de Vienne

Finalement, il faut relever que les organes de jugement de l'OMC sont tenus d'appliquer le droit et de l'interpréter selon les articles 31 et 32 de la Convention de Vienne. En effet, l'article 3.2 du Mémorandum indique que l'une des missions de l'ORD est de « clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. ». Or, les règles coutumières d'interprétation du droit international sont codifiées dans la Convention de Vienne. L'Organe d'appel le rappelle rapidement sous l'OMC, lors de l'affaire *Essence*<sup>367</sup>. Ces articles adoptent une double approche à la fois textuelle avec des outils complémentaires dans le cas de termes obscurs dont l'interprétation n'est pas possible avec les outils de l'article 31.

#### i) L'objectivité de l'article 31.1 de la Convention de Vienne.

Le premier moyen d'interprétation d'un texte est « le sens ordinaire » des mots, « dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but »<sup>368</sup>. Cette disposition assure que l'interprétation d'un texte

---

<sup>367</sup> Supra note 93, para 18 et 19

<sup>368</sup> Supra note 151, article 31.1

par un organe de jugement judiciaire ou quasi-judiciaire ne vienne pas dénaturer un texte et donc détourner l'application d'un Accord. Le principe de spécialité de l'OMC se nourrit de cette méthode. En effet, les textes de l'OMC citent logiquement l'environnement et les valeurs non marchandes, bien moins souvent que la libéralisation des échanges. De ce fait, les interprétations porteront majoritairement vers la libéralisation des échanges conformément au principe de spécialité de l'OMC.

Tout d'abord, concernant le « sens ordinaire » des termes, on comprend que l'objectif est la recherche de l'intention des parties rédactrices d'un Accord. Dans le cas du GATT ou des accords de l'OMC, leur intention était l'organisation des échanges commerciaux. Ainsi, plus précisément l'objectif du GATT est la libération des échanges commerciaux.

Les mots ont donc une importance primordiale dans l'interprétation. Ainsi, lors de l'Affaire États-Unis - Essence, le fait que les termes soient différents dans les sous-paragraphes b) et g) de l'article XX, témoigne de la volonté d'une approche différente par les rédacteurs du GATT. Le sous-paragraphes b) demande une mesure « nécessaire à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux » alors que le sous-paragraphes g) admet que ce soit une mesure « se rapportant à la conservation des ressources naturelles épuisables. La différence de traitement se fait à deux niveaux.

La première est la nuance entre « nécessaire » et « se rapportant ». La nécessité, nous l'avons vu est plus difficile à faire reconnaître car plus contraignante. Il est possible de déduire de cette différence syntaxique que les rédacteurs souhaitaient qu'il soit plus simple d'admettre une exception pour la protection des ressources naturelles épuisables que pour la vie et santé des êtres vivants. Peut-être que le potentiel économique des ressources naturelles a influencé le choix des termes.

La méthode textuelle permet aussi de circonscrire une disposition à son rôle et de ne pas lui donner plus de sens. C'est ce que fait l'Organe d'appel dans l'affaire Essence, en affirmant « En matière d'interprétation des traités, la règle fondamentale veut que l'interprète du traité lise et interprète les mots qui sont effectivement utilisés dans l'accord à l'examen et non les mots qui auraient dû être utilisés à son avis »<sup>369</sup>.

Concernant le Chapeau introductif, le Groupe Spécial affirme que son rôle est d'éviter les abus de droit. Mais cette analyse est forcément faite a posteriori, c'est une « présomption de sens »<sup>370</sup>. On peut dans un sens remettre en doute la recherche de la volonté des rédacteurs. En effet cette recherche se fera obligatoirement a posteriori et donc toujours avec l'influence de l'histoire juridique qui sépare le juge et la rédaction du texte.

## ii) L'importance du contexte selon l'article 31.2

L'article 31.2 définit le contexte comme « a) Tout accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité; b) Tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité. »

Les Groupes Spéciaux se servent du contexte comme ensemble de texte juridique notamment en se référant aux Préambules. Le Préambule, bien que sans valeur contraignante sert à donner l'orientation, les objectifs d'un texte, il est donc intéressant de s'y référer lors de l'interprétation des dispositions de ce texte. L'interprétation se base alors sur l'objet et le but du traité. Dans l'affaire

---

<sup>369</sup> Supra note 299, para 181

<sup>370</sup> Ruiz Fabri, Hélène. « Chronique du règlement des différends 1996-1998 » (1999) 126:2 JDI 452-506, p. 455

Hormones, l'Organe d'appel se réfère au Préambule de l'Accord SPS dans la recherche de la pertinence du principe de précaution. L'Organe d'appel, s'en sert aussi pour l'interprétation de l'article XX g) du GATT pour rappeler les objectifs du GATT et donc le sens à donner lors de l'interprétation des exceptions<sup>371</sup>.

Cette disposition conçoit le contexte comme un ensemble de textes juridiques qui pourrait s'apparenter au litige. Mais le droit de l'OMC conçoit le contexte comme les conditions et situations économiques, géographiques ou politiques des Membres. Ainsi à plusieurs reprises, le contexte particulier de chaque Membre est pris en compte, mais pas dans le sens de la Convention de Vienne<sup>372</sup>. Dans le cas de la protection environnementale, la prise en compte du contexte en ce sens peut assurer une meilleure considération pour l'état des écosystèmes ou les moyens accessibles par les Membres pour la sauvegarde de la faune et de la flore.

Cette deuxième interprétation du contexte permet de développer la méthode de l'effet utile, *ut res magis valeat quam pereat*, cité comme conséquence des dispositions de la Convention de Vienne<sup>373</sup>. Le principe de l'effet utile indique qu'il faut interpréter les stipulations d'un traité dans le sens où elles produisent un effet positif plutôt que dans le sens où elles n'en produisent aucun. Ce principe permet aussi de justifier l'interprétation évolutive<sup>374</sup> et donc l'élargissement des compétences de l'OMC grâce à l'interprétation des Rapports de l'ORD. Cette vision de l'ORD permet notamment la

---

<sup>371</sup> Supra note 108, para153 « Nous notons encore une fois que ce texte démontre que les négociateurs de l'OMC ont reconnu que l'utilisation optimale des ressources mondiales devait se réaliser conformément à l'objectif de développement durable. Étant donné que ce préambule dénote les intentions des négociateurs de l'Accord sur l'OMC, il doit, selon nous éclairer, ordonner et nuancer notre interprétation des accords annexés à l'Accord sur l'OMC, le GATT de 1994 en l'espèce. Nous avons déjà fait observer qu'il convenait de lire l'article XX g) du GATT de 1994 à la lumière dudit préambule. »

<sup>372</sup> Supra note 108, para 152 - 154

<sup>373</sup> Supra note 93, p. 25-26 « L'un des corollaires de la "règle générale d'interprétation" de la Convention de Vienne est que l'interprétation doit donner sens et effet à tous les termes d'un traité. Un interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité »

<sup>374</sup> Supra note 108, para 130-133



reconnaissance de certains animaux comme ressources naturelles épuisables et donc avancer vers leur protection. Ceci permet aussi de faire progresser la libéralisation des échanges via la « jurisprudence » de l'OMC.

La question de la prise en compte du contexte comme ensemble de textes juridiques pose la question de l'articulation du droit de l'OMC avec les nombreux Accords environnementaux multilatéraux (AEM).

## 2. Le principe de spécialité de l'OMC et l'appréhension des Accords multilatéraux environnementaux

Les dispositions des articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités viennent soulever la question de l'application du droit international dans les différends soumis à l'ORD. En effet, l'article 31.3 c) de la Convention de Vienne sur le droit des traités indique que le contexte sera entendu avec « toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties ». Or dans le cas de la protection environnementale, la multitude d'accords environnementaux multilatéraux peut être considérée comme des règles pertinentes applicables dans les relations entre les parties. Il y a donc des conditions à la prise en compte de droit extérieur au droit de l'OMC. Notamment, car le droit extérieur à l'OMC ne doit pas venir perturber la libéralisation des échanges. En effet, il serait illogique d'intégrer des textes en conflit avec le principe de spécialité.

Il faut tout d'abord que ce soit une règle de droit international. Par exclusion ce ne peut pas être un principe plus large. Par ailleurs, cette disposition met en échec la reconnaissance de principe de précaution en droit de l'OMC. On peut donc intégrer dans cette catégorie les sources de droit international que sont la coutume internationale, les principes généraux reconnus par les États. D'autres traités étant eux aussi des règles de droit international sont compris dans le champ de l'article 31.3 c). Ce dernier impose aussi que la règle soit pertinente donc qui touche au même sujet.

Les AEM sont donc souvent pertinents en ce sens, car possèdent parfois des mesures de protection de l'environnement directement liées au commerce.

Rappelons que souvent dans ses décisions, l'Organe d'appel sanctionne l'unilatéralisme. Plus largement, le droit de l'OMC cherche à favoriser les solutions concertées entre les Membres. Le droit international de l'environnement s'étant largement développé, l'OMC devrait en profiter pour influencer son propre droit en attendant un accord sur le sujet, négocié par les Membres. Ceci ferait avancer le droit de l'OMC plus loin sur la piste du développement durable. Cette volonté de solution concertée est surtout rappelée par l'Organe d'appel<sup>375</sup>.

En plus de l'augmentation du nombre des AEM, le courant actuel est celui de leur renforcement du fait de la prise en compte accrue des problématiques environnementales et de la globalisation des conséquences du changement climatique. Le renforcement de ces accords passe par l'inclusion dans ces textes de clauses restrictives du commerce<sup>376</sup>. Il y a donc une forte opposition d'objectifs entre l'OMC et les AEM qui cherchent à restreindre les échanges commerciaux. Pourtant, la plupart des Membres de l'OMC sont signataires d'AEM et sont donc soumis à ces dispositions. Or, l'OMC est une « member-driven organization »<sup>377</sup>, une organisation dont l'ordre du jour est défini par ses Membres. Pendant un temps l'OMC a adopté une stratégie de « Wait and see »<sup>378</sup>. Mais aujourd'hui certaines questions importantes sont soulevées par les points de rencontre du commerce et de la protection environnementale, comme les produits biotechnologiques. Ce sont parfois des sujets qui font aussi l'objet d'AEM, l'exemple de la biotechnologie a poussé les États à conclure le Protocole

---

<sup>375</sup> Supra note 162

<sup>376</sup> Neumayer, Eric. « Trade Measures in Multilateral Environmental Agreements and WTO Rules: Potential for Conflict, Scope for Reconciliation » (2010) 55:3 *Aussenwirtschaft*, 403 – 426.

<sup>377</sup> Abbas, Mehdi. *L'Organisation mondiale du commerce et l'environnement : aspects institutionnels et réglementaires*, 1<sup>re</sup> éd, Grenoble, Laboratoire d'Economie de la Production et de l'Intégration Internationale, 2004, en ligne : <<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00002712>>

<sup>378</sup> Neumayer, Eric. supra note 376, p. 414

de Carthagène<sup>379</sup>. Ainsi, l'ORD a changé son approche entre aujourd'hui et les années 90. En 1994, à l'occasion de l'affaire Thon-Dauphon II, le Groupe Spécial affirme que seuls les accords internationaux signés par toutes les parties au GATT peuvent être considérés comme outils d'interprétation selon l'article 31 de la Convention de Vienne<sup>380</sup>. Le changement opère lors de l'affaire États-Unis - Crevettes. L'Organe d'appel fait référence à plusieurs accords internationaux dont toutes les parties au GATT ne sont pas signataires ou ne l'ont pas ratifié<sup>381</sup>. Toutefois, en 2006, l'Organe d'appel affirme « En relation avec le présent différend on peut donc dire que si une règle de droit international n'est pas applicable à l'un des quatre Membres de l'OMC qui sont parties au présent différend, la règle n'est pas applicable dans les relations entre tous les Membres de l'OMC. En conséquence, sur la base de notre interprétation de l'article 31 3) c), nous ne considérons pas que pour interpréter les Accords de l'OMC pertinents il nous faut tenir compte d'autres règles de droit international qui ne sont pas applicables à l'une des parties au présent différend. »<sup>382</sup>.

La question de l'intégration des AEM dans l'interprétation fait directement référence à la question de l'isolation clinique lors de lecture du droit de l'OMC. L'expression « isolation clinique » est apparue lors du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire États-Unis - Essence. Cette expression est depuis utilisée par la doctrine. Elle représente l'idée de ne lire le droit de l'OMC qu'en fonction du reste du droit de l'OMC, sans considération pour le reste du droit international. En effet, l'article 23 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends est souvent considéré comme « clause de compétence exclusive ». Cet article impose une compétence exclusive de l'ORD comme juge du

---

<sup>379</sup> Nations Unies, *Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques*, 29 janvier 2000 (entrée en vigueur : 11 septembre 2000). Sur l'articulation entre le Protocole et le droit de l'OMC voir Maljean-Dubois, Sandrine. « Le spectre de l'isolation clinique : quelle articulation entre les règles de l'OMC et les autres principes et instruments internationaux ? » (2008) 12:2 *Revue Européenne de Droit de l'Environnement* 159-169

<sup>380</sup> Supra note 204, para 5.19

<sup>381</sup> Supra note 108

<sup>382</sup> *Communauté européenne - Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, Rapport de l'Organe d'appel, WT/DS291/R WT/DS292/R WT/DS293/R, 29 septembre 2006, para 7.71

droit de l'OMC. Les Membres ne peuvent pas choisir lors d'un litige de faire trancher la question par un autre comptoir du simple fait de cette disposition même s'il serait plus approprié<sup>383</sup>.

Concernant le droit applicable, l'article 3.2 du Mémorandum d'accord impose qu'un organe de règlement des différends ne peut se référer qu'aux « accords visés » pour trancher un litige. L'article précise aussi que les organes de règlement doivent « clarifier les dispositions existantes de ces accords conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. ». Ainsi l'Organe d'appel dans l'affaire États-Unis - Essence, considère que « cette instruction est dans une certaine mesure la reconnaissance du fait qu'il ne faut pas lire l'Accord général en l'isolant cliniquement du droit international public »<sup>384</sup>. Il ouvre alors la voix pour la prise en compte d'accords extérieurs au droit de l'OMC pour interpellier les accords visés.

Une solution se distingue alors dans le droit de l'OMC pour éviter l'isolation clinique, la technique du renvoi. Le renvoi est défini comme « la relation entre l'ordre international et un ordre interne étatique ou celui d'une organisation internationale, par laquelle l'un de ces ordres fait régir par le droit substantiel de l'autre une question dont il est saisi »<sup>385</sup>. Dans la référence « aux règles coutumières d'interprétation du droit international public », l'ORD y voit une référence aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne. Ainsi, il est possible que les accords de l'OMC puissent faire des références, des renvois, vers des AEM largement répandues parmi les Membres pour élargir son ouverture à la protection environnementale et au développement durable. Bien qu'une meilleure articulation serait bénéfique à la protection environnementale, elle ne règle pas la question

---

<sup>383</sup> Vranes, Erich. *Trade and the Environment: Fundamental Issues in International Law, WTO Law, and Legal Theory*, coll WTO Law and Legal Theory, Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 88. En ligne <<https://www.oxfordscholarship.com/view/10.1093/acprof:oso/9780199562787.001.0001/acprof-9780199562787>>

<sup>384</sup> *États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, Rapport de l'Organe d'appel WT/DS2/AB/R, 29 avril 1996.

<sup>385</sup> Salmon, Jean. *Dictionnaire de droit international public*, 1<sup>re</sup> éd, Bruxelles, Bruylant, 2001, en ligne : Dictionnaire de droit international public, p. 972. En ligne <<https://www.lgdj.fr/dictionnaire-de-droit-international-public-9782802715207.html>>

d'application de dispositions contraires. Si un Membre ratifie un accord qui impose un comportement contraire au droit de l'OMC, la naissance d'un conflit est fort probable et pose donc la question de savoir quel mode de règlement sera préférable. En effet, si l'on considère le principe de spécialité, l'ORD de l'OMC viendra sanctionner les mesures trop restrictives au commerce, mais un arbitrage sous l'égide d'un AEM serait surement pas clément. Toutefois, l'intégration du droit de l'environnement permettrait nécessairement une meilleure application des impositions de l'OMC faisant référence à la vie et santé de personnes, plantes et animaux ainsi que la préservation des ressources naturelles<sup>386</sup>.

Toutefois, on peut reconnaître l'efficacité des sanctions en droit de l'OMC. L'ORD, est aujourd'hui l'un des éléments essentiel du système commercial multilatéral notamment grâce à des procédures contraignantes et dont les décisions sont largement appliquées. Considéré comme intégré et global, il englobe tous les accords de l'OMC. La variété des modes de règlements des différends mis en place par le Mémoire fait de l'OMC un comptoir de règlement efficace. Impliquant des concertations, mais aussi des décisions contraignantes et la possibilité de prendre des contre-mesures, le système assure aux Membres une protection de leurs avantages issu du droit de l'OMC. L'importance des avantages accordés par l'appartenance des Membres à cette organisation, les incite à un respect scrupuleux des règles et des sanctions. De plus, l'importance d'un Membre dans le commerce international donc au sein de l'OMC, va aussi influencer le comportement des pays moins importants. Les menaces des États-Unis seront sûrement considérées plus sérieusement que celle du Luxembourg dont le poids économique est moindre.

Pour certains auteurs, la solution se trouve dans le principe de soutien mutuel. Selon, Laurence Boisson de Chazournes et Makane Moïse Mbengue, « Le principe du soutien mutuel est un principe de cohérence et de coexistence entre les instruments juridiques internationaux. [...] Il commande

---

<sup>386</sup> Andela, Jacques Joël. « L'article XX du GATT de 1994 dans la jurisprudence de l'Organe de règlement des différends de l'OMC : une analyse sous le prisme environnemental » (2012) 25:1 Revue québécoise de droit international 1-28, p. 23

une lecture harmonieuse [et] intégrative des divers instruments juridiques internationaux dans l'optique de la préservation de leur intégrité et de la non-modification des droits et obligations y afférents et négociés au sein de fora internationaux distincts»<sup>387</sup>. Son objectif est d'éviter les conflits entre les accords internationaux et favoriser une interprétation uniforme dans tous les ordres juridiques. Le soutien mutuel implique qu'il soit possible d'appliquer des accords issus d'espaces normatifs distincts. Dans le cadre de l'interprétation lors de différends, il chercherait à faire prendre en considération à la même hauteur les accords de l'OMC et les AEM. Dans le cas d'un différend opposant une partie signataire d'un traité sans que l'autre le soit, le principe de support mutuel indiquerait de prendre en compte ce texte, contrairement à ce que préconise l'article 31.3 c) de la Convention de Vienne et la jurisprudence de l'ORD<sup>388</sup>.

---

## **Chapitre 2. La protection de l'environnement dans les sources non formelles du droit de l'OMC**

Les sources non formelles du droit de l'OMC ont l'avantage d'être nombreuses. Il est alors possible d'y voir une évolution de la prise en compte de la question de la protection environnementale. Du point de vue politique, les Décisions Ministérielles, permettent d'observer les oscillations de la considération des valeurs non marchandes et les étapes de réorientation des discussions (A). Dans le domaine environnemental, les travaux du Comité du Commerce et de l'Environnement sont fondamentaux pour l'OMC, tout comme sa capacité à coopérer avec d'autres organes de droit international. (B)

---

<sup>387</sup> Boisson de Chazournes, Laurence et Makane Moïse Mbengue. « A propos du principe du soutien mutuel, les relations entre le Protocole de Cartagena et les Accords de l'OMC » [2007] 4 *Revue générale de droit international public* 829-862. p. 830

<sup>388</sup> Ibid, p. 852

## **A. L'évolution de la considération environnementale dans les Déclarations Ministérielles et son adaptation au principe de spécialité de l'OMC**

### 1. Le contexte avant la création de l'OMC

Comme nous l'avons déjà évoqué, la protection environnementale n'était pas une considération importante lors de la rédaction du GATT. Le principe de spécialité de l'OMC strictement respecté ne prévoyait pas l'intégration des valeurs non marchandes en 1947. Le régime d'exception de l'article XX fut longtemps le seul moyen de protection de l'environnement admis. Pourtant son application est encore aujourd'hui extrêmement rare. Laissé en marge de l'ordre juridique du GATT, l'environnement est sûrement l'une des victimes de l'échec de l'ambitieuse Charte de La Havane. Il faut tout de même noter le contexte de création du GATT. A la sortie de la Seconde Guerre Mondiale, la priorité était la reprise économique des États pour permettre une reconstruction notamment des puissances en place. C'est cette priorité qui est à la source du principe de spécialité de l'OMC.

Il faut donc attendre le début des années 1970, pour voir la première interaction entre le droit du GATT et l'environnement. Dans un contexte de prise de conscience mondiale, les Nations Unies organisent en 1972, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de Stockholm. Les parties au GATT se voient demander d'y présenter un rapport sur le lien entre commerce et environnement<sup>389</sup>. Il est possible d'y voir une conscience naissante de l'impact négatif du commerce sur l'environnement et notamment les multiples formes de pollution que ce soit lors de la consommation des produits, leur production ou les rejets dans l'atmosphère<sup>390</sup>. Mais la majeure partie de ce rapport porte sur l'impact des mesures de protection de l'environnement sur le

---

<sup>389</sup> Watson, James. *The WTO and the Environment: Development of competence beyond trade*, coll Routledge Research in International Economic Law, Londres, Routledge, 2013

<sup>390</sup> GATT, *Industrial Pollution Control and International Trade*, *Studies in International Trade*, L/3538 9 juin 1971, p. 2 : « Man's natural environment is being degraded by (a) industrial products in their intended use (automobiles, DDT, detergents, etc, (b) products after they have been used (waste and junk), and (c) noxious emissions and wastes from the processes by which some, perhaps most, of these goods are being produced

commerce et la menace imminente d'une nouvelle forme de protectionnisme<sup>391</sup>, le protectionnisme vert. Notons que cette méfiance envers le protectionnisme issu des mesures environnementales persiste encore aujourd'hui notamment dans les rapports adoptés par l'ORD. Un peu plus tôt, en 1971, les Membres du GATT avaient mis en place un Groupe de travail sur les mesures environnementales et le commerce international. Malgré les bonnes intentions à la source de ce projet, il reste un échec, car ce groupe n'a pas tenu de réunion pendant près de vingt ans<sup>392</sup>. Cette réunion en 1992 a surtout été posée par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED). Lors de son réveil le Groupe de travail sur les mesures environnementales et le commerce international, se concentre sur les effets des mesures environnementales sur le commerce international, notamment les relations entre le GATT et les MEA. Notons que ces préoccupations sont toujours d'actualité, car le droit international de l'environnement ne cesse de se développer, tout comme le droit de l'OMC.

La réunion de 1992 permet aussi de faire le point sur la croissance de l'impact des mesures environnementales sur le commerce et les questions soulevées depuis 1971. Ainsi, les débats portent sur le « Code de normalisation »<sup>393</sup> (prédécesseur de l'accord OTC) relatif aux obstacles techniques au commerce établi pendant le Tokyo Round (1973-1979) qui imposait que les règlements techniques soient plus transparents et ne soient pas la source de discriminations. En 1982, certains pays en développement s'étaient inquiétés de l'importation sur leurs territoires de produits interdits dans les pays développés pour cause de risque pour la santé ou l'environnement. À cause d'un manque de connaissances techniques et scientifiques, il leur était impossible de prendre une décision concernant ces produits. La réunion ministérielle à Genève en 1982 est l'occasion de déterminer les mesures applicables pour le contrôle des exportations des produits

---

<sup>391</sup> Ibid, p. 14

<sup>392</sup> Schoenbaum, Thomas J. « International Trade and Protection of the Environment: The Continuing Search for Reconciliation » (1997) 91:2 American Journal of International Law 268-313

<sup>393</sup> GATT, *Agreement on Technical Barriers to Trade*, LT/TR/A/5



interdits sur les marchés intérieurs notamment pour les risques de santé et la préservation de la santé des personnes, des plantes et des animaux. Ainsi, le Groupe de travail de l'exportation de produits interdits sur le marché intérieur et d'autres substances dangereuses voit le jour en 1989.

Au cours de cette période, des faits et analyses viennent étayer le débat. Notamment le rapport « Notre avenir à tous »<sup>394</sup> de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation des Nations Unies en 1987. Ce rapport surnommé Rapport Brundtland, en référence au nom du président de la Commission fait un lien entre pauvreté et dégradation de l'environnement. La pauvreté serait une des causes majeures de la pollution. Le rapport conseille d'accroître le développement des pays par une intensification de commerce international. Les bénéfices dégagés par cette activité permettant de lutter contre la « pollution de la pauvreté »<sup>395</sup>. Ces recommandations sont parfaitement accueillies par les Membres du GATT qui y voient une nouvelle accélération du commerce mondial. Ce rapport fait aussi pour la première fois mention de concept de « développement durable ».

Le lien entre commerce et environnement est renforcé lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992. Cette réunion débouche sur la signature de la « Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement » qui n'a pas de valeur contraignante, mais dispose de vingt-sept principes dans le sens du développement durable. Le principe 12 demande aux États de coopérer pour créer un système commercial multilatéral qui permettrait le développement durable et économique de tous les pays pour lutter contre la

---

<sup>394</sup> Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation, « *Notre Avenir à Tous* », Oxford University Press, 1987

<sup>395</sup> Ibid.

dégradation environnementale<sup>396</sup>. Cette disposition fait le lien entre protection de l'environnement et développement durable et économique.

Ces étapes dans la prise de conscience des dirigeants internationaux et des organisations internationales auront pour effet d'imposer la question environnementale lors de la création de l'OMC et la rédaction de l'Accord de Marrakech en 1994. Mais cette mouvance se voit freinée par l'objectif principal qui réunit les futurs Membres, le progrès du commerce et le développement. Ainsi, le principe de spécialité de l'OMC reprendra l'objectif principal du GATT, la libéralisation des échanges commerciaux internationaux. Ce principe reste le lien principal entre tous les organes de l'OMC.

## 2. L'évolution de la question environnementale dans les Conférences ministérielles de l'OMC

Les Déclarations ministérielles sont les comptes-rendus des Conférences ministérielles. La Conférence ministérielle est l'organe de décision suprême de l'OMC. Tous les deux ans, elle rassemble tous les Membres de l'OMC, (États Membres ou des unions douanières). La Conférence ministérielle est habilitée à prendre des décisions sur toutes les questions relevant de tout accord commercial multilatéral<sup>397</sup>. Les Déclarations ministérielles sont l'aboutissement du travail des Membres en Commission. Elles reflètent des progrès des négociations dans de nombreux domaines

---

<sup>396</sup> Nations Unies, *Déclaration de Rio*, Principe 12 : « Les États devraient coopérer pour promouvoir un système économique international ouvert et favorable, propre à engendrer une croissance économique et un développement durable dans tous les pays, qui permettrait de mieux lutter contre les problèmes de dégradation de l'environnement. Les mesures de politique commerciale motivées par des considérations relatives à l'environnement ne devraient pas constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable, ni une restriction déguisée aux échanges internationaux. Toute action unilatérale visant à résoudre les grands problèmes écologiques au-delà de la juridiction du pays importateur devrait être évitée. Les mesures de lutte contre les problèmes écologiques transfrontières ou mondiaux devraient, autant que possible, être fondées sur un consensus international. »

<sup>397</sup> OMC, *Les Conférences ministérielles*, en ligne < [https://www.wto.org/french/thewto\\_f/minist\\_f/minist\\_f.htm](https://www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/minist_f.htm) >

et par contraste révèlent aussi les divergences qui subsistent. Elles sont importantes, car marquent les volontés politiques des Membres et leur capacité au compromis.

Le principe de spécialité de l'OMC est issu de l'intérêt des Membres fondateurs à mettre en place un système international favorisant les échanges commerciaux. Les Conférences ministérielles sont alors aussi l'occasion de faire un état des lieux de ce système et d'orienter la suite de son action. Il est donc logique que le principe de spécialité dans les travaux des organes de l'OMC influence les négociations des Membres lors de ces Conférences. Pour les Membres, les avantages de l'appartenance à l'OMC restent surtout économiques, le principe de spécialité qui veut approfondir la libéralisation des échanges est donc toujours d'actualité. En effet, si la question environnementale est de plus en plus présente dans les débats publics, l'OMC n'est pas l'enceinte principale pour ce débat. Une observation des Déclarations ministérielles depuis la création de l'OMC permet de s'apercevoir que la question est de moins en moins abordée lors des débats. Ce sujet va rester cantonné au travail du Comité du Commerce et de l'Environnement.

La prise de conscience internationale sur la question environnementale n'a pas eu une grande influence lors des deux premières conférences ministérielles tenues par les Membres de l'OMC. La première qui a eu lieu du 9 au 13 décembre 1996 à Singapour<sup>398</sup> relève simplement l'importance des travaux du CCE et la coordination des politiques nationales dans le domaine du commerce et de l'environnement<sup>399</sup>. De plus, elle note la participation d'experts aux délibérations du CCE. Cette dernière information est une bonne nouvelle. En effet, l'implication de tierces parties dans les débats est souvent source d'objectivité et peut amener un travail sur l'environnement plus objectif. En effet, la volonté politique des Membres qui souhaitent un fort développement peut venir freiner les avancées des négociations. Le rapport du CCE lors de cette réunion démontre que tous les points

---

<sup>398</sup> OMC, Conférences Ministérielle Singapour, 1996 : Déclaration Ministérielle, WT/MIN(96)/DEC, 18 décembre 1996.

<sup>399</sup> Ibid, para 16

de son mandat sont abordés, mais certains seulement de façon superficielle. Toutefois, certains points sont approfondis. L'impact des AEM est un point central du rapport, sûrement le plus discuté, mais « aucun consensus ne se dégage, tant les positions semblent difficilement conciliables »<sup>400</sup>. Certains Membres souhaitent voir un assouplissement des dispositions commerciales en faveur de l'environnement alors que d'autres militent pour une approche plus restrictive. Se distinguent donc deux types d'approches, les solutions *ex ante* et une approche *ex post*<sup>401</sup>. La première rassemble notamment les pays de l'OCDE, et souhaite une meilleure prévisibilité dans l'application des mesures commerciales des AEM. Cela passe par une interprétation collective claire ou une modification des exceptions de l'article XX du GATT. La seconde, généralement portée par les pays en développement, avance une solution au cas par cas avec des dérogations limitées dans les temps pour les dispositions des AEM, en se basant sur l'article IX du GATT à propos des marques d'origines. Le CCE est aussi revenu sur la question des produits interdits à l'importation soulevée par le pays en développement. La volonté de ces pays est d'améliorer la transparence du commerce des produits interdits pour cause de risques pour la santé ou la vie des personnes, des plantes et des animaux. La proposition faite est d'imposer la notification aux autres Membres de l'OMC de l'interdiction sur le marché intérieur des produits qu'ils exportent. Les travaux du CCE sont donc récents, mais portent tout de même ses fruits. En effet, la Convention de Rotterdam, traité environnemental de 1997, a été adoptée à cet effet. Toutefois, la considération par les autres instances de l'OMC peut paraître décevante. C'est le cas notamment lors de la Conférence ministérielle de Genève en 1998. La Déclaration ministérielle qui en ressort est très courte et se

---

<sup>400</sup> Forster, Sophie. « Les négociations internationales dans le domaine du commerce et de l'environnement » [1997] 16 Annuaire suisse de politique de développement 203-213. En ligne < <http://journals.openedition.org/aspd/807> >

<sup>401</sup> Ibid

concentre principalement sur le développement économique, mais en prenant en compte le développement durable<sup>402</sup>.

En 1999, la Conférence ministérielle de Seattle n'a pas réussi à lancer un nouveau cycle de négociations dit du « Millénaire ». La Conférence ministérielle est un échec et les Membres quittent Seattle sans avoir réellement avancer. Les oppositions Nord/Sud ont sûrement été la cause principale de l'impossible consensus notamment dans le domaine de l'agriculture. Mike Moore alors Directeur Général de l'OMC évoque cet échec en affirmant qu'il est «particulièrement déçu parce que, du fait de l'ajournement de nos délibérations, les avantages dont auraient bénéficié les pays en développement et les pays les moins avancés seront différés, alors que les difficultés auxquelles ils sont confrontés ne seront pas aplanies. Nous avons un ensemble de résultats à portée de la main. »<sup>403</sup>.

Le grand projet de l'OMC de lancer un nouveau cycle de négociations se voit concrétiser lors de la Conférence ministérielle suivante, celle de Doha en 2001. La Conférence ministérielle de Doha est l'occasion de mettre en place le « Programme de Doha » qui donne lieu à des négociations dans une vingtaine de domaines. C'est aussi une avancée du point de vue environnemental. En effet, le paragraphe 31 et suivant de la Déclaration ministérielle<sup>404</sup> propose des négociations dans ce domaine, mais aussi réorganiser le mandat du CCE. Le mandat du CCE se décompose alors en trois points. Le premier est prescrit par le paragraphe 32 du Programme de Doha. Il impose de se focaliser lors des sessions ordinaires sur l'accès au marché et le protectionnisme vert, les dispositions pertinentes de l'ADPIC et la question de l'étiquetage à des fins environnementales<sup>405</sup>.

---

<sup>402</sup> OMC, Déclaration Ministérielle, Genève, WT/MIN(98)/DEC, 20 mai 1998, para 4. « Nous reconnaissons qu'il est important de faire mieux comprendre au public les avantages du système commercial multilatéral afin de susciter un appui en sa faveur et convenons d'oeuvrer à cette fin. Dans ce contexte, nous examinerons comment améliorer la transparence des opérations de l'OMC. Nous continuerons aussi d'améliorer notre action en faveur des objectifs de la croissance économique soutenue et du développement durable. »

<sup>403</sup> OMC, Conférence Ministérielle, Press/160, 7 décembre 1999

<sup>404</sup> OMC, Déclaration Ministérielle, WT/MIN(01)/DEC/1, 20 novembre 2001, para 31 - 33

<sup>405</sup> Ibid, para 32

Ensuite, le paragraphe 33, souligne l'importance de l'assistance technique et du renforcement des capacités dans le domaine du commerce et de l'environnement pour les pays en développement<sup>406</sup>. Le paragraphe 51 quant à lui indique que le CCE devra identifier les points relatifs au développement durable dans les négociations des Membres et participer à atteindre l'objectif de développement durable<sup>407</sup>. De plus, en session extraordinaire, le CCE doit permettre de mener des négociations. Ces négociations sont importantes, car portent sur des sujets qui ont un grand impact sur le commerce multilatéral et l'application des règles de l'OMC. Trois sujets sont donc à l'agenda des Membres au sein du CCE. Le premier point est sûrement le plus essentiel, car porte sur la relation entre les règles de l'OMC existantes et les obligations commerciales spécifiques énoncées dans les accords environnementaux multilatéraux<sup>408</sup>. Les relations entre ces accords et le droit de l'OMC est encore flou. Notamment, car les mesures économiques y sont de plus en plus nombreuses. Une meilleure articulation de ces accords avec les obligations des Membres de l'OMC serait un excellent moyen d'améliorer la protection environnementale via les décisions de l'ORD. Le deuxième point est lié au premier, car porte sur l'élaboration « de procédure d'échange de renseignements réguliers entre les Secrétariats des AEM et les Comités de l'OMC pertinents, ainsi que les critères pour l'octroi du statut d'observateur. ». L'ouverture à une collaboration avec les Secrétariats des AEM est une réponse à la volonté de ne pas avoir une vision "cliniquement isolée" du droit de l'OMC. De plus, le développement d'une vision homogène de la protection environnementale via le commerce international pourrait donner une plus grande place à l'OMC et une meilleure efficacité des mesures, notamment l'article XX du GATT. Enfin, le Programme de Doha est la source de négociation d'un accord concernant les obstacles au commerce des biens et services environnementaux. Elles analyseront les moyens de libéraliser les biens et services

---

<sup>406</sup> Ibid, para 33

<sup>407</sup> Ibid, para 51

<sup>408</sup> Ibid, para31.i)

favorables à l'environnement. Ces négociations font écho au paragraphe 28 du Programme de Doha qui impose des négociations sur les subventions aux pêcheries dans un objectif de développement durable. Le principe de spécialité se voit donc imposer une collaboration avec les valeurs non marchandes, du fait de leurs importances croissantes dans les décisions politiques et les discours publics ou scientifiques.

La Conférence ministérielle de 2001 est donc un tournant dans l'activité normative de l'OMC et la conduite des relations avec les autres organes de droit international. Bien que les mesures environnementales doivent toujours impliquer un profit commercial, nous pouvons nous satisfaire d'une meilleure considération de la protection environnementale. Nous pouvons y voir une volonté d'atténuation du principe de spécialité et la recherche d'une meilleure intégration de l'environnement dans la réflexion des organes de l'OMC et de ses Membres. De plus, après avoir favorisé la participation d'experts dans les réunions du CCE, l'OMC semble vouloir contribuer à une action concertée avec d'autres organes de droit international, notamment et logiquement les Nations Unies. En effet, les négociations concernant les subventions aux pêcheries sont directement liées à la cible 14.6 des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies et en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

La coopération avec d'autres sources de droit international se fait ressentir dans les termes employés par les acteurs en cause. Ainsi, la Déclaration ministérielle de Doha est l'occasion de rappeler que selon les règles de l'OMC « aucun pays ne devrait être empêché de prendre des mesures pour assurer la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux, la préservation des végétaux, ou la protection de l'environnement, aux niveaux qu'il considère appropriés, sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre des pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international, et qu'elles soient par ailleurs conformes aux dispositions des Accords de l'OMC ». Cette formulation inspirée par l'article XX du GATT, se

retrouve dans la Déclaration de Rio au Principe 12<sup>409</sup> mais aussi dans la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques<sup>410</sup>.

A posteriori il faut relativiser l'impact du Programme de Doha. Comme pour la Conférence ministérielle de Seattle, les oppositions entre les Pays développés notamment dits du Nord et les pays en développement sont parfois insurmontables lors de négociations. Les négociations engagées notamment sur les biens environnementaux et les subventions aux pêcheries sont à l'heure de la rédaction de ce mémoire, toujours pas conclues par un accord. Or, dix-neuf ans nous séparent de la Conférence de Doha. Après une réunion du Comité des négociations commerciales le 26 mars 2010, les Membres se sont séparés en petits groupes « à géométrie variable » selon Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC<sup>411</sup>. Cet échec du Cycle de Doha se vérifie dès les deux Conférences ministérielles suivantes à savoir, Cancún en 2003 et Hong Kong en 2005. En effet, les Déclarations ministérielles qui en résultent n'apportent rien par rapport aux avancées faites à Doha en 2001. Le programme de Doha pour le développement rencontre de grandes difficultés de mise en oeuvre de la part des Membres. La conférence de Cancún va révéler l'ampleur des désaccords dans tous les champs de compétence de l'OMC<sup>412</sup>.

Dans le domaine environnemental, la Déclaration ministérielle de Cancún, relève les avancées faites lors des sessions extraordinaires, donc portant sur les négociations et la collaboration avec des secrétariats des AEM, ainsi que du PNUE et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce

---

<sup>409</sup> Supra note 396

<sup>410</sup> Nations Unies, *Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, FCCC/INFORMAL/84, 1992, article 3.5 : « Il convient d'éviter que les mesures prises pour lutter contre les changements climatiques, y compris les mesures unilatérales, constituent un moyen d'imposer des discriminations arbitraires ou injustifiables sur le plan du commerce international, ou des entraves déguisées au commerce. »

<sup>411</sup> OMC, *Pascal Lamy, transcription de conférence de presse, 26 mars 2010*, en ligne <[https://www.wto.org/french/news\\_f/news10\\_f/tnc\\_dg\\_stat\\_26mar10\\_f.htm](https://www.wto.org/french/news_f/news10_f/tnc_dg_stat_26mar10_f.htm)>

<sup>412</sup> Rainelli, Michel. « IV. Le cycle de Doha » dans *L'Organisation mondiale du commerce*, 1<sup>re</sup> éd, 9<sup>e</sup> éd., coll Repères, Paris, La Découverte, 2011, 87-102. En ligne < <https://www.cairn.info/l-organisation-mondiale-du-commerce--9782707170675-page-87.htm> >



et le développement (CNUCED). Les Membres demandent aussi un rapport du CCE lors de la prochaine Conférence ministérielle. Malgré les maigres progrès, la collaboration des instances de l'OMC démontre une ouverture du commerce international et le poids de l'OMC dans les relations internationales. De plus, il est évident que l'OMC ne peut avancer seul sur la question à cause notamment des divergences entre ses membres et le principe de spécialité de l'Organisation. Il faut noter que cet échec est plus grave pour l'OMC que celui de Seattle. D'abord, car lors de la réunion de Seattle, les discussions devaient porter sur la définition d'un programme et le lancement d'un cycle. Or à Cancún c'est l'impossibilité de conclure des négociations par un accord qui trahit l'échec. De plus, la Conférence de Seattle est perturbée par une forte opposition altermondialiste, mais lors de la Conférence de 2003, c'est le refus catégorique d'un groupe de pays en développement qui rend impossible l'avancée des discussions<sup>413</sup>.

La Déclaration ministérielle de Hong Kong en 2005 paraît beaucoup plus optimiste. Dès le premier paragraphe, nous pouvons lire « Nous réitérons notre détermination à mener à bien le programme de travail de Doha dans son intégralité et à conclure avec succès en 2006 les négociations lancées à Doha. »<sup>414</sup>. Rétrospectivement, l'objectif de conclure les négociations en seulement un an paraît dérisoire. Le blocage des négociations se trouve principalement sur le domaine de l'agriculture et notamment la libéralisation du commerce des produits de l'agriculture. Le contraste entre le poids des pays développés comme les États-Unis ou la Communauté Européenne et les pays en développement ne permet pas de trouver des solutions qui seraient profitables aux deux catégories d'États. Notons que les effets de la libéralisation des marchés agricoles sont très compliqués à anticiper et que les bénéfices peuvent aussi être faibles pour certains pays en développement<sup>415</sup>.

---

<sup>413</sup> Ibid.

<sup>414</sup> OMC, Déclaration Ministérielle, Programme de travail de Doha, WT/MIN(05)/DEC, 22 décembre 2005, para 1

<sup>415</sup> Facchini, François. « Des effets de la libéralisation des marchés agricoles » [2006] 292 *Économie rurale* Agricultures, alimentations, territoires 68-78. En ligne < <https://journals.openedition.org/economierurale/750#quotation> >

Ainsi, la question agricole demande beaucoup de temps, mais bloque aussi la concrétisation d'autres domaines. La règle de l'engagement unique qui impose de s'accorder sur tous les points pour pouvoir conclure un accord est donc à double tranchant<sup>416</sup>. Certes il permet de s'assurer de l'accord de tous les Membres lors de la conclusion d'un texte et donc de permettre une mise en oeuvre simple et rapide. Mais nous observons que c'est un facteur de blocage des institutions de l'OMC. Ainsi, une fois encore les Membres réunis à Hong Kong, ne font aucun progrès sur la question des négociations du paragraphe 31 du Programme de Doha, La Déclaration ministérielle ne fait qu'un état des lieux des avancées du CCE, notamment concernant 31 iii) sur la réduction ou suppression des obstacles tarifaires et non tarifaires visant les biens et services environnementaux. Elle demande aussi « d'achever rapidement les travaux ». Hong Kong semble optimiste sur les efforts et les progrès possibles de la part des Membres, mais aujourd'hui les négociations sont toujours d'actualité.

La question environnementale est depuis laissée au mandat du CCE. Le programme de Doha prend fin selon Pascal Lamy en juillet 2008. Les négociations engagées dans le domaine environnemental continuent tout de même, au sein du CCE. Après l'orientation politique de la Conférence ministérielle de 2001 à Genève, la Conférence ministérielle de Bali en 2013 devait permettre un nouveau souffle dans les discussions entre les Membres.

Ainsi, la Déclaration ministérielle<sup>417</sup> et l'adoption du « Paquet de Bali » sont plutôt une réussite au vu des précédentes Conférences ministérielles. Les Membres se félicitent de l'adoption de l'accord sur la facilitation des échanges. Mais les questions environnementales ne sont pas prises en compte dans aucun des quatre domaines de travail de la conférence de Bali que ce soit sur le coton ou l'agriculture. Les échecs des négociations précédentes ont pour effet de voir les Membres se

---

<sup>416</sup> Petiteville, Franck. *Les négociations multilatérales à l'OMC*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013. En ligne : <<https://www.cairn.info/negociations-internationales--9782724612813-page-345.htm#s1n2>>

<sup>417</sup> OMC, *Déclaration ministérielle*, WT/MIN(13)/DEC, 6 décembre 2013.

concentrer sur le développement économique. Ceci se vérifie en 2015 lors de la Conférence ministérielle de Nairobi<sup>418</sup> et l'adoption du « Paquet de Nairobi ». Ce dernier « Paquet se concentre sur les trois mêmes sujets que celui de Bali. L'agriculture<sup>419</sup>, le commerce du coton<sup>420</sup> et l'économie des Pays les moins avancés<sup>421</sup>. En parallèle, quelques progrès sont faits concernant les subventions aux pêcheries<sup>422</sup>. Les pêches interdites, les capacités de pêche et la notification des programmes de subvention sont abordées. A noter qu'une partie des négociations porte aussi sur le traitement différencié, car il ne faut pas oublier l'adaptation de l'OMC aux économies des pays en développement. Il faut noter que cet accord vise plus le contrôle du commerce que la protection directe de la biomasse des océans. Indirectement le contrôle des pêches interdites et la réduction des subventions auront pour effet une protection des espèces. Pour le reste, l'environnement reste au sein des négociations du CCE, principalement concernant l'Accord sur les biens environnementaux. Lors de la onzième Conférence ministérielle, à Buenos Aires, en 2017, la Déclaration ministérielle concernant les pêcheries se félicite des avancées faites lors de la Conférence de Nairobi et s'engage à continuer en ce sens. Toutefois, aucune autre disposition sur l'environnement n'est annoncée.

Nous pouvons observer que la considération accordée à la protection environnementale chute au fur et à mesure des Conférences ministérielles, alors même que le sujet prend de l'ampleur dans l'opinion publique, mais aussi dans les différends de l'ORD. La question de l'articulation du droit

---

<sup>418</sup> OMC, *Déclaration Ministérielle*, WT/MIN(15)/DEC, 19 décembre 2015

<sup>419</sup> OMC, *Mécanisme de sauvegarde spéciale en faveur des pays en développement Membres* – Décision ministérielle du 19 décembre 2015 – WT/MIN(15)/43-WT/L/978, *Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire* – Décision ministérielle du 19 décembre 2015 – WT/MIN(15)/44-WT/L/979, *Concurrence à l'exportation* – Décision ministérielle du 19 décembre 2015 – WT/MIN(15)/45-WT/L/980

<sup>420</sup> OMC, *Coton* – *Décision ministérielle du 19 décembre 2015* – WT/MIN(15)/46-WT/L/981

<sup>421</sup> OMC, *Règles d'origine préférentielles pour les pays les moins avancés* – Décision ministérielle – WT/MIN(15)/47-WT/L/917/Add.1, *Mise en œuvre du traitement préférentiel en faveur des services et fournisseurs de services des pays les moins avancés et participation croissante des PMA au commerce des services* – Décision ministérielle – WT/MIN(15)/48-WT/L/982

<sup>422</sup> OMC, *Document de travail*, TN/RL/W/274/Rev.2, RD/TN/RL/29/Rev.3

de l'OMC avec les AEM devrait être une priorité pour les Membres de l'OMC. Ceci permettrait une réelle coopération avec les autres organes de droit international, après les avoir admis aux négociations au sein du CCE. L'OMC semble déléguer la gestion de l'impact environnemental du commerce aux politiques nationales tout en pouvant faire un contrôle a posteriori via le mécanisme de règlement des différends. Nous assistons donc à un double discours de la part de l'OMC qui semble délaisser la protection environnementale, mais qui continue d'appliquer l'article XX du GATT d'une façon à ne pas admettre les mesures environnementales des Membres. Les Membres, acteurs majeurs des avancées lors des Conférences ministérielles ne semblent pas vouloir faire de l'OMC, une organisation plus à l'écoute des conséquences du commerce sur l'environnement.

Nous pouvons observer la difficulté politique à concilier développement du commerce et protection de l'environnement. Les écarts de développement entre les Membres impliquent des objectifs différents. Dans cette situation, les besoins de croissance des Pays en Développement rejoint le principe de spécialité de l'OMC. La libéralisation des échanges est alors une priorité par rapport à la protection environnementale.

## **B. L'évolution des débats au sein du CCE et la conciliation des enjeux environnementaux et du commerce**

### 1. Les progrès du CCE

Le Comité du Commerce et de l'Environnement, est un exemple de la possible conciliation entre le développement économique et de la protection environnementale. Son objectif est de permettre au principe de spécialité de l'OMC, la libéralisation des échanges et à la protection environnementale d'adopter une ligne directrice commune. Le CCE occupe une place particulière dans l'OMC. En effet, bien qu'organe de l'Organisation son rôle est parfois d'orienter le développement du commerce différemment des autres organes. Aujourd'hui son rôle va être de faire de la libéralisation des échanges, un moyen de protection de l'environnement.

Le programme du CCE a donc été réorienté lors du lancement du Programme de Doha. C'est en soit une concrétisation pour le CCE que l'OMC le choisisse comme enceinte de négociation. Cela permet de l'intégrer davantage dans la structure de l'Organisation. En 2002, le CCE s'est donc réorganisé pour pouvoir répondre aux indications des paragraphes 31, 32, 33 et 51 de la Déclaration de Doha<sup>423</sup>. En plus des premières réunions concernant les nouveaux objectifs du CCE, le Comité a participé au Sommet Mondial pour le Développement Durable<sup>424</sup>. Ce rapport aborde plusieurs points compris dans le mandat du CCE, mais aussi des questions de coopération internationale. Toutefois, il est important de noter que le rapport précise que « Bien que ce soit à chaque pays qu'il incombe au premier chef d'assurer le développement durable et de lutter contre la pauvreté et qu'on ne puisse jamais trop souligner le rôle des politiques et des stratégies de développement national, il importe toutefois de prendre des mesures concertées et concrètes pour réaliser les objectifs ayant trait à la pauvreté convenue sur le plan international »<sup>425</sup>. Ce rapport qui reprend les discussions entre plusieurs organisations internationales notamment des démembrements des Nations Unies, semble comme les Déclarations ministérielles vouloir responsabiliser les États et les pousser à adopter des politiques nationales, mais aussi régionales pour atteindre les objectifs de développement durable. Concernant l'articulation entre les AEM et le droit de l'OMC, plusieurs avancées sont faites au cours de l'année 2002, les objectifs sont clairs pour les Membres de l'OMC. Le but est de créer une « synergie ». Ce mouvement commun devrait se traduire par une communication renforcée entre les secrétariats des AEM et les organes de l'OMC ainsi que « l'amélioration de la cohérence et de la coordination des politiques commerciales et environnementales sur le plan national contribuera à l'amélioration de la cohérence sur le plan

---

<sup>423</sup> OMC, *Rapport (2002) du Comité du Commerce et de l'Environnement*, WT/CTE/W/217, 2 octobre 2002, para 2

<sup>424</sup> OMC, *Rapport du Sommet Mondial pour le Développement Durable*, WT/COMTD/W/106/Rev.1, WT/CTE/W/220/Rev.1, 20 décembre 2002

<sup>425</sup> Ibid, para 44.

international »<sup>426</sup>. De plus, la communication devra se faire dans les deux sens. Il est alors demandé aux décideurs environnementaux de mieux comprendre les règles de l'OMC et les conséquences des mesures environnementales sur le commerce multilatéral. Les décideurs commerciaux devront quant à eux connaître le coût économique des ressources environnementales et les pratiques « économiques ayant un effet défavorable sur l'environnement et les ressources naturelles<sup>427</sup>.

Il faut se remémorer les annonces faites par un rapport de l'OMC en 1999<sup>428</sup> pour se rendre compte que les Membres de l'OMC n'ont pas complètement intégré l'étendue de l'impact du commerce sur l'environnement et les défaillances du système commercial international. Ce rapport affirme que le système commercial doit appliquer le principe de « pollueur-payeur ». L'imposition de taxe et leurs impacts sur les prix forceront les producteurs et les consommateurs à prendre en compte l'impact environnemental de leur consommation. Pour les auteurs du rapport, la croissance économique n'est pas suffisante pour infléchir la courbe de dégradation environnementale. En observant les réactions des Membres lors de l'adoption de mesures environnementales et la crainte du « protectionnisme vert », ils préconisent une intégration économique accrue pour pouvoir permettre la création d'un climat économique et politique favorable à la mise en place de mesures de protection environnementale sans risquer une sanction de la part de l'OMC.

Malgré des progrès dans certains domaines, le CCE connaît des impasses. Le Comité a principalement réussi sur deux points. La création d'un dialogue entre l'OMC et les secrétariats des AEM ainsi que l'amélioration de la transparence des mesures environnementales. L'amélioration des rapports entre les AEM et l'OMC est le point numéro 1 du programme de travail avant le

---

<sup>426</sup> CCE, *Renforcement des synergies et la complémentarité entre les AEM et l'OMC*, WT/CTE/W/213, 12 juin 2002, para 36

<sup>427</sup> Ibid, para 39

<sup>428</sup> OMC, *Håkan Nordström et Scott Vaughan, Dossiers Spéciaux « Commerce et environnement »*, OMC, Genève, 1999

programme de Doha. Les nombreux rapports du CCE et les Déclarations Ministérielles le prouvent, de nombreux Secrétariat d'AEM et d'organisations internationales participent désormais aux discussions du CCE<sup>429</sup>. Les rapports d'activités du CCE de 2000<sup>430</sup> et 2001<sup>431</sup> affirment alors que les différentes rencontres entre les Membres et les Secrétariats des AEM permet une meilleure compréhension mutuelle des rapports entre commerce et environnement tout en créant une synergie entre l'OMC, les AEM, mais aussi le PNUE. Ce dialogue persiste encore aujourd'hui, ce qui permet d'envisager une harmonisation et une intégration des dictons économiques dans le domaine environnemental et inversement. Sur ce point, certains auteurs notamment ceux du rapport cité plus haut de 1999, affirment qu'une trop grande harmonisation n'est pas souhaitable et que la prise en compte des contextes locaux ou régionaux est préférable dans l'application des mesures. C'est ce que fait l'OMC avec l'incitation à des négociations locales comme à l'instar des affaires Crevettes ou Pneus réchappés et l'application d'un Traitement différencié pour les pays en développement. De plus, ce dialogue est primordial, car l'OMC s'intègre dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement<sup>432</sup> (2000-2015) et la réalisation des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies<sup>433</sup> (2015-2030), notamment dans le cadre de l'Accord sur les subventions aux pêcheries dont la date butoir est fixée à 2020.

La transparence des mesures environnementales au quatrième point de son programme de travail est aussi l'une des réussites du CCE. En effet, l'objectif étant de dissiper la peur du protectionnisme vert, une meilleure appréhension des mesures environnementales des Membres de l'OMC est

---

<sup>429</sup> Notamment la Convention sur la diversité biologique, le Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone, la Convention des Nations unies sur le droit de la mer et Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées.

<sup>430</sup> OMC, *Report (2000) of the Committee on Trade and Environment*, WT/CTE/5, 30 octobre 2000

<sup>431</sup> OMC, *Report (2001) of the Committee on Trade and Environment*, WT/CTE/6, 5 octobre 2001

<sup>432</sup> Nations Unies, *Objectifs du Millénaires pour le développement*. En ligne <<https://www.un.org/fr/millenniumgoals>>

<sup>433</sup> Nations Unies, *Objectifs de Développement Durable*. En ligne <<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>>

primordiale. Ainsi la création d'une base de données sur ces mesures permet à tous de consulter les statistiques concernant les mesures environnementales adoptées par les Membres. La notification de mesures concernées au CCE permet la compilation des données. Les notifications permettent aussi à l'OMC de se rassurer sur l'efficacité de son système. En effet, toutes les mesures notifiées répondaient aux caractéristiques d'un accord de l'OMC que ce soit des mesures relevant de l'Accord SPS ou OTC par exemple. Cette transparence permet une meilleure appréhension de certaines distorsions supposées et en fin de compte, parfois d'éviter des différends devant l'ORD.

Les avancées faites sur les accords sur les biens environnementaux et les pêcheries peuvent aussi être mis à l'avantage du CCE. Si le premier est négocié lors des sessions extraordinaires du CCE, l'accord sur les pêcheries est discuté au sein du Groupe de négociations sur les règles, les travaux faits en amont et les rapports sur les impacts environnementaux de la pêche, comme la surpêche, les dégradations des fonds marins ou la pollution de l'eau, a permis d'adopter rapidement un point de vue global de la situation.

Le CCE doit aussi compter sur quelques échecs par rapport à son programme initial et celui de Doha. Le premier est en lien avec l'ORD, car concerne l'intégration des AEM dans le processus de règlement des différends et l'appréhension des systèmes de règlement des différends des AEM par rapport à celui de l'OMC. Cette question est le point numéro cinq du programme de travail initial du CCE et reste très liée au point numéro 1. Le caractère attractif du règlement des différends de l'OMC ne permet pas aux Membres, signataires d'un AEM de soumettre leurs différends au système de cet AEM si une question de droit commercial dans le champ de compétence de l'OMC est en cause<sup>434</sup>. Bien que ce débat soit soulevé en 1996, la question reste une source de discorde, car il est difficile pour l'OMC de prendre le risque de laisser son droit interpellé par un autre for que

---

<sup>434</sup> OMC, *Report (1996) of the Committee on Trade and Environment*, WT/CTE/1, 12 novembre 1996, para 39



l'ORD. Il faut reconnaître que l'OMC n'est pas juridiquement compétente pour l'application de mesures issues d'AEM même si elles ont un impact sur le commerce international.

L'autre sujet majeur que le CCE n'a pas réussi à approfondir est la question du lien entre le commerce des services et l'environnement. Peu de discussion en comité n'a eu lieu depuis 2002 sur la question. Si un accord sur le commerce des biens environnementaux avance, ce n'est pas le cas pour le commerce des services. Pourtant, le commerce des services est le «segment le plus dynamique du commerce international. Importants en tant que tels, ils sont aussi des intrants essentiels pour la production et le commerce de tous les produits, et jouent donc un rôle clef pour les chaînes de valeur mondiales et le développement économique.»<sup>435</sup>. Aujourd'hui, l'Accord général sur le commerce (AGCS) est le seul texte de l'OMC qui porte sur la question du commerce des services.

Finalement, bien que la question environnementale soit de plus en plus urgente à appréhender, les réunions et les productions du CCE sont de moins en moins nombreuses. Tout comme pour les Conférences ministérielles, la protection environnementale semble à nouveau marginalisée. L'importance croissante des AEM est l'un des facteurs qui expliquent cette importance décroissante au sein de l'OMC. Les Accords de troisième génération de plus en plus nombreux sont aussi une des explications. Nous pouvons aussi citer un ralentissement des activités de l'OMC à cause des nombreux blocages politiques qui poussent certains auteurs à considérer une possible fin de l'OMC<sup>436</sup>.

## 2. Les débats actuels

---

<sup>435</sup> OMC, *Commerce des services, le segment le plus dynamique du commerce international*, Genève, 2015

<sup>436</sup> Petiteville, Franck. *Les négociations multilatérales à l'OMC*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013. En ligne < <https://www.cairn.info/negociations-internationales--9782724612813-page-345.htm?contenu=article> >

La création de l'OMC en 1994 est aussi l'occasion de l'adoption de plusieurs accords complémentaires au GATT comme l'accord SPS et l'accord OTC, mais aussi de plusieurs décisions en ce sens. Notamment dans le cadre de la protection environnementale, la déclaration sur le commerce et l'environnement, le 15 avril 1994<sup>437</sup>. Cette décision est importante, car elle fonde le Comité du commerce et de l'environnement (CCE). Il succède donc au Groupe sur les mesures environnementales et le commerce international. Le CCE a pour mission « d'identifier les relations entre les mesures commerciales et les mesures environnementales de manière à promouvoir le développement durable »<sup>438</sup> et « faire des recommandations appropriées pour déterminer s'il y a lieu de modifier les dispositions du système commercial multilatéral, en en respectant le caractère ouvert, équitable et non discriminatoire »<sup>439</sup>. En grande partie le CCE reprend le mandat des organes du GATT sur le sujet, en prenant en compte le domaine de compétence élargie de l'OMC par rapport au GATT.

Les tâches actuelles du CCE portant sur trois sujets principaux en sessions ordinaires, le développement durable, les prescriptions environnementales et l'accès aux marchés et l'étiquetage.

#### a) Le développement durable

Le développement durable est un principe fondamental, intégré dans toutes les négociations du Programme de Doha. La pertinence du CCE est donc indiscutable sur le sujet. Le lien entre le système multilatéral et le développement durable s'observe depuis la Déclaration de Rio en 1992<sup>440</sup>.

---

<sup>437</sup> OMC, *Décision Ministérielle sur le commerce et l'environnements*. En ligne <[https://www.wto.org/french/tratop\\_f/envir\\_f/issu5\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/envir_f/issu5_f.htm)>

<sup>438</sup> *ibid*

<sup>439</sup> *ibid*

<sup>440</sup> Nations Unies, *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de 1992* : « Ouvrant en vue d'accords internationaux qui respectent les intérêts de tous et protègent l'intégrité du système mondial de l'environnement et du développement, »

La Déclaration ministérielle de Doha réaffirme le mandat du CCE concernant le développement durable et demande sa collaboration pour l'atteinte de cet objectif.

Pour une approche efficace de la question le CCE à compartimenter le travail et déterminant plusieurs sujets à savoir l'agriculture<sup>441</sup>, accès aux marchés pour les produits non agricoles<sup>442</sup>, les règles de l'OMC<sup>443</sup> et les services<sup>444</sup>.

Concernant l'agriculture et le développement durable, il n'est pas question de savoir si la protection de l'environnement est un objectif de politique légitime, mais porte sur les moyens à adopter pour la poursuite de cet objectif. Si la question fait débat, la catégorie verte des subventions à l'agriculture fait déjà consensus. Certains Membres demandent un contrôle à la frontière pour maintenir l'effet positif de l'agriculture de l'environnement.

L'accès aux marchés est le domaine qui a donné lieu aux négociations sur l'Accord sur les biens environnementaux (ABE). Plusieurs questions se sont imposées en premier lieu. La question même de savoir si les biens environnementaux doivent bénéficier d'un traitement particulier s'est vu répondre que le paragraphe 31 iii) de la Déclaration de Doha prévoit un traitement spécial en faveur des biens environnementaux. Ensuite, la définition de ce qu'est un bien environnemental est l'un des points centraux. Il était impératif de déterminer quels produits pourront bénéficier d'un régime spécial. Ainsi, le 8 juillet 2014, les négociations ont officiellement commencé entre quatorze membres de l'OMC. Aujourd'hui, dix-huit participants représentant quarante-six membres font

---

<sup>441</sup> OMC, *Questions environnementales soulevées dans le cadre des négociations sur l'Agriculture*, WT/CTE/GEN/8, 18 février 2003

<sup>442</sup> OMC, *Aspect environnementaux des négociations sur l'accès aux marchés*, WT/CTE/GEN/9 TN/MA/7, 21 février 2003

<sup>443</sup> OMC, *Questions relatives à l'environnement dans les négociations sur les règles de l'OMC*, WT/CTE/GEN/10, 11 avril 2003

<sup>444</sup> OMC, *Questions relatives à l'environnement dans les négociations dans le cadre des négociations sur les services*, WT/CTE/GEN/11, 16 avril 2003

partie de ce groupe de discussion. L'objectif est d'abaisser voir supprimer les droits de douane sur les biens environnementaux répartis en dix catégories de produits. Les États-Unis et l'Union européenne avaient proposé une liste commune de biens tout comme la Chine avait fait la même chose, mais avec une liste de biens différente. Les deux listes étaient trop différentes pour aboutir à un accord.

De plus, pour une identification précise des produits des sous-catégories sont créées. La Communauté européenne souhaite même inclure une clause de révision pour pouvoir ajouter des produits à l'avenir et donc établir un « living agreement ». Avec dix-huit cycles de négociations, c'était l'un des accords les plus prometteurs sur la question environnementale au sein de l'OMC et serait inédit si les négociations peuvent aboutir à un Accord. Malheureusement, les négociations aboutissent à un échec à la fin de l'année 2016. Sans avoir fixé d'accords les discussions peuvent rester ouvertes, mais aucun progrès n'est officiellement fait depuis 2016.

Le développement durable dans les règles de l'OMC a provoqué les négociations autour des subventions aux pêcheries qui restent aujourd'hui le sujet le plus actuel, car un accord doit être trouvé dans le courant de l'année 2020. C'est un débat de longue date, car il avait déjà été abordé lors de la création du CCE. Le principal impact environnemental des subventions aux pêcheries est l'épuisement des stocks mondiaux de poissons par l'encouragement de la surcapacité et de la surpêche. D'autres Membres affirment que ceci résulte d'une mauvaise gestion des pêches. Toutefois, « Tous les participants reconnaissent les effets positifs que peuvent avoir sur l'environnement certains types de ces subventions comme les subventions pour la mise hors service des navires de pêche vétustes, les subventions à la recherche pour l'exploitation durable et le renouvellement des stocks de poissons, et les subventions pour faire respecter les règles de gestion

des pêcheries. »<sup>445</sup>. Les demandeurs affirment aussi que l'épuisement des stocks de poissons est une distorsion des échanges qui n'est pas prévue par les textes de l'OMC. Il faut donc trouver un accord en tenant compte des nombreux paramètres notamment les différences de consommations, l'importance de la pêche pour de nombreux pays en développement ou pays les moins avancés.

Le commerce des services dans sa perception du développement durable doit faire face à trois thèmes principaux. D'abord, l'accroissement de la libéralisation des services environnementaux. Cet accroissement passe par l'augmentation des pays visés et une réduction des obstacles au commerce. Ensuite, les Membres visent l'amélioration de la réglementation du commerce des services. Notamment avec une amélioration de la transparence. Ceci est fait grâce à une base de données en ligne comme on peut l'observer pour les mesures environnementales. Elle permet une surveillance générale des mesures et la consultation détaillée de documents. De plus, ils souhaitent la mise en oeuvre de l'article I:3 a) de l'AGCS qui définit largement les services en comprenant un "service fourni dans l'exercice du pouvoir gouvernemental" s'entend de tout service qui n'est fourni ni sur une base commerciale, ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs de services.

Troisièmement, comme pour l'ABE, une liste des services et la classification qui s'ensuit existe, dans le document W/120 de l'OMC. Les Membres demandent une amélioration de cette classification pour simplifier le commerce des services environnementaux.

Finalement, il faut noter que les Membres lors de leur accession à l'OMC font une liste de concessions qu'ils accordent aux autres Membres. Lors de ces négociations, intégrer des mesures de développement durable serait un moyen efficace d'orienter le droit de l'OMC vers la protection des valeurs non marchandes. En effet, une fois cette liste de concessions faites, les Membres doivent la

---

<sup>445</sup> OMC, *Aspect de l'aspect environnementale des négociations sur l'accès aux marchés*, WT/CTE/GEN/9, TN/MA/7, 21 février 2003, para 5

consolider en l'intégrant dans leur droit national. Ainsi, l'OMC pourrait avoir un effet « vert » sur le droit des Membres dès leurs accessions.

#### b) Les prescriptions environnementales et l'accès aux marchés

Cet élément du mandat du CCE est le sixième point de son programme de travail et a été réaffirmé par le paragraphe 32 i) de la Déclaration ministérielle de Doha. Les prescriptions ou mesures environnementales font planer le doute sur les intentions réelles du Membre. Le but du CCE est l'application de mesures environnementales, car c'est un objectif légitime tout en empêchant les effets néfastes sur les exportations. À ce propos, le principe 11 de la Déclaration de Rio indique que les mesures environnementales doivent s'adapter aux conditions économiques et aux écosystèmes de chaque Membre. Il est donc impossible de créer des mesures applicables à tous les Membres. Pour le CCE, l'objectif n'est donc pas d'affaiblir les mesures environnementales, mais donner les moyens aux exportateurs de les respecter. Il faut donc créer un équilibre entre les valeurs non marchandes et les obligations du droit de l'OMC. Nous l'avons vu, plusieurs dispositions des accords SPS ou OTC cherchent ce point d'équilibre. La question de cet équilibre est largement étudiée dans la doctrine. Toutefois, le principe de spécialité et l'objectif principal de l'OMC restent la libéralisation des échanges. Ainsi, plus qu'un équilibre, il faut créer une synergie pour que le commerce se nourrisse des opportunités créées par le marché de la protection environnementale et puisse alors devenir un moteur du financement de projets plus verts.

Ainsi en reprenant les études de l'OCDE et de la CNUCED, le CCE identifie plusieurs points à approfondir<sup>446</sup>. Notamment la multiplication et la complexification des prescriptions environnementales qui rendent plus difficile l'accès aux marchés pour les exportateurs des pays en développement. La note préconise alors une meilleure information concernant ces prescriptions

---

<sup>446</sup> OMC, *Prescriptions environnementales et accès aux marchés, travaux récent de l'OCDE et de la CNUCED*, WT/CTE/W/244, 8 décembre 2006

pour le pays en développement ainsi qu'un soutien aux moyens techniques d'y répondre<sup>447</sup>. Une « politique proactive » de certains États en soutien aux exportateurs de leur pays est aussi une solution observable, en Chine ou en Thaïlande, notamment au niveau des équipements techniques, selon la CNUCED<sup>448</sup>.

En 2007, la question de l'agriculture biologique et de l'augmentation de la demande des consommateurs concernant les produits biologiques peuvent ouvrir la voie à un nouveau développement économique. En plus d'être une source de revenus, l'agriculture biologique pourrait avoir des effets positifs sur la protection des écosystèmes et la conservation des ressources naturelles. Toutefois, les pays en développement affirment leur inquiétude concernant les difficultés imposées aux producteurs que sont la prolifération de règlements publics et de normes volontaires privées sur le marché, de l'absence de normes internationales et du coût élevé des multiples prescriptions en matière d'inspection, de certification et d'homologation. L'idéal serait un programme de certification des petits producteurs des pays en développement, pour faciliter les démarches administratives et donc faciliter les exportations. Le même constat est fait en 2008, conférant les biocarburants. Le CCE rappelle alors l'importance d'un équilibre entre la réduction des critères de certifications et la faisabilité de la mise en oeuvre.

### c) L'étiquetage

Nous avons déjà abordé la question de l'étiquetage écologique et de la question des PMP lors de l'étude de l'accord OTC. Précisons simplement que pour éviter l'effet néfaste des labels écologiques, il faut se concentrer sur la transparence de ces mesures et assurer une coopération internationale. Il relève donc du champ de compétence du CCE de créer une discussion autour de ces normes et de peut-être négocier, un code de certification écologique spécifique ou d'autres

---

<sup>447</sup> Ibid, p. 6

<sup>448</sup> Ibid, p. 9

instruments facultatifs dans le cadre de l'OMC<sup>449</sup>. En octobre 2003, le Comité OTC avait invité les Membres à « une “Activité didactique” sur l'étiquetage ». Cette activité visait une explication claire de l'élaboration, l'adoption et l'application des prescriptions en matière d'étiquetage, du point de vue de la mise en œuvre de l'Accord OTC et des conséquences de ces prescriptions sur l'accès aux marchés<sup>450</sup>. Le Comité OTC avait alors identifié les questions principales concernant la question comme « l'approche utilisée dans le cadre de l'initiative pour garantir la conformité » ou « les effets sur l'accès aux marchés (c'est-à-dire positifs ou négatifs), et en particulier pour les pays en développement ».

Les mesures techniques sont des moyens efficaces de concilier développement économique et protection de l'environnement. Les réglementations environnementales peuvent permettre d'imposer des valeurs non marchandes tout en respectant le principe de spécialité. La question qui se pose est l'égalité entre les Membres concernant les moyens de s'y adapter. L'exemple de l'imposition de labels sur les étiquettes des produits peut parfois demander des changements dans les méthodes utilisées comme le soulignent les différends concernant la pêche par exemple. Ainsi, la poursuite d'un objectif environnemental dans le respect du principe de spécialité aurait pour conséquence un accroissement des inégalités entre les Membres. Cette question est primordiale dans un contexte où l'écart entre les Nations les plus riches et les Nations les plus pauvres se creuse plus rapidement que jamais.

---

<sup>449</sup> Vossenaar, René. « Labels écologiques et commerce international : principaux aspects » [1997] 16 Annuaire suisse de politique de développement 215-228. En ligne : <<https://journals.openedition.org/aspd/809#quotation> >

<sup>450</sup> OMC, *Événement d'apprentissage OTC sur l'étiquetage*, 21-22 octobre 2003. En ligne : < [https://www.wto.org/english/tratop\\_e/tbt\\_e/event\\_oct03\\_e/labelling\\_oct03\\_summary\\_e.htm](https://www.wto.org/english/tratop_e/tbt_e/event_oct03_e/labelling_oct03_summary_e.htm) >





# Conclusion

*« Cependant, il est évident qu'il reste encore beaucoup de travail à faire. Je dirais qu'une partie de ce travail ne pourra être accomplie que lorsque l'OMC aura achevé son premier Cycle vert. Mais, me demanderez-vous, ce "Cycle vert" existe-t-il? La réponse est "oui". Le Cycle de négociations commerciales de Doha est le tout premier cycle contenant un chapitre sur l'environnement, un "chapitre vert", le tout premier cycle de négociations où les Membres de l'OMC sont encouragés à effectuer des études environnementales à l'échelle nationale. Et, dans ce chapitre, vous trouverez ce que préconisait Daniel Esty, à savoir le respect des traités internationaux relatifs à l'environnement. »<sup>451</sup>*

Cette déclaration de Pascal Lamy témoigne de l'espoir que l'OMC avait fondé dans le Cycle de Doha. L'année 2001 aurait dû être un virage pour l'Organisation mondiale du Commerce, un virage « vert ». Le droit commercial et le droit de l'environnement se sont développés dans deux sphères distinctes. Or, l'ampleur des conséquences du changement climatique impose aujourd'hui une prise de conscience et un changement. Ces modifications doivent avoir lieu au niveau des habitudes de consommation et de production.

Ainsi, le commerce et l'environnement ne sont pas nécessairement deux concepts contradictoires, mais les objectifs actuels de l'OMC et les volontés de développement de ses Membres rendent difficile leur rencontre. Le système commercial étant considéré comme une entité à protéger à tout prix, la méfiance envers les mesures environnementales qui peuvent freiner la libéralisation vient créer une méfiance à l'égard du protectionnisme vert. Le développement de droit international de l'environnement vient percuter le droit de l'OMC. L'Organisation doit alors s'adapter et s'ouvrir aussi à ces textes, car les États ont souverainement décidé de s'y conformer.

La protection de l'environnement reste aujourd'hui ostracisée dans le droit de l'OMC. En effet, même dans les régimes d'exception, elle est considérée comme objectif légitime, mais soumis à

---

<sup>451</sup> OMC, Pascal Lamy. Discours prononcé à l'Université de Yale le 24 octobre 2007, en ligne : < [https://www.wto.org/french/news\\_f/sppl\\_f/sppl79\\_f.htm](https://www.wto.org/french/news_f/sppl_f/sppl79_f.htm) >

conditions. Il est primordial pour l'OMC, d'aboutir à un accord clairement orienté vers le commerce de produits et de services environnementaux, pour considérer qu'un « Cycle vert » est réellement d'actualité. Les dispositions du droit de l'OMC dans le sens d'une protection environnementale sont souvent isolées dans les textes du droit de l'OMC.

Il est tout de même possible d'observer une orientation environnementale de plusieurs décisions des Groupes Spéciaux ou de l'Organe d'appel. En effet, si les négociations entre les Membres et dans les comités n'avancent que peu, les membres de l'ORD sont ceux qui ont le plus d'occasions d'orienter de droit le l'OMC vers une meilleure prise en compte des valeurs non marchandes. La force de l'interprétation est sa capacité à rendre le droit, d'apparence figé dans le marbre, plus malléable, capable de s'adapter aux défis modernes. Cette capacité à s'adapter est aussi un moyen pour le droit de l'OMC de ne pas devenir obsolète ou dépassé par les volontés de ses Membres.

Si l'histoire de l'OMC est semée d'embûches, de l'échec des négociations de la Charte de la Havane aux récentes désillusions autour du programme de Doha, elle a quand même réussi à devenir l'une des organisations internationales les plus influentes. Elle a les capacités de se renouveler pour embrasser une orientation vers le développement durable. Il faut reconnaître que l'OMC seule, en tant qu'organisation ne peut rien sans la volonté des Membres. Plusieurs conditions doivent être réunies pour qu'un virage vert soit effectif dans le commerce international. Une symbiose entre la volonté de libéralisation des échanges et la protection environnementale est possible si une réelle intégration de tous les États dans un mouvement de développement durable, la coopération de tous les organes de droit international, notamment ceux en capacité de réglementer les échanges commerciaux ou de régler les différends. La société civile doit aussi s'emparer de la question pour que les États, notamment démocratiques, trouvent l'intérêt de la coopération internationale, pour une meilleure considération pour les besoins et capacités de chaque pays. Les négociations en cours comme celles sur les subventions aux pêcheries témoignent de possibles progrès.

Les différences entre les Membres semblent aujourd'hui trop grandes pour être surmontées. Sur ce point la mondialisation est à double tranchant. Dans un premier temps, elle a permis le développement de beaucoup de pays, l'augmentation des échanges commerciaux tout autour du globe, mais elle a aussi creusé des inégalités. Pour, Frédéric Mégret, la mondialisation est à la fois une promesse et un défi. Une promesse, car si les activités humaines permises par la mondialisation peuvent être vues comme la source d'une activité normative importante, le droit international est en capacité de le faire. Un défi aussi, car la mondialisation n'est pas un phénomène qui attend une réglementation internationale pour se manifester dans le commerce mondial et donc impacter directement les personnes, les structures et la nature même du droit international<sup>452</sup>. Si le fonctionnement actuel du système commercial multilatéral semble immuable, il a connu lui aussi de nombreux changements. La prochaine étape semble être une mutation vers une prise en compte accrue des valeurs non marchandes, que ce soit la protection de l'environnement, mais aussi les droits de l'Homme pour pouvoir envisager un développement durable complet. Ainsi, l'OMC doit continuer à coopérer avec les autres organes de droit international, pas seulement économiques. Le futur rôle de l'OMC sera défini par sa capacité à rester stable et pertinente. Ceci sera influencé par la capacité du système à s'adapter aux circonstances instables que ce soit économique ou politique, ainsi que de sa capacité à assurer l'équilibre des intérêts de chaque Membre selon leurs conditions de développement<sup>453</sup>.

Ainsi, l'opposition entre les pays développés et les pays en développement ou les moins avancés est si grande que si les premiers semblent arriver à bout du système qu'ils ont mis en place, les seconds restent des espaces prometteurs. Ainsi, un développement de ces États lésés par la mondialisation à

---

<sup>452</sup> Frédéric, Mégret. « Globalization », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne : Max Planck Encyclopedia of Public International Law <<https://opil.ouplaw.com/>>.

<sup>453</sup> Stoll, Peter-Tobias. « World Trade Organization (WTO) », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne : Max Planck Encyclopedia of Public International Law <<https://opil.ouplaw.com/>>.

géométrie variable, dans un objectif de développement durable et respectueux de l'environnement doit être le nouveau principe directeur de l'action de l'OMC.

# Bibliographie

## DOCUMENTATION INTERNATIONALE

### Traités internationaux

- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*, 30 Octobre 1947, 55 UNTS 187.
- Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce*, 15 avril 1994, 1867 UNTS 154.
- Accord relatif aux obstacles techniques au commerce*, 12 avril 1979, 1186 UNTS 276
- Accord sur l'agriculture*, 15 avril 1994, 1867 UNTS 410.
- Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, 15 Avril 1994, 1867 UNTS 493.
- Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce*, 15 avril 1994, 1869 UNTS 299.
- Accord sur les obstacles techniques au commerce*, 15 Avril 1994, 1868 UNTS 120.
- Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*, 15 Avril 1994, 1869 UNTS 14.
- Nations-Unies, *Convention-cadre des Nations-unies sur les changements climatiques*, 9 mai 1992, 1771 UNTS 107.
- Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations-unies sur les changements climatiques*, 10 Décembre 1997, 37 ILM 32.
- Constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé*, 22 juillet 1946
- Convention internationale pour la protection des végétaux*, 6 décembre 1951
- Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone (Protocole à la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone)*, 16 septembre 1987, 1522 UNTS 3.
- Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de 1992*, Nation Unies, A/CONF.151/26 (Vol. I), 12 août 1992
- Nations-Unies, *Accord de Paris*, 1/CP.2 13 Décembre 2015 (entrée en vigueur le 4 novembre 2016)
- Nations-Unies, *Convention de Vienne sur le droit des traités*, 23 mai 1969 (entré en vigueur : 27 janvier 1980)
- Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles*, 15 septembre 1968
- Nations Unies, *Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques*, 29 janvier 2000 (entrée en vigueur : 11 septembre 2000)

### Documents de l'Organisation mondiale du commerce et de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

#### Documents publiés et documents de travail

- CCE, *GATT/WTO dispute settlement practice relating to GATT article XX, paragraphs (b), (d) and (g)* WT/CTE/203
- CCE, *Rapport du Comité du Commerce et de l'Environnement*, 12 novembre 1996, WT/CTE/1
- CCE, *Renforcement des synergies et la complémentarité entre les AEM et l'OMC*, WT/CTE/W/213, 12 juin 2002
- GATT, *Industrial Pollution Control and International Trade, Studies in International Trade*, L/3538 9 juin 1971
- OMC, *UNEP, Making trade work for the environment, prosperity and resilience*. 2018

OMC, *The Doha mandate on multilateral environmental agreements (MEAs)*, en ligne : < <https://www.wto.org> >

OMC, *Comité des négociations commerciales, Décision sur le Commerce et Environnement*, OMC Déc. LT/UR/D-6/2, 14 avril 1994

OMC, *L'intégration du commerce en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable*, Genève, 2018, p. 2. En ligne < <https://www.wto.org> >

OMC, *Legal effect of panel and appellate body reports and DSB recommendations and rulings. 7.2 Legal status of adopted/unadopted reports in other disputes* < <https://www.wto.org/> >

OMC, *Histoire et avenir de l'organisation mondiale du commerce*, en ligne <[https://www.wto.org/french/res\\_f/booksp\\_f/historywto\\_15\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/historywto_15_f.pdf)>

OMC, *The GATT years: from Havana to Marrakesh*. En ligne <<https://www.wto.org> >

OMC, *Groupes dans les négociations*, en ligne < <https://www.wto.org> >

OMC, *Comité du commerce et du développement, Aspects relatifs au développement du cycle de négociation de Doha*, WT/COMTD/W/143/Rev.4, 19 août 2010

Comité de l'agriculture, *Groupe de négociation sur l'Agriculture*, TN/AG/25 22 mars 2010

OMC, *Comité du commerce et du développement, Dispositions relatives au traitement spécial et différencié figurant dans les accords et décisions de l'OMC*, WT/COMTD/W/239, 12 octobre 2018

OMC, *Comité du commerce et de l'environnement, pratique du GATT/de l'OMC en matière de règlement des différends se rapportant à l'article XX, paragraphes B), D) et G) du GATT de 1994*, WT/CTE/W/203, 8 mars 2002

OMC, *Environmental Database, Data, Type of measures*, en ligne < <https://edb.wto.org/charts> >

Secrétariat de l'OMC, *Environmental Database for 2018*, WT/CTE/EDB/18, 12 novembre 2019

OMC, *Analytical index - Article XIV (Jurisprudence)*, en ligne <[https://www.wto.org/english/res\\_e/publications\\_e/ai17\\_e/gats\\_art14\\_jur.pdf](https://www.wto.org/english/res_e/publications_e/ai17_e/gats_art14_jur.pdf)>

OMC, *Agriculture: des marchés plus équitables pour les agriculteurs*, en ligne <[https://www.wto.org/french/thewto\\_f/whatis\\_f/tif\\_f/agrm3\\_f.htm](https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/agrm3_f.htm) >

OMC, *Mémoire d'accord relatif à la notification, la consultation, le règlement des différends et la surveillance*, adopté le 28 novembre 1979, L/4907. En ligne <[https://www.wto.org/french/docs\\_f/legal\\_f/tokyo\\_notif\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/tokyo_notif_f.pdf)>

OMC, *Déclaration Ministérielle*, Genève, WT/MIN(98)/DEC, 20 mai 1998

OMC, *Conférence Ministérielle*, Press/160, 7 décembre 1999

OMC, *Déclaration Ministérielle*, WT/MIN(01)/DEC/1, 20 novembre 2001

OMC, Pascal Lamy, *transcription de conférence de presse*, 26 mars 2010, en ligne <[https://www.wto.org/french/news\\_f/news10\\_f/tnc\\_dg\\_stat\\_26mar10\\_f.htm](https://www.wto.org/french/news_f/news10_f/tnc_dg_stat_26mar10_f.htm)>

OMC, *Déclaration Ministérielle, Programme de travail de Doha*, WT/MIN(05)/DEC, 22 décembre 2005

OMC, *Déclaration ministérielle*, WT/MIN(13)/DEC, 6 décembre 2013.

OMC, *Déclaration Ministérielle*, WT/MIN(15)/DEC, 19 décembre 2015

OMC, *Mécanisme de sauvegarde spéciale en faveur des pays en développement Membres – Décision ministérielle du 19 décembre 2015 – WT/MIN(15)/43-WT/L/978*,

OMC, *Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire – Décision ministérielle du 19 décembre 2015 – WT/MIN(15)/44-WT/L/979*,

OMC, *Concurrence à l'exportation – Décision ministérielle du 19 décembre 2015 – WT/MIN(15)/45-WT/L/980*

OMC, *Coton – Décision ministérielle du 19 décembre 2015 – WT/MIN(15)/46-WT/L/981*

OMC, *Règles d'origine préférentielles pour les pays les moins avancés – Décision ministérielle – WT/MIN(15)/47-WT/L/917/Add.1*, Mise en œuvre du traitement préférentiel en faveur des services

et fournisseurs de services des pays les moins avancés et participation croissante des PMA au commerce des services – Décision ministérielle – WT/MIN(15)/48-WT/L/982

OMC, *Document de travail*, TN/RL/W/274/Rev.2, RD/TN/RL/29/Rev.3

OMC, *Rapport (2002) du Comité du Commerce et de l'Environnement*, WT/CTE/W/217, 2 octobre 2002

OMC, *Rapport du Sommet Mondial pour le Développement Durable*, WT/COMTD/W/106/Rev.1, WT/CTE/W/220/Rev.1, 20 décembre 2002

OMC, *Håkan Nordström et Scott Vaughan, Dossiers Spéciaux « Commerce et environnement »*, OMC, Genève, 1999

OMC, *Report (2000) of the Committee on Trade and Environment*, WT/CTE/5, 30 octobre 2000

OMC, *Report (2001) of the Committee on Trade and Environment*, WT/CTE/6, 5 octobre 2001

OMC, *Report (1996) of the Committee on Trade and Environment*, WT/CTE/1, 12 novembre 1996

OMC, *Commerce des services, Le segment le plus dynamique du commerce international*, Genève, 2015

OMC, *Questions environnementales soulevées dans le cadre des négociations sur l'Agriculture*, WT/CTE/GEN/8, 18 février 2003

OMC, *Aspect environnementaux des négociations sur l'accès aux marchés*, WT/CTE/GEN/9 TN/MA/7, 21 février 2003

OMC, *Questions relatives à l'environnement dans les négociations sur les règles de l'OMC*, WT/CTE/GEN/10, 11 avril 2003

OMC, *Questions relatives à l'environnement dans les négociations dans le cadre des négociations sur les services*, WT/CTE/GEN/11, 16 avril 2003

OMC, *Aspect de l'aspect environnementale des négociations sur l'accès aux marchés*, WT/CTE/GEN/9, TN/MA/7, 21 février 2003

OMC, *Prescriptions environnementales et accès aux marchés, travaux récent de l'OCDE et de la CNUCED*, WT/CTE/W/244, 8 décembre 2006

OMC, *Événement d'apprentissage OTC sur l'étiquetage, 21-22 octobre 2003*. En ligne : < [https://www.wto.org/english/tratop\\_e/tbt\\_e/event\\_oct03\\_e/labelling\\_oct03\\_summary\\_e.htm](https://www.wto.org/english/tratop_e/tbt_e/event_oct03_e/labelling_oct03_summary_e.htm) >

OMC, *Pascal Lamy, discours prononcé à l'Université de Yale le 24 octobre 2007*, en ligne : < [https://www.wto.org/french/news\\_f/sppl\\_f/sppl79\\_f.htm](https://www.wto.org/french/news_f/sppl_f/sppl79_f.htm) >

## Décisions de l'ORD et des Groupes Spéciaux du GATT

*Discrimination italienne c Machines Agricoles importées*, 1958 Groupe Spécial , en ligne :

<[https://www.wto.org/french/tratop\\_f/dispu\\_f/58agrmch.pdf](https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/58agrmch.pdf)>.

*Canada — Mesures affectant l'exportation de harengs et de saumons non préparés*, 1987 Groupe Spécial , en ligne : <[https://www.wto.org/english/tratop\\_e/dispu\\_e/gatt\\_e/87hersal.pdf](https://www.wto.org/english/tratop_e/dispu_e/gatt_e/87hersal.pdf)>.

*Thaïlande — Restrictions à l'importation et taxes intérieures touchant les cigarettes*, 1990 Groupe Spécial .

*État-Unis - restriction à l'importation de thon*, 1991 Groupe Spécial .

*États - Unis - Thon (Mexique)*, 1991 Groupe Spécial , en ligne : <<http://www.worldtradelaw.net/document.php?id=reports/gattpanels/tunadolphiI.pdf>>.

*États-Unis — Restrictions à l'importation de thon*, 1994 Groupe Spécial , en ligne : <<https://docs.wto.org/gattdocs/q/GG/DS/29R.PDF>>.

*États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, 1996 Organe d'appel , en ligne : <[https://www.wto.org/english/tratop\\_e/dispu\\_e/2-9.pdf](https://www.wto.org/english/tratop_e/dispu_e/2-9.pdf)>.



- États-Unis - Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses de laine tissés en provenance d'Inde*, 1997 Organe d'appel , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S009-DP.aspx?language=E&CatalogueIdList=13317,36577&CurrentCatalogueIdIndex=1&FullTextSearch=>](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S009-DP.aspx?language=E&CatalogueIdList=13317,36577&CurrentCatalogueIdIndex=1&FullTextSearch=>)>.
- Communautés européennes - Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, 1997 Groupe Spécial , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S006.aspx?DataSource=Cat&query=@Symbol=WT/DS26/R/USA&Language=French&Context=ScriptedSearches&languageUIChanged=true#>](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S006.aspx?DataSource=Cat&query=@Symbol=WT/DS26/R/USA&Language=French&Context=ScriptedSearches&languageUIChanged=true#>)>.
- États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produit à base de crevettes*, 1998 Groupe Spécial , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S009-DP.aspx?language=E&CatalogueIdList=29016,114653&CurrentCatalogueIdIndex=1&FullTextHash=&HasEnglishRecord=True&HasFrenchRecord=True&HasSpanishRecord=True>](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S009-DP.aspx?language=E&CatalogueIdList=29016,114653&CurrentCatalogueIdIndex=1&FullTextHash=&HasEnglishRecord=True&HasFrenchRecord=True&HasSpanishRecord=True>)>.
- Australie - Mesures visant les importations de saumons*, 1998 Organe d'appel , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S006.aspx?Query=\(@Symbol=%20wt/ds18/ab/r\\*%20not%20rw\\*\)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#>](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S006.aspx?Query=(@Symbol=%20wt/ds18/ab/r*%20not%20rw*)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#>)>.
- Japon — Mesures visant les produits agricoles*, 1999 Organe d'appel , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S009-DP.aspx?language=E&CatalogueIdList=26107&CurrentCatalogueIdIndex=0&FullTextHash=&HasEnglishRecord=True&HasFrenchRecord=True&HasSpanishRecord=True>](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S009-DP.aspx?language=E&CatalogueIdList=26107&CurrentCatalogueIdIndex=0&FullTextHash=&HasEnglishRecord=True&HasFrenchRecord=True&HasSpanishRecord=True>)>.
- États-Unis - Sections 301-310 of the Trade Act of 1974*, 1999 Groupe spécial , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S006.aspx?Query=\(@Symbol=%20wt/ds152/r\\*%20not%20rw\\*\)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#>](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S006.aspx?Query=(@Symbol=%20wt/ds152/r*%20not%20rw*)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#>)>.
- États-Unis - Anti-dumping act of 1916*, 2000 Organe d'appel , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S009-DP.aspx?language=E&CatalogueIdList=129123,95845,53783,36083,14292,8896,90919,11546,13371,55220&CurrentCatalogueIdIndex=9&FullTextHash=371857150&HasEnglishRecord=True&HasFrenchRecord=True&HasSpanishRecord=True>](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S009-DP.aspx?language=E&CatalogueIdList=129123,95845,53783,36083,14292,8896,90919,11546,13371,55220&CurrentCatalogueIdIndex=9&FullTextHash=371857150&HasEnglishRecord=True&HasFrenchRecord=True&HasSpanishRecord=True>)>.
- Corée — Diverses mesures affectant la viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée*, 2000 Organe d'appel , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S009-DP.aspx?CatalogueIdList=32900&CurrentCatalogueIdIndex=0>](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S009-DP.aspx?CatalogueIdList=32900&CurrentCatalogueIdIndex=0>)>.
- Communauté Européennes - Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, 2001 Organe d'appel , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S009-DP.aspx?language=E&CatalogueIdList=1236&CurrentCatalogueIdIndex=0&FullTextHash=>](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S009-DP.aspx?language=E&CatalogueIdList=1236&CurrentCatalogueIdIndex=0&FullTextHash=>)>.
- États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevette*, 2001 Organe d'appel , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S006.aspx?Query=\(@Symbol=%20wt/ds58/\\*\)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#>](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S006.aspx?Query=(@Symbol=%20wt/ds58/*)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#>)>.
- Communauté Européenne - Désignations commerciales des sardines*, 2002 Organe d'appel , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S006.aspx?Query=\(@Symbol=%20wt/ds231/ab/r\\*%20not%20rw\\*\)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#>](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S006.aspx?Query=(@Symbol=%20wt/ds231/ab/r*%20not%20rw*)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#>)>.

- Japon - Mesures visant l'importation de pomme*, 2003 Organe d'appel , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S009-DP.aspx?language=E&CatalogueIdList=36202&CurrentCatalogueIdIndex=0&FullTextHash=&HasEnglishRecord=True&HasFrenchRecord=True&HasSpanishRecord=True](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S009-DP.aspx?language=E&CatalogueIdList=36202&CurrentCatalogueIdIndex=0&FullTextHash=&HasEnglishRecord=True&HasFrenchRecord=True&HasSpanishRecord=True)>.
- États-unis - Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris*, 2005 Organe d'appel , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S006.aspx?DataSource=Cat&query=@Symbol=WT/DS285/AB/R\\*&Language=French&Context=ScriptedSearches&languageUIChanged=true#](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S006.aspx?DataSource=Cat&query=@Symbol=WT/DS285/AB/R*&Language=French&Context=ScriptedSearches&languageUIChanged=true#)>.
- Communautés européennes — Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques*, 2006 Groupe Spécial , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S006.aspx?Query=\(@Symbol=%20wt/ds291/r\\*%20not%20rw\\*\)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S006.aspx?Query=(@Symbol=%20wt/ds291/r*%20not%20rw*)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#)>.
- Brésil – Mesures visant l'importation de pneumatiques rechapés (Plainte des Communautés européennes)*, 2007 Organe d'appel , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S006.aspx?Query=\(@Symbol=%20wt/ds332/ab/r\\*%20not%20rw\\*\)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S006.aspx?Query=(@Symbol=%20wt/ds332/ab/r*%20not%20rw*)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#)>.
- États-Unis - Maintien de la suspension d'obligations dans le différend CE - Hormones*, 2008 Organe d'appel , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S006.aspx?DataSource=Cat&query=@Symbol=WT/DS320/AB/R&Language=French&Context=ScriptedSearches&languageUIChanged=true#](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S006.aspx?DataSource=Cat&query=@Symbol=WT/DS320/AB/R&Language=French&Context=ScriptedSearches&languageUIChanged=true#)>.
- Australie - Mesures affectant l'importation de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande*, 2010 Organe d'appel , en ligne : <[https://www.wto.org/english/tratop\\_e/dispu\\_e/367abr\\_e.pdf](https://www.wto.org/english/tratop_e/dispu_e/367abr_e.pdf)>.
- États-Unis – Mesures affectant la production et la vente des cigarettes aux clous de girofle (Plainte de l'Indonésie)*, 2012 Organe d'appel , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S006.aspx?Query=\(@Symbol=%20wt/ds406/ab/r\\*%20not%20rw\\*\)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S006.aspx?Query=(@Symbol=%20wt/ds406/ab/r*%20not%20rw*)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#)>.
- États-Unis - Certaines prescriptions en matière d'étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO)*, 2012 Organe d'appel , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S006.aspx?Query=\(@Symbol=%20wt/ds406/ab/r\\*%20not%20rw\\*\)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S006.aspx?Query=(@Symbol=%20wt/ds406/ab/r*%20not%20rw*)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#)>.
- Communautés européennes – Mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque (Plainte du Canada)*, 2014 Organe d'appel , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S009-DP.aspx?language=F&CatalogueIdList=124807&CurrentCatalogueIdIndex=0&FullTextHash=&HasEnglishRecord=True&HasFrenchRecord=True&HasSpanishRecord=True](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S009-DP.aspx?language=F&CatalogueIdList=124807&CurrentCatalogueIdIndex=0&FullTextHash=&HasEnglishRecord=True&HasFrenchRecord=True&HasSpanishRecord=True)>.
- Chine - Mesure relatives à l'exportation de terres rares, de tungstène et de molybdène*, 2014 Organe d'appel , en ligne : <[https://www.wto.org/english/tratop\\_e/dispu\\_e/431\\_432\\_433abr\\_e.pdf](https://www.wto.org/english/tratop_e/dispu_e/431_432_433abr_e.pdf)>.
- Argentine - Mesures concernant le commerce des marchandises et des services*, 2015 Groupe Spécial , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S006.aspx?Query=\(@Symbol=%20wt/ds453/r\\*%20not%20rw\\*\)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S006.aspx?Query=(@Symbol=%20wt/ds453/r*%20not%20rw*)&Language=ENGLISH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#)>.

*Australie — Certaines mesures concernant les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques et autres prescriptions en matière d'emballage neutre applicables aux produits du tabac et à leur emballage (Plainte de Cuba)*, 2018 Groupe Spécial , en ligne : <[https://www.wto.org/english/tratop\\_e/dispu\\_e/435\\_441\\_458\\_467r\\_e.pdf](https://www.wto.org/english/tratop_e/dispu_e/435_441_458_467r_e.pdf)>.

*Union européenne - Certaines mesures visant l'huile de palme et les biocarburant dérivé du palmier à huile*, 2019 , en ligne : <[https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE\\_Search/FE\\_S\\_S006.aspx?Query=\(@Symbol=%20wt/ds593/\\*\)&Language=FRENCH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#](https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/FE_Search/FE_S_S006.aspx?Query=(@Symbol=%20wt/ds593/*)&Language=FRENCH&Context=FomerScriptedSearch&languageUIChanged=true#)>.

## Décisions internationales

*Compétence de la Commission européenne du Danube*, avis consultatif, 1927 CPJI , en ligne : <<http://www.icj-cij.org>>.

*Lécéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé*, avis consultatif, [1996] Recueil 1996 66 (CIJ). en ligne : <<http://www.icj-cij.org>>.

*Affaire relative au Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)*, [1997] Recueil 1997 7 (CIJ).en ligne : <<http://www.icj-cij.org>>.

## Autres

United Nations, *Global Environment Outlook – GEO-6: Healthy Planet, Healthy People*, ed (Cambridge: Cambridge University Press, 2019). En ligne < <https://www.cambridge.org> >  
e

United Nations, *Global Environment Outlook : Environment for the future we want*, 5<sup>e</sup> éd, Nairobi, United Nations, *Environment Programme*, 2012. En ligne < <http://wedocs.unep.org> >

Protocole de Montréal, *Vingt-sixième Réunion des Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone*, UNEP/OzL.Pro.26/10, aux paragraphes 4 et 9

Office québécois de la langue française, *Vocabulaire du développement durable*, Montréal, 2011. En ligne < <http://numerique.banq.qc.ca> >

OCDE, 2000a. *Environmental Goods and Services : An Assessment of the Environmental, Economic and Development Benefits of Further Global Trade Liberalisation*. COM/TD/ENV/(2000)86/Final. Joint Working Party on Trade and Environment.

Nation Unies, *World Population Prospects, Volume I 2017 Revision*,. En ligne < [https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017\\_Volume-I\\_Comprehensive-Tables.pdf](https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_Volume-I_Comprehensive-Tables.pdf) >

Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'Organisation, *Notre Avenir à Tous*, Oxford University Press, 1987

OMC, *Les Conférences ministérielles*, en ligne < [https://www.wto.org/french/thewto\\_f/minist\\_f/minist\\_f.htm](https://www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/minist_f.htm) >

Nations Unies, *Objectifs du Millénaires pour le développement*. En ligne <<https://www.un.org/fr/millenniumgoals> >

Nations Unies, *Objectifs de Développement Durable*. En ligne < <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/> >

## DOCTRINE

### Monographies

- Abbas, Mehdi. *L'Organisation mondiale du commerce et l'environnement : aspects institutionnels et réglementaires*, 1<sup>re</sup> éd, Grenoble, Laboratoire d'Economie de la Production et de l'Intégration Internationale, 2004, en ligne : <halshs-00002712> (consulté le 25 mai 2020).
- Chaumont, Anne-Claire et Thierry Garcia. *L'Objectif de développement durable de l'Organisation Mondiale du Commerce*, 1<sup>re</sup> éd, coll Logiques Juridiques, Paris, Editions L'Harmattan, 2008.
- Dam, Kenneth W. *The GATT: law and international economic organization*, 1<sup>re</sup> éd, Chicago, University of Chicago Press, 1977.
- Esty, Daniel C. *Greening the GATT: Trade, Environment, and the Future*, 1<sup>re</sup> éd, Washington DC, Peterson Institute for International Economics, 1994.
- Guèvremont, Véronique. *Valeurs non marchandes et droit de l'OMC*, 1<sup>re</sup> éd, coll Mondialisation et droit international, Bruxelles, Bruylant, 2013.
- Haas, Peter M., dir. *Institutions for the Earth: Sources of Effective International Environmental Protection*, coll Global Environmental Accord: Strategies for Sustainability and Institutional Innovation, Cambridge, États-Unis, The MIT Press, 1993.
- Hallström, Pär et Richard Senti. *The GATT panels and the formation of international trade law*, 1<sup>re</sup> éd, Stockholm, Juristforlaget, 1994.
- Hoffmann, Christian. *Les périls du protectionnisme vert. À l'instar du combat contre l'huile de palme en Europe*, 1<sup>re</sup> éd, Genève, Institut Libéral, 2014, en ligne : <<http://www.libinst.ch/publications/IL-Hoffmann-ProtectionnismeVert.pdf>>.
- Ingo, Mélinna D. *Agriculture, trade, and the WTO : creating a trading environment for development*, 1<sup>re</sup> éd, coll Directions in development, Washington, DC, World Bank eLibrary, 2003, en ligne : <<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/15208>>.
- Irwin, Douglas A., Petros C. Mavroidis et Alan O. Sykes. *The Genesis of the GATT*, 1<sup>re</sup> éd, coll The American Law Institute Reporters Studies on WTO Law, Cambridge, Cambridge University Press, 2008, doi : 10.1017/CBO9780511817953.
- Jouanneau, Daniel. *L'Organisation mondiale du commerce*, 4<sup>e</sup> éd, coll Que sais-je ?, Paris, Presses Universitaires de France, 2003, en ligne : <<https://www.cairn.info/l-organisation-mondiale-du-commerce--9782130533405.htm>> (consulté le 25 mai 2020).
- Kiss, Alexandre Charles et Jean-Pierre Beurier. *Droit international de l'environnement*, 2<sup>e</sup> éd, coll Études internationales, n°3, Paris, Pédone, 2000.
- Luff, David. *Le droit de l'Organisation mondiale du commerce: analyse critique*, 1<sup>re</sup> éd, coll Collection de la Faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles, Bruxelles : Paris, Bruylant ; LGDJ, 2004.
- Maljean-Dubois, Sandrine. *Droit de l'Organisation mondiale du commerce et protection de l'environnement*, 1<sup>re</sup> éd, coll Travaux du CERIC, n°2, Bruxelles, Bruylant, 2003.
- Perdikis, Nicholas et Robert Read, dir. *The Wto And The Regulation Of International Trade: Recent Trade Disputes Between The European Union And The United States*, 1<sup>re</sup> éd, Cheltenham, Edward Elgar Pub, 2005.
- Petersmann, Ernst-Ulrich. *The GATT/WTO Dispute Settlement System International Law, International Organizations and Dispute Settlement*, 23, coll Nijhoff Law Specials, La Haye, Kluwer Law international, 1997.

- Petiteville, Franck. *Les négociations multilatérales à l'OMC*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, en ligne : Négociations internationales <<https://www.cairn.info/negociations-internationales--9782724612813-page-345.htm>> (consulté le 6 juin 2020).
- Petiteville, Franck et Delphine Placidi-Frost. *Négociations internationales*, coll Relations internationales, en ligne : <<https://www.cairn.info/negociations-internationales--9782724612813.htm>> (consulté le 6 juin 2020).
- Prost, Mario. *D'abord les moyens, les besoins viendront après : commerce et environnement dans la « jurisprudence » du GATT et de l'OMC*, 1<sup>re</sup> éd, coll Mondialisation et droit international, n°8, Bruxelles, Bruylant, 2006.
- R. Conrad, Christiane. *WTO Law: Interfacing Trade and Social Goals*, 1<sup>re</sup> éd, coll Cambridge International Trade and Economic Law, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.
- Rugman, Alan M., Fellow in Strategic Management Alan Rugman, Rugman Rugman Alan M., Fellow of the Centre for International Studies University of Toronto and Research Coordinator Julie Soloway, John J. Kirton, Julie Soloway et Associate Professor of Political Science Research Associate of the Centre for International Studies and Director of the G7 Research Group John Kirton. *Environmental Regulations and Corporate Strategy: A NAFTA Perspective*, Oxford University Press, 1999.
- Ruiz Fabri, Hélène. *La nécessité devant le juge de l'OMC*, Paris, Pédone, 2007.
- Seron, Isabelle. L'application des règles d'interprétation de la Convention de Vienne sur le droit des traités dans le cadre de l'ALE, de l'ALENA, du GATT, de l'OMC et de l'Union européenne, Institut de droit comparé, Université McGill, 1999.
- Trebilcock, M. J., Robert Howse et Antonia Eliason. *The Regulation of International Trade*, Abingdon, Routledge, 2013.
- Vranes, Erich. *Trade and the Environment: Fundamental Issues in International Law, WTO Law, and Legal Theory*, coll WTO Law and Legal Theory, Oxford, Oxford University Press, 2009, en ligne : Trade and the Environment <<https://www.oxfordscholarship.com/view/10.1093/acprof:oso/9780199562787.001.0001/acprof-9780199562787>> (consulté le 6 juin 2020).
- Watson, James. *The WTO and the Environment: Development of competence beyond trade*, coll Routledge Research in International Economic Law, Londres, Routledge, 2013.
- Wolfrum, Rudiger, Peter-tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr. *WTO- Technical Barriers and SPS Measures*, 1<sup>re</sup> éd, coll Max Planck commentaries on world trade law, n°v3, Leiden ; Boston, BRILL, 2007.

## Articles publiés dans des ouvrages collectifs

- Blattner, Charlotte E. « The Unanswered: Indirect Protection through the GATT » dans *Protecting Animals Within and Across Borders: Extraterritorial Jurisdiction and the Challenges of Globalization*, Oxford, Oxford University Press, 2019, en ligne : Protecting Animals Within and Across Borders: Extraterritorial Jurisdiction and the Challenges of Globalization <<https://www.oxfordscholarship.com/view/10.1093/oso/9780190948313.001.0001/oso-9780190948313-chapter-4>> (consulté le 9 juin 2020).
- Bodansky, Daniel et Jessica C. Lawrence. « Trade and Environment » dans *The Oxford Handbook of International Trade Law*, coll Oxford Handbooks, Oxford, New York, Oxford University Press, 2009, doi : 10.1093/oxfordhb/9780199231928.013.0018.
- Boisson de Chazournes, Laurence. « Le rôle des organes de règlement des différends de l'OMC dans le développement du droit international de l'environnement : entre le marteau et

- l'enclume » dans Sandrine Maljean-Dubois, dir, *Droit de l'Organisation mondiale du commerce et protection de l'environnement*, 1<sup>re</sup> éd, Bruxelles, Bruylant, 2003.
- . « Standards et normes techniques dans l'ordre juridique contemporain : quelques réflexions » dans *International Law and the Quest for its Implementation : Le droit international et la quête de sa mise en oeuvre : Liber Amicorum Vera Gowlland-Debbas*, Leiden, Brill, 2010, 351, en ligne : *International Law and the Quest for its Implementation : Le droit international et la quête de sa mise en oeuvre : Liber Amicorum Vera Gowlland-Debbas* <<https://archive-ouverte.unige.ch/unige:12597>> (consulté le 6 juin 2020).
- Chaumont, Charles. « La signification du principe de spécialité des organisations internationales » dans *Mélanges Henri Rolin. Problèmes de droit des gens*, Paris, Pédone, 1964, 55-66.
- Hudec, Robert E. « The Product-Process Doctrine in GATT/WTO Jurisprudence » dans M Bronckers et R Quick, dir, *New Directions in International Economic Law, Essays in Honour of John H. Jackson*, 1<sup>re</sup> éd, La Haye, Kluwer Law International, 2000.
- Kask, Ulla. « Subsidies and the Environment » dans Tony Allan, Brendan Bromwich, Martin Keulertz et Anthony Colman, dir, *The Oxford Handbook of Food, Water and Society*, 1<sup>re</sup> éd, Oxford, Oxford University Press, 2019, doi : 10.1093/oxfordhb/9780190669799.013.6.
- Kerbrat, Yann et Sandrine Maljean-Dubois. « Les juridictions internationales face au principe de précaution, entre grande prudence et petites audaces » dans *Unity and diversity of international law, Essays in Honour of Professor Pierre-Marie Dupuy*, Amsterdam, Martinus Nijhoff, 2014, 929, en ligne : *Unity and diversity of international law, Essays in Honour of Professor Pierre-Marie Dupuy* <<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01225913>> (consulté le 6 juin 2020).
- MCGovern, E. « Dispute Settlement in the GATT - Adjudication or Négociation ? » dans M Hilf, Francis G Jacobs et Ernst-Ulrich Petersmann, dir, *The European Community and Gatt*, Deventer, the Netherlands ; Boston, Kluwer Law International, 1986.
- Nedumpara, J.J. « WTO, State and Legal Capacity Building » dans par Leïla Choukroune, *Judging the State in International Trade and Investment Law: Sovereignty Modern, the Law and the Economics*, New-York, Springer, 2016.
- Rainelli, Michel. « IV. Le cycle de Doha » dans *L'Organisation mondiale du commerce*, 1<sup>re</sup> éd, 9<sup>e</sup> éd., coll Repères, Paris, La Découverte, 2011, 87-102, en ligne : *L'Organisation mondiale du commerce* <<https://www.cairn.info/l-organisation-mondiale-du-commerce--9782707170675-page-87.htm>> (consulté le 6 juin 2020).
- Soyoung, Lee. « Compatibility of Eco-Labeling Scheme with WTO and Its Potentially Conflicting Impacts » dans par Deok-Young Park, *Legal Issues on Climate Change and International Trade Law*, New-York, Springer, 2016.
- Tarullo, D.K. *The relationship of WTO obligations to other international arrangements*, .
- Tarullo, D.K. et R Quick. « The relationship of WTO obligations to other international arrangements » dans M Bronckers, dir, *M.Bronckers et R.Quick « New directions on International Economic Law. Essays in Honor of John H. Jackson »*, 1, La Haye, Kluwer Law International, 2011.
- Thomas, Urs P. « Fonction et rôle du Codex alimentarius dans le débat sur le commerce international des OGM » dans Estelle Brosset et Ève Truilhé-Marengo, dir, *Les enjeux de la normalisation technique internationale. Entre environnement, santé et commerce international*, 199, coll La documentation Française, Paris, 2006.
- Tomkiewicz, Vincent. « L'interprétation téléologique au sein de l'OMC et la question de la protection environnementale » dans Hélène Ruiz Fabri et Lorenzo Gradoni, dir, *La circulation des concepts juridiques : le droit international de l'environnement entre*

## Périodiques

- Abdelgawad, Walid, Clotilde Jourdain-Fortier et Isabelle Moine-Dupuis. « Chronique de jurisprudence » (2008) t. XXII, 3:3 *Revue internationale de droit économique* 357-393.
- Andela, Jacques Joël. « L'article XX du GATT de 1994 dans la jurisprudence de l'Organe de règlement des différends de l'OMC : une analyse sous le prisme environnemental » (2012) 25:1 *Revue québécoise de droit international* 1-28.
- Arbour, Maurice. « Le principe de précaution dans le contexte du commerce international : une intégration difficile » (2002) 43:1 *Les Cahiers de Droit* 5-37.
- Bartels, Lorand. « Article XX of GATT and the Problem of Extraterritorial Jurisdiction The Case of Trade Measures for the Protection of Human Rights » 36:2 *Journal of World Trade*, en ligne : *Journal of World Trade* <[https://www.academia.edu/1045792/Article\\_XX\\_of\\_GATT\\_and\\_the\\_Problem\\_of\\_Extraterritorial\\_Jurisdiction\\_The\\_Case\\_of\\_Trade\\_Measures\\_for\\_the\\_Protection\\_of\\_Human\\_Rights](https://www.academia.edu/1045792/Article_XX_of_GATT_and_the_Problem_of_Extraterritorial_Jurisdiction_The_Case_of_Trade_Measures_for_the_Protection_of_Human_Rights)> (consulté le 9 juin 2020).
- Bartenstein, Kristin. « L'article XX du GATT : le principe de proportionnalité et la concordance concrète entre le commerce et l'environnement » (2002) 43:4 *cdl* 651-684, doi : <https://doi.org/10.7202/043727ar>.
- Bartenstein, Kristin et Sophie Lavallée. « L'écolabel est-il un outil du protectionnisme « vert » ? » (2003) 44:3 *cdl* 361-393, doi : <https://doi.org/10.7202/043757ar>.
- Biermann, Frank, Philipp Pattberg, Harro van Asselt et Fariborz Zelli. « The Fragmentation of Global Governance Architectures: A Framework for Analysis » (2009) 9:4 *Global Environmental Politics* 14-40, doi : 10.1162/glep.2009.9.4.14.
- Boisson de Chazournes, Laurence et Makane Moïse Mbengue. « A propos du principe du soutien mutuel, les relations entre le Protocole de Cartagena et les Accords de l'OMC » [2007] 4 *Revue générale de droit international public* 829-862.
- Boy, Laurence, Christophe Charlier, Michel Rainelli et Patrice Reis. « La mise en œuvre du principe de précaution dans l'accord sps de l'omc » (2003) Vol. 54:6 *Revue économique* 1291-1306.
- Charnovitz, Steve. « Free Trade, Fair Trade, Green Trade: Defogging the Debate » (1994) 27:3 *Cornell International Law Journal* 459-525.
- Costello, Anthony, Mustafa Abbas, Adriana Allen, Sarah Ball, Sarah Bell, Richard Bellamy, Sharon Friel, Nora Groce, Anne Johnson, Maria Kett, Maria Lee, Caren Levy, Mark Maslin, David McCoy, Bill McGuire, Hugh Montgomery, David Napier, Christina Pagel, Jinesh Patel, Jose Antonio Puppim de Oliveira, Nanneke Redclift, Hannah Rees, Daniel Rogger, Joanne Scott, Judith Stephenson, John Twigg, Jonathan Wolff et Craig Patterson. « Managing the health effects of climate change: Lancet and University College London Institute for Global Health Commission » (2009) 373:9676 *The Lancet* 1693-1733, doi : 10.1016/S0140-6736(09)60935-1.
- Cottier, Thomas. « Limits to International Trade: the Constitutional Challenge » (2000) 94 *Proceedings of the ASIL Annual Meeting* 220-222, doi : 10.1017/S027250370005583X.
- . « Les tâches de l'OMC » (2004) t. XVIII, 3:3 *Revue internationale de droit économique* 273-291.

- Croley, Steven P. et John H. Jackson. « WTO Dispute Procedures, Standard of Review, and Deference to National Governments » (1996) 90:2 *The American Journal of International Law* 193-213, doi : 10.2307/2203683.
- Damian, Michel et Jean-Christophe Graz. « L'Organisation mondiale du commerce, l'environnement et la contestation écologique » (2001) n° 170:4 *Revue internationale des sciences sociales* 657-670.
- Dufour, Geneviève. « Les OGM à l'OMC : résumé critique du rapport du Groupe spécial dans l'affaire CE – Produits biotechnologiques » (2007) 1:1 *Revue québécoise de droit international* 281-311.
- Espa, Ilaria. « Action pour le climat et mesures commerciales unilatérales : les initiatives les plus récentes de l'union européenne » (2012) t. XXVI:3 *Revue internationale de droit économique* 295-320.
- Facchini, François. « Des effets de la libéralisation des marchés agricoles » [2006] 292 *Économie rurale* Agricultures, alimentations, territoires 68-78, doi : 10.4000/economierurale.750.
- Flowers, Zachary. « The Role of Precedent and Stare Decisis in the World Trade Organization's Dispute Settlement Body » (2019) 47:2 *International Journal of Legal Information* 90-104, doi : 10.1017/jli.2019.21.
- Fontagné, Lionel et Mondher Mimouni. « L'environnement, nouvel obstacle au commerce de produits agricoles et alimentaires » (2001) no 87:3 *Economie internationale* 63-87.
- Forster, Sophie. « Les négociations internationales dans le domaine du commerce et de l'environnement » [1997] 16 *Annuaire suisse de politique de développement* 203-213.
- Haas, Ernst B. « International Integration: The European and the Universal Process » (1961) 15:3 *International Organization* 366-392, doi : 10.1017/S0020818300002198.
- Kœnig, Ernest. « Les leçons et les problèmes des négociations multilatérales du GATT » (1979) 133:1 *Économie rurale* 38-43, doi : 10.3406/ecoru.1979.2661.
- Kuyper, P. J. « The law of GATT as a special field of international law : Ignorance, further refinement or self-contained system of international law ? » (1994) 25 *Netherlands Yearbook of International Law* 227-257, doi : 10.1017/S0167676800000234.
- Lamy, Pascal et Isabelle Hausser. « Le nouveau monde du commerce » (2015) Numéro 151:3 *Commentaire* 491-498.
- Maljean-Dubois, Sandrine. « Le spectre de l'isolation clinique : quelle articulation entre les règles de l'OMC et les autres principes et instruments internationaux ? » (2008) 12:2 *Revue Européenne de Droit de l'Environnement* 159-169, doi : 10.3406/reden.2008.2022.
- Marceau, Gabrielle et Clément Marquet. « La jurisprudence de l'OMC et la recherche d'un équilibre entre développement économique et considérations non commerciales : le cas de l'environnement » (2017) 30:2 *Revue québécoise de droit international* 119-149.
- Marceau, Gabrielle Zoe et Joel P. Trachtman. « A Map of the World Trade Organization Law of Domestic Regulation of Goods: The Technical Barriers to Trade Agreement, the Sanitary and Phytosanitary Measures Agreement, and the General Agreement on Tariffs and Trade » (2014) 48:2 *Journal of World Trade* 351-432.
- Mbengue, Makane Moïse et Urs P. Thomas. « Le codex Alimentarius, le protocole de Cartagena et l'OMC : une relation triangulaire en émergence ? » [2004] XLII-130 *Revue européenne des sciences sociales European Journal of Social Sciences* 229-248, doi : 10.4000/ress.482.
- Neumayer, Eric. « Trade Measures in Multilateral Environmental Agreements and WTO Rules: Potential for Conflict, Scope for Reconciliation » (2010) 55:3 *Aussenwirtschaft*, 403 – 426.
- Nichols, Philip M. « GATT Doctrine » (1995) 36:2 *Va J Int'l L* 379-466.



- Nsasa Makamona, Didier. « Les procédés et méthodes de production (PMP) dans le commerce international » (2005) 2:7 *EcoLomic Policy & Law*, en ligne : *EcoLomic Policy & Law* <[https://www.ecolomics-international.org/epal\\_2005\\_7\\_8\\_makamona\\_didier\\_nsasa\\_pmp\\_omc.pdf](https://www.ecolomics-international.org/epal_2005_7_8_makamona_didier_nsasa_pmp_omc.pdf)>.
- Pauwelyn, Joost, Joel P. Trachtman et Debra P. Steger. « The Jurisdiction of the WTO is Limited to Trade » (2004) 98 *Proceedings of the Annual Meeting (American Society of International Law)* 135-146.
- Robert, E. « L'affaire des normes américaines relatives à l'essence : le premier différend commercial environnemental à l'épreuve de la nouvelle procédure de règlement des différends de l'OMC » (1999) 101:1 *RGDIP*.
- Ruiz Fabri, Hélène. « Chronique du règlement des différends 1996-1998 » (1999) 126:2 *JDI* 452-506.
- . « Chronique de règlement des différends de l'OMC, 1999 » (2000) 127:2 *JDI* 385-424.
- . « La prise en compte du principe de précaution par l'OMC » (2000) 25:1 *Revue juridique de l'Environnement* 55-66, doi : 10.3406/rjenv.2000.3731.
- Schoenbaum, Thomas J. « International Trade and Protection of the Environment: The Continuing Search for Reconciliation » (1997) 91:2 *American Journal of International Law* 268-313, doi : 10.2307/2954212.
- Siroën, Jean-Marc. « Le multilatéralisme, l'organisation mondiale du commerce et l'Union européenne » (1995) 226:1 *Économie rurale* 11-17, doi : 10.3406/ecoru.1995.4716.
- . « L'OMC et les négociations commerciales multilatérales » (2007) 7:1 *Negotiations* 7-22.
- Tietje, Christian. « Voluntary Eco-Labeling Programmes and Questions of State Responsibility in the WTO/GATT Legal System » (1999) 29:5 *Journal of World Trade* 123-134.
- Trachtman, Joel P. « The Domain of WTO Dispute Resolution » (1999) 40:2 *HILJ*, doi : 10.2139/ssrn.149348.
- Trépant, Inès. « L'Organisation mondiale du commerce » (2005) N° 63:1 *Dossiers du CRISP* 9-102.
- Virally, Michel. « Définition et classification : approche juridique » (1977) XXIX:1 *Revue internationale des sciences sociales* 61-77.
- Vossenaar, René. « Labels écologiques et commerce international : principaux aspects » [1997] 16 *Annuaire suisse de politique de développement* 215-228.
- Walker, Vern. « Some Dangers of Taking Precautions Without Adopting the Precautionary Principle: A Critique of Food Safety Regulation in the United States » (2001) 31 *ELR* 10040.
- Witmeur, Renaud. « L'article XX a) du GATT : l'exception de moralité publique dans le commerce international » (2012) t. XXVI:3 *Revue internationale de droit économique* 237-268.
- Zerhdoud, Badr. « Le régime juridique international des biotechnologies : entre libre-échange et protection de l'environnement » (2005) 2:5 *EcoLomic Policy & Law* 4-54.
- Zoller, Elisabeth. « Les normes américaines relatives à l'essence : le premier différend commerciale environnemental à l'épreuve de la nouvelle procédure de règlement des différends de l'OMC » (1997) 101:1 *RGDIP*.

## Dictionnaires et encyclopédies

- Salmon, Jean. *Dictionnaire de droit international public*, 1<sup>re</sup> éd, Bruxelles, Bruylant, 2001, en ligne : *Dictionnaire de droit international public* <<https://www.lgdj.fr/dictionnaire-de-droit-international-public-9782802715207.html>>

- Beyerlin, Ulrich et Jenny Grote Stoutenburg. « Environment, International Protection », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne : Max Planck Encyclopedia of Public International Law <<https://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1575?rskey=9ApLqT&result=2&prd=OPIL>>.
- Frédéric, Mégret. « Globalization », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne : Max Planck Encyclopedia of Public International Law <<https://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e939?rskey=Z21XdR&result=1&prd=OPIL>>.
- Odendahl, Kerstin. « Nature, International Protection », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne : Max Planck Encyclopedia of Public International Law <<https://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1946?rskey=WQXfK2&result=1&prd=OPIL>>.
- Schmalenbach, Kirsten. « International Organizations or Institutions, General Aspects », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne : Max Planck Encyclopedia of Public International Law <<https://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e499?rskey=TVtg50&result=1&prd=OPIL>>.
- Schröder, Meinhard. « Precautionary Approach/Principle », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne : Max Planck Encyclopedia of Public International Law <<https://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1603?rskey=7C4liY&result=1&prd=OPIL>>.
- Stoll, Peter-Tobias. « World Trade Organization (WTO) », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne : Max Planck Encyclopedia of Public International Law <<https://opil.ouplaw.com/view/10.1093/law:epil/9780199231690/law-9780199231690-e1555?rskey=OGYDuc&result=1&prd=OPIL>>.